



La Banque Royale du Canada déclare ses résultats pour le troisième trimestre de 2009

Sauf indication contraire, l'information financière fournie dans le présent document est basée sur les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés et notes complémentaires dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada, et les montants y sont libellés en dollars canadiens.

TORONTO, le 27 août 2009 – La Banque Royale du Canada (RY sur TSX et NYSE) a annoncé un bénéfice net record de 1 561 millions de dollars pour le troisième trimestre terminé le 31 juillet 2009, en hausse de 299 millions ou 24 % par rapport à l'exercice précédent. Le bénéfice enregistré tient aux résultats élevés du secteur Marchés des Capitaux et au solide rendement des secteurs Services bancaires canadiens, Gestion de patrimoine et Assurances. Les pertes liées au contexte du marché continuent de s'estomper, situation qui reflète l'amélioration des conditions sur les marchés financiers.

« Nos résultats records ce trimestre reflètent la solidité de notre marque ainsi que notre capacité de saisir les occasions qui se présentent et de favoriser l'efficacité, a déclaré M. Gordon M. Nixon, président et chef de la direction de RBC. Nous tirons parti de notre solide position concurrentielle et assurons la mise en œuvre fructueuse de notre stratégie à long terme. Notre rendement ce trimestre témoigne de l'avantage concurrentiel tiré de la diversité de nos activités. »

Troisième trimestre de 2009 par rapport au troisième trimestre de 2008 :

- Bénéfice net de 1 561 millions de dollars (en hausse par rapport à un bénéfice net de 1 262 millions)
- Bénéfice dilué par action de 1,05 \$ (en hausse par rapport à 0,92 \$)
- Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de 19,5 % (soit le même résultat qu'à l'exercice précédent)
- Ratio du capital de première catégorie de 12,9 %

Neuf premiers mois de 2009 par rapport aux neuf premiers mois de 2008 :

- Bénéfice net de 2 564 millions de dollars (en baisse par rapport à 3 435 millions)
- Bénéfice net ajusté de 3 564 millions de dollars ⁽¹⁾
- Bénéfice dilué par action de 1,70 \$ (en baisse par rapport à 2,57 \$)
- Bénéfice par action ajusté de 2,41 \$ ⁽¹⁾
- Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de 10,7 % (en baisse par rapport à 18,8 %)
- Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté de 15,2 % ⁽¹⁾

⁽¹⁾ Le calcul des éléments ajustés ne tient pas compte de la charge au titre de la dépréciation de l'écart d'acquisition comptabilisée au deuxième trimestre de 2009. Les éléments ajustés constituent des mesures hors PCGR. Se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR du présent rapport de gestion pour une analyse plus détaillée et pour un rapprochement.

Table des matières

<p>1 Faits saillants du troisième trimestre</p> <p>2 Rapport de gestion</p> <p>2 Mise en garde au sujet des déclarations prospectives</p> <p>2 Vue d'ensemble</p> <p>2 Aperçu de la Banque Royale du Canada</p> <p>3 Faits saillants financiers et autres</p> <p>4 Examen de la conjoncture économique et des marchés et perspectives</p> <p>4 Rendement financier</p> <p>4 Vue d'ensemble</p> <p>5 Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR</p>	<p>8 Rendement financier</p> <p>8 Résultats d'exploitation</p> <p>10 Questions et contrôles comptables</p> <p>11 Opérations entre apparentés</p> <p>12 Analyse des résultats trimestriels et des tendances</p> <p>13 Résultats des secteurs d'exploitation</p> <p>13 Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation</p> <p>13 Services bancaires canadiens</p> <p>14 Gestion de patrimoine</p> <p>16 Assurances</p> <p>17 Services bancaires internationaux</p> <p>18 Marchés des Capitaux</p> <p>20 Services de soutien généraux</p> <p>21 Résultats par secteur géographique</p>	<p>22 Situation financière</p> <p>22 Bilan consolidé</p> <p>23 Arrangements hors bilan</p> <p>26 Gestion du risque, du capital et des liquidités</p> <p>26 Risque de crédit</p> <p>32 Risque de marché</p> <p>33 Gestion du capital</p> <p>35 Risque d'illiquidité et de financement</p> <p>36 Information financière supplémentaire</p> <p>36 Incidence du contexte du marché</p> <p>42 États financiers consolidés intermédiaires (non vérifié)</p> <p>46 Notes complémentaires (non vérifié)</p> <p>63 Renseignements aux actionnaires</p>
---	---	---

Rapport de gestion

Le rapport de gestion a pour objectif de permettre au lecteur d'évaluer nos résultats d'exploitation et notre situation financière pour le trimestre et la période de neuf mois terminés le 31 juillet 2009, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent et au trimestre terminé le 30 avril 2009. Le présent rapport de gestion doit être lu en parallèle avec nos états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés et notes complémentaires, ainsi qu'avec notre rapport annuel 2008 aux actionnaires (rapport annuel 2008). Ce rapport de gestion est daté du 26 août 2009. Sauf indication contraire, l'information financière fournie dans le présent rapport est basée sur les états financiers dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada, et les montants y sont libellés en dollars canadiens.

Des renseignements additionnels relatifs à la Banque Royale du Canada, y compris notre notice annuelle 2008, sont disponibles gratuitement sur notre site Web à l'adresse rbc.com/investisseurs, sur le site Web des Autorités canadiennes en valeurs mobilières à l'adresse sedar.com, et sur la section EDGAR du site Web de la Securities and Exchange Commission des États-Unis (SEC) à l'adresse sec.gov.

Mise en garde au sujet des déclarations prospectives

À l'occasion, nous faisons des déclarations prospectives verbalement ou par écrit au sens de certaines lois sur les valeurs mobilières, y compris les règles d'exonération de la Private Securities Litigation Reform Act of 1995 des États-Unis, et de toute loi sur les valeurs mobilières applicable au Canada. Nous pouvons faire des déclarations prospectives dans le présent document, dans d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens ou de la Securities and Exchange Commission des États-Unis, dans des rapports aux actionnaires et dans d'autres communications. Les déclarations prospectives comprennent, sans toutefois s'y limiter, les déclarations concernant nos objectifs à moyen terme, nos objectifs et priorités stratégiques ainsi que les perspectives économiques et commerciales pour nous, pour chacun de nos secteurs d'exploitation et pour les économies canadienne, américaine et internationales. L'information prospective contenue dans le présent document est présentée afin d'aider nos détenteurs de titres et analystes financiers à comprendre notre situation financière et nos résultats d'exploitation aux dates présentées et pour les périodes terminées à ces dates, ainsi que nos priorités et objectifs stratégiques, et pourrait ne pas être appropriée à d'autres fins. Les mots « croire », « s'attendre », « prévoir », « se proposer », « estimer », « planifier », « projeter », « devoir » et « pouvoir », de même que l'emploi du futur ou du conditionnel ainsi que de mots et d'expressions semblables dénotent généralement des déclarations prospectives.

De par leur nature même, les déclarations prospectives nous obligent à formuler des hypothèses et font l'objet d'incertitudes et de risques intrinsèques qui donnent lieu à la possibilité que nos prédictions, prévisions, projections, attentes et conclusions se révèlent inexactes, que nos hypothèses soient incorrectes et que nous ne réalisions pas nos objectifs ou nos objectifs et priorités stratégiques. Nous avertissons nos lecteurs de ne pas se fier indûment à ces déclarations étant donné que les résultats réels pourraient différer sensiblement des attentes exprimées dans ces déclarations prospectives, en raison d'un certain nombre de facteurs importants, dont plusieurs sont indépendants de notre volonté et dont nous pouvons difficilement prédire les répercussions, notamment : les risques de crédit, de marché, opérationnel, d'illiquidité et de financement, ainsi que d'autres risques décrits à la rubrique Gestion du risque, du capital et des liquidités de notre rapport annuel 2008 aux actionnaires; l'incidence du contexte du marché, y compris l'incidence de la volatilité des marchés financiers ainsi que le manque possible de

liquidités sur certains marchés du crédit, de même que notre capacité de gérer efficacement nos liquidités et nos ratios de capital ainsi que mettre en œuvre des mesures efficaces de gestion du risque; la conjoncture économique générale, y compris la conjoncture de récession, au Canada, aux États-Unis et dans certains autres pays où nous exerçons nos activités; les modifications apportées aux normes, conventions et estimations comptables, y compris les modifications apportées à nos estimations relatives aux provisions, aux dotations aux provisions et aux évaluations; l'incidence des fluctuations du dollar canadien par rapport aux autres devises, notamment le dollar américain, la livre sterling et l'euro; l'incidence des modifications des politiques gouvernementales fiscales, monétaires et autres; les effets de la concurrence dans les marchés où nous exerçons nos activités; l'incidence des modifications apportées aux lois et aux règlements, y compris les lois fiscales; les décisions judiciaires et réglementaires et les actions en justice; l'exactitude et l'intégralité des renseignements concernant nos clients et contreparties; notre capacité à réussir la mise en œuvre de nos stratégies ainsi qu'à mener à terme des acquisitions stratégiques et des coentreprises et de les intégrer avec succès; les modifications apportées à nos cotes de crédit; les faits nouveaux ainsi que les activités d'intégration touchant nos réseaux de distribution.

Nous avertissons nos lecteurs que la liste susmentionnée de facteurs importants n'est pas exhaustive et que d'autres facteurs pourraient également avoir une incidence défavorable sur nos résultats. Les investisseurs et autres personnes qui se fient à nos déclarations prospectives pour prendre des décisions ayant trait à la Banque doivent bien tenir compte de ces facteurs et d'autres incertitudes et événements potentiels. Sauf si la loi l'exige, nous ne nous engageons pas à mettre à jour quelque déclaration prospective que ce soit, verbale ou écrite, que nous pouvons faire ou qui peut être faite pour notre compte à l'occasion.

Des renseignements supplémentaires sur ces facteurs et sur d'autres facteurs sont fournis à la rubrique Gestion du risque, du capital et des liquidités du présent rapport, ainsi que dans notre rapport annuel 2008 aux actionnaires.

L'information fournie dans les sites Web susmentionnés ou pouvant être obtenue par l'intermédiaire de ces sites ne fait pas partie du présent document. Tous les renvois à des sites Web contenus dans le présent document sont inactifs et ne sont indiqués qu'à titre informatif.

Vue d'ensemble

Aperçu de la Banque Royale du Canada

La Banque Royale du Canada (RY sur TSX et NYSE) et ses filiales exercent leurs activités sous la marque RBC. La Banque Royale du Canada est la plus importante banque du Canada au chapitre de la capitalisation boursière et de l'actif, l'une des principales sociétés de services financiers diversifiés en Amérique du Nord, et l'une des plus importantes banques à l'échelle mondiale au chapitre de la capitalisation boursière. Elle offre, à l'échelle mondiale, des services bancaires aux particuliers et aux entreprises, des services de gestion de

patrimoine et d'actifs, des services d'assurance, des services à la grande entreprise et de banque d'investissement et des services de traitement des opérations. Nous comptons environ 80 000 employés à plein temps et à temps partiel au service de plus de 18 millions de particuliers, d'entreprises, de clients du secteur public et de clients institutionnels au Canada, aux États-Unis et dans 53 autres pays. Pour de plus amples renseignements, visitez le site rbc.com.

Faits saillants financiers et autres

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action, les nombres et les pourcentages)	Pour le trimestre terminé le			Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2009	30 avril 2009	31 juillet 2008	31 juillet 2009	31 juillet 2008
Total des revenus	7 823 \$	6 761 \$	5 912 \$	21 525 \$	16 513 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	770	974	334	2 491	976
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	1 253	958	553	3 287	1 717
Frais autres que d'intérêt	3 755	3 575	3 272	10 952	9 362
Charge au titre de la dépréciation de l'écart d'acquisition	–	1 000	–	1 000	–
Bénéfice net avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	2 045	254	1 753	3 795	4 458
Bénéfice net (perte nette)	1 561 \$	(50)\$	1 262 \$	2 564 \$	3 435 \$
Secteurs – bénéfice net (perte nette)					
Services bancaires canadiens	669 \$	581 \$	709 \$	1 946 \$	1 986 \$
Gestion de patrimoine	168	126	186	422	549
Assurances	167	113	137	392	330
Services bancaires internationaux	(95)	(1 126)	(16)	(1 365)	53
Marchés des Capitaux	562	420	269	1 207	586
Services de soutien généraux	90	(164)	(23)	(38)	(69)
Bénéfice net (perte nette)	1 561 \$	(50)\$	1 262 \$	2 564 \$	3 435 \$
Données financières sommaires					
Bénéfice (perte) par action – de base	1,06 \$	(0,07)\$	0,93 \$	1,72 \$	2,60 \$
Bénéfice (perte) par action – dilué	1,05 \$	(0,07)\$	0,92 \$	1,70 \$	2,57 \$
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1)	19,5 %	(1,4)%	19,5 %	10,7 %	18,8 %
Rendement du capital de risque (2)	31,4 %	(2,3)%	31,1 %	17,0 %	30,9 %
Marge nette d'intérêt (3)	1,78 %	1,71 %	1,42 %	1,68 %	1,39 %
Dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et des acceptations	0,99 %	1,06 %	0,47 %	0,95 %	0,48 %
Montant brut des prêts douteux en pourcentage des prêts et des acceptations	1,44 %	1,45 %	0,76 %	1,44 %	0,76 %
Ratios de capital et coefficients					
Ratio du capital de première catégorie	12,9 %	11,4 %	9,4 %	12,9 %	9,4 %
Ratio du capital total	14,4 %	13,3 %	11,6 %	14,4 %	11,6 %
Coefficient actif-capital	16,3X	16,3X	19,5X	16,3X	19,5X
Ratio de la valeur corporelle des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (ratio du capital-actions ordinaire de première catégorie) (4)	9,1 %	7,9 %	6,9 %	9,1 %	6,9 %
Principales données figurant au bilan et autres renseignements					
Total de l'actif	659 942 \$	680 323 \$	636 792 \$	659 942 \$	636 792 \$
Valeurs mobilières	183 671	176 555	176 377	183 671	176 377
Prêts de détail (5)	198 999	193 195	190 669	198 999	190 669
Prêts de gros (5)	79 816	87 389	81 603	79 816	81 603
Actifs liés aux dérivés	101 086	123 259	69 099	101 086	69 099
Dépôts	404 708	411 827	409 091	404 708	409 091
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1)	30 200	30 400	25 250	29 850	23 850
Moyenne du capital de risque (2)	18 800	18 950	15 750	18 800	14 550
Actif ajusté en fonction des risques	243 009	265 647	254 189	243 009	254 189
Biens sous gestion	243 700	235 400	247 400	243 700	247 400
Biens administrés – RBC	634 300	618 700	648 700	634 300	648 700
– RBC Dexia IS (6)	2 197 500	2 105 100	2 803 900	2 197 500	2 803 900
Information sur les actions ordinaires					
Actions en circulation (en milliers) – moyenne (de base)	1 408 687	1 405 772	1 323 293	1 393 641	1 294 946
– moyenne (diluée)	1 422 810	1 417 038	1 340 239	1 406 404	1 308 387
– à la fin	1 412 235	1 408 393	1 338 308	1 412 235	1 338 308
Dividendes déclarés par action	0,50 \$	0,50 \$	0,50 \$	1,50 \$	1,50 \$
Rendement de l'action (7)	4,3 %	5,8 %	4,4 %	5,2 %	4,2 %
Cours de clôture de l'action ordinaire (RY sur TSX) – à la fin	51,28 \$	42,30 \$	47,25 \$	51,28 \$	47,25 \$
Capitalisation boursière (TSX)	72 419	59 575	63 235	72 419	63 235
Renseignements généraux					
Nombre d'employés (équivalent de travail à plein temps)	72 366	72 479	73 773	72 366	73 773
Nombre de succursales	1 759	1 756	1 729	1 759	1 729
Nombre de guichets automatiques bancaires	5 046	5 012	4 897	5 046	4 897
Moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains pour la période (8)	0,900 \$	0,805 \$	0,988 \$	0,838 \$	0,994 \$
Équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains à la fin de la période	0,928 \$	0,838 \$	0,977 \$	0,928 \$	0,977 \$

(1) La moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sont calculés à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période.

(2) Les moyennes sont calculées à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période. Pour une analyse plus détaillée sur la moyenne du capital de risque et le rendement du capital de risque, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

(3) La marge nette d'intérêt représente le revenu net d'intérêt divisé par la moyenne de l'actif. La moyenne de l'actif est calculée à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période.

(4) Pour une analyse plus détaillée, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

(5) Les montants indiqués pour les prêts de détail et les prêts de gros ci-dessus ne tiennent pas compte de la provision pour pertes sur prêts.

(6) Le poste Biens administrés – RBC Dexia IS représente le total des biens administrés de la coentreprise, dans laquelle nous détenons une participation de 50 %, présenté avec un décalage de un mois.

(7) Dividende par action ordinaire divisé par la moyenne des cours extrêmes pour la période pertinente.

(8) Les moyennes sont calculées à l'aide des cours du change au comptant à la fin du mois pour la période.

Examen de la conjoncture économique et des marchés et perspectives – données disponibles au 26 août 2009

Canada

La récession au Canada s'est poursuivie au deuxième trimestre civil de 2009, mais la contraction s'est révélée moindre qu'au premier trimestre civil. Des signes de reprise ont été notés au cours du trimestre, notamment la hausse des ventes au détail et l'amélioration du marché de la revente d'habitations. Le programme de relance économique mis en œuvre par le gouvernement fédéral, les faibles taux d'intérêt et la confiance accrue des consommateurs devraient stimuler l'économie au deuxième semestre de l'année civile. Il faut toutefois s'attendre au maintien de taux de chômage plus élevés au cours de cette période, situation qui entraînera une intensification de la détérioration du crédit. On prévoit maintenant une croissance négative de l'économie canadienne de 2,4 % en 2009, soit un taux inchangé par rapport à ce que nous prévoyions le 28 mai 2009 et en baisse comparativement à la croissance de 0,3 % que nous prévoyions le 4 décembre 2008.

États-Unis

La récession aux États-Unis s'est poursuivie au deuxième trimestre civil, mais le ralentissement lié à cette récession s'est révélé moins prononcé qu'au premier trimestre civil. Des signes de reprise ont été notés, situation qui reflète le ralentissement moindre des activités d'investissement des entreprises et des activités de construction de nouvelles habitations. Le secteur des dépenses de consommation est toutefois demeuré faible. On s'attend à ce que la Réserve fédérale maintienne de faibles taux d'intérêt. On prévoit une croissance négative de l'économie américaine de 2,8 % en 2009, en légère hausse par rapport à la croissance que nous prévoyions le 28 mai 2009 et en baisse comparativement à la croissance négative de 1,0 % que nous prévoyions le 4 décembre 2008.

Autres économies mondiales

La situation s'est améliorée dans la plupart des économies mondiales au deuxième trimestre civil, sauf au Royaume-Uni, où l'économie est demeurée faible. Nous nous attendons à une amélioration continue de la situation dans la plupart des économies mondiales au deuxième semestre civil de 2009, en raison des faibles taux d'intérêt et de l'incidence des programmes de relance mis en œuvre par divers gouvernements et banques centrales.

Marchés financiers

Une amélioration notable s'est également produite sur les marchés financiers mondiaux par rapport au trimestre précédent, situation qui reflète les signes prévus d'une reprise soutenue de l'économie mondiale. Nos écarts de crédit et ceux de nombreux émetteurs ont diminué par rapport au trimestre précédent, en raison de l'amélioration générale des marchés du financement découlant des initiatives mises en œuvre par les gouvernements et de la confiance accrue des investisseurs. Les marchés des créances prioritaires et les autres sources de financement se sont améliorés du point de vue des taux et de la capacité. Pour de plus amples renseignements à ce sujet, se reporter à la rubrique Risque d'illiquidité et de financement.

Incidence du dollar américain sur nos résultats consolidés

Les fluctuations des taux de change entre le dollar américain et le dollar canadien influent sur nos résultats libellés en dollars américains.

Le dollar canadien s'est déprécié de 9 % par rapport au dollar américain, comparativement au troisième trimestre de 2008, ce qui a eu

une incidence favorable sur notre résultat consolidé, car nous avons comptabilisé un bénéfice net libellé en dollars américains au cours de la période considérée.

Pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2009, le dollar canadien s'est déprécié de 16 % par rapport au dollar américain, comparativement à la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2008, ce qui a eu une incidence défavorable sur notre résultat consolidé, car nous avons comptabilisé une perte nette libellée en dollars américains pour l'exercice à ce jour. Nos revenus à la hausse libellés en dollars américains, qui ont subi l'incidence favorable de la dépréciation du dollar canadien, ont été plus que contrebalancés par l'incidence défavorable de la dotation à la provision pour pertes sur créances, des indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance et des frais autres que d'intérêt libellés en dollars américains.

Le dollar canadien s'est apprécié de 12 % par rapport au trimestre précédent, ce qui a eu une incidence défavorable sur notre résultat consolidé, car nous avons comptabilisé un bénéfice net libellé en dollars américains ce trimestre.

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)	Troisième trimestre de 2009 par rapport au deuxième trimestre de 2009	Troisième trimestre de 2009 par rapport au troisième trimestre de 2008	Neuf premiers mois de 2009 par rapport aux neuf premiers mois de 2008
Taux de change du dollar canadien par rapport au dollar américain (moyenne)			
31 juillet 2009	0,900 \$	0,900 \$	0,838 \$
30 avril 2009	0,805 \$		
31 juillet 2008		0,988 \$	0,994 \$
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains (1)	12 %	(9)%	(16)%
Total des revenus, en hausse (en baisse)	(261)\$	210 \$	682 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances, en hausse (en baisse)	(28)	18	103
Frais autres que d'intérêt, en hausse (en baisse)	(131)	102	527
Bénéfice net, en hausse (en baisse)	(49)	41	(87)
Bénéfice par action de base, en hausse (en baisse)	(0,03)\$	0,03 \$	(0,06)\$
Bénéfice par action dilué, en hausse (en baisse)	(0,03)\$	0,03 \$	(0,06)\$

(1) Les moyennes sont calculées à l'aide du cours au comptant à la fin du mois pour la période.

Les fluctuations des taux de change du dollar américain, de l'euro et de la livre sterling influent également sur les résultats de certains de nos secteurs d'exploitation. Pour une analyse plus détaillée, se reporter à la rubrique Résultats des secteurs d'exploitation.

Rendement financier**Vue d'ensemble****Troisième trimestre de 2009 par rapport au troisième trimestre de 2008**

Nous avons déclaré un bénéfice net de 1 561 millions de dollars pour le troisième trimestre terminé le 31 juillet 2009, en hausse de 299 millions, ou 24 %, par rapport à l'exercice précédent. Le bénéfice dilué par action s'est établi à 1,05 \$, en hausse de 14 % comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui tenait compte de l'effet dilutif d'une émission d'actions effectuée au premier trimestre de 2009. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'est chiffré à 19,5 %, soit un résultat inchangé par rapport à l'exercice précédent. Nos solides résultats tiennent en grande partie aux revenus à la

hausse tirés des activités de négociation, neutralisés en partie par l'augmentation des frais au titre de la rémunération variable liés à certaines de nos activités sur les marchés financiers, par l'augmentation des gains nets au titre des opérations de titrisation, ainsi que par les pertes moindres liées au contexte du marché, qui reflètent l'amélioration des conditions sur les marchés financiers et la baisse du taux d'imposition effectif. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances. Notre ratio du capital de première catégorie s'est établi à 12,9 %, en hausse de 350 points de base par rapport à 9,4 %.

Troisième trimestre de 2009 par rapport au troisième trimestre de 2008 (résultats sur neuf mois)

Nous avons déclaré un bénéfice net de 2 564 millions de dollars, comparativement à 3 435 millions à l'exercice précédent. Ce résultat reflète principalement la charge au titre de la dépréciation de l'écart d'acquisition de 1 milliard de dollars (838 millions de dollars US) avant et après impôts comptabilisée au deuxième trimestre de 2009. Cette charge constituait un élément hors trésorerie et n'a eu aucune incidence sur l'exploitation courante de nos activités ni sur nos ratios de capital. Pour les neuf premiers mois, le bénéfice dilué par action s'est élevé à 1,70 \$, en baisse de 0,87 \$, ou 34 %, par rapport à l'exercice précédent, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'est établi à 10,7 %, comparativement à 18,8 %.

Compte non tenu de la charge au titre de la dépréciation de l'écart d'acquisition, le bénéfice net ajusté s'est établi à 3 564 millions de dollars, en hausse de 129 millions, ou 4 %, par rapport à l'exercice précédent. Pour les neuf premiers mois, le bénéfice dilué par action ajusté s'est élevé à 2,41 \$, en baisse de 0,16 \$, ou 6 %, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté s'est établi à 15,2 %, ce qui tenait compte de l'effet dilutif d'une émission d'actions effectuée au premier trimestre de 2009.

L'augmentation du bénéfice net ajusté tient essentiellement aux revenus à la hausse tirés des activités de négociation, neutralisés en partie par la hausse des frais au titre de la rémunération variable liés à certaines de nos activités sur les marchés financiers, à la hausse des gains nets au titre des opérations de titrisation et à la diminution des pertes liées au contexte du marché. Ces facteurs ont été neutralisés en

partie par la hausse de la dotation aux provisions pour pertes sur créances, par l'accroissement des coûts à l'appui de la croissance des activités, y compris nos acquisitions, par l'augmentation du taux d'imposition effectif ainsi que par l'incidence de l'affaiblissement du dollar canadien par rapport au dollar américain. Les mesures ajustées constituent des mesures hors PCGR. Pour une analyse détaillée de ces mesures, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

Troisième trimestre de 2009 par rapport au deuxième trimestre de 2009

Nous avons déclaré un bénéfice net de 1 561 millions de dollars, par rapport à une perte nette de 50 millions au dernier trimestre, résultat qui tient principalement à la charge au titre de la dépréciation de l'écart d'acquisition. Compte non tenu de cette charge, le bénéfice net ajusté a progressé de 611 millions de dollars, ou 64 %, comparativement au bénéfice net ajusté de 950 millions comptabilisé au dernier trimestre; ce résultat est en grande partie attribuable à la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances, aux revenus à la hausse tirés des activités de négociation, neutralisés en partie par la hausse des frais au titre de la rémunération variable liés à certaines de nos activités sur les marchés financiers, à la diminution des pertes liées au contexte du marché et aux résultats à la hausse attribuables en partie à des facteurs saisonniers. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par la diminution des gains nets au titre des opérations de titrisation.

Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR

Mesures hors PCGR

Mesures ajustées

Nous utilisons et présentons des mesures ajustées conformément à notre cadre de gestion. Selon nous, le fait de ne pas tenir compte de la charge au titre de la dépréciation de l'écart d'acquisition constitue une mesure plus représentative des résultats tirés de l'exploitation courante des activités, qui permettra au lecteur de mieux comprendre le point de vue de la direction en ce qui concerne notre performance. Ces mesures ajustées devraient également accroître la comparabilité de notre performance financière pour le trimestre terminé le 31 juillet 2009 par

rapport au trimestre terminé le 30 avril 2009, et pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2009 par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Les mesures ajustées constituent des mesures hors PCGR qui n'ont pas de définition normalisée en vertu des PCGR et ne sont pas nécessairement comparables à des mesures semblables présentées par d'autres institutions financières.

Le tableau suivant illustre le calcul des mesures ajustées pour le trimestre et la période de neuf mois terminés le 31 juillet 2009, ainsi que pour le trimestre terminé le 30 avril 2009.

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et les montants par action)	Pour le trimestre terminé le						Pour les neuf mois terminés le		
	31 juillet 2009			30 avril 2009			31 juillet 2009		
	Montant déclaré	Charge au titre de la dépréciation de l'écart d'acquisition	Montant ajusté	Montant déclaré	Charge au titre de la dépréciation de l'écart d'acquisition	Montant ajusté	Montant déclaré	Charge au titre de la dépréciation de l'écart d'acquisition	Montant ajusté
Bénéfice avant impôts	2 045 \$	– \$	2 045 \$	254 \$	1 000 \$	1 254 \$	3 795 \$	1 000 \$	4 795 \$
Charge d'impôts	449	–	449	266	–	266	1 153	–	1 153
Bénéfice net (perte nette) avant part des actionnaires sans contrôle	1 596	–	1 596	(12)	1 000	988	2 642	1 000	3 642
Part des actionnaires sans contrôle dans le bénéfice net des filiales	35	–	35	38	–	38	78	–	78
Bénéfice net (perte nette)	1 561	–	1 561	(50)	1 000	950	2 564	1 000	3 564
Dividendes sur actions privilégiées	(73)	–	(73)	(55)	–	(55)	(169)	–	(169)
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actionnaires ordinaires	1 488	–	1 488	(105)	1 000	895	2 395	1 000	3 395
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	1 408 687		1 408 687	1 405 772		1 405 772	1 393 641		1 393 641
Bénéfice (perte) de base par action (1) (en dollars)	1,06 \$	– \$	1,06 \$	(0,07)\$	0,71 \$	0,64 \$	1,72 \$	0,72 \$	2,44 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires dilué (en milliers)	1 422 810		1 422 810	1 417 038		1 417 038	1 406 404		1 406 404
Bénéfice (perte) dilué par action (1) (en dollars)	1,05 \$	– \$	1,05 \$	(0,07)\$	0,71 \$	0,63 \$	1,70 \$	0,71 \$	2,41 \$
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	30 200 \$		30 200 \$	30 400 \$		30 550 \$	29 850 \$		29 900 \$
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1)	19,5 %	–	19,5 %	(1,4)%		12,0 %	10,7 %		15,2 %
Taux d'imposition effectif	22,0 %		22,0 %	104,7 %		21,2 %	30,4 %		24,0 %

(1) Basé sur les soldes réels avant arrondissement.

Mesures du rendement

Ratio de la valeur corporelle des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (capital-actions ordinaire de première catégorie)

Nous utilisons le ratio de la valeur corporelle des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (capital-actions ordinaire de première catégorie) ainsi que les ratios de capital réglementaire pour évaluer l'adéquation de nos fonds propres liés aux actions ordinaires. Ce ratio est conforme à un test de tension qu'utilise la Réserve fédérale américaine pour déterminer l'adéquation des fonds propres des banques américaines selon divers scénarios défavorables, mais nous effectuons notre calcul de la valeur corporelle des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (capital-actions ordinaire de première catégorie) selon l'approche préconisée dans l'accord de

Bâle II, pour laquelle une analyse détaillée est fournie dans notre rapport annuel 2008. Compte tenu de la conjoncture économique actuelle, nous sommes d'avis que le ratio de la valeur corporelle des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (capital-actions ordinaire de première catégorie) constitue une mesure supplémentaire utile de l'adéquation de nos fonds propres. Ce ratio n'a pas de définition normalisée en vertu des PCGR et n'est pas nécessairement comparable à des mesures semblables présentées par d'autres institutions financières.

Le tableau suivant illustre le calcul de notre ratio de la valeur corporelle des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (capital-actions ordinaire de première catégorie).

	Au		
	31 juillet 2009	30 avril 2009	31 juillet 2008
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)			
Capital de première catégorie	31 324 \$	30 274 \$	24 008 \$
Déduire : montant admissible au titre de la part des actionnaires sans contrôle dans les filiales – autres	353	356	351
Instruments de capital innovateur de première catégorie (1)	4 113	4 139	3 684
Actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif (1)	4 812	4 811	2 552
Capital-actions ordinaire de première catégorie	22 046 \$	20 968 \$	17 421 \$
Actif ajusté en fonction des risques	243 009 \$	265 647 \$	254 189 \$
Ratio de la valeur corporelle des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (capital-actions ordinaire de première catégorie)	9,1 %	7,9 %	6,9 %

(1) Déduction faite des actions autodétenues.

Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et rendement du capital de risque

Nous mesurons et évaluons le rendement de nos activités consolidées et de chacun de nos secteurs d'exploitation en fonction d'un certain nombre de mesures, y compris le bénéfice net, le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et le rendement du capital de risque. Nous utilisons le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et le rendement du capital de risque, tant sur une base consolidée que par secteur, à titre de mesures du rendement du total du capital investi

dans nos secteurs. Le rendement du capital de risque n'a aucune définition normalisée en vertu des PCGR et n'est pas nécessairement comparable aux mesures analogues présentées par d'autres institutions financières. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR de notre rapport annuel 2008.

Le tableau suivant présente un sommaire des calculs du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et du rendement du capital de risque.

	Pour le trimestre terminé le							Pour le trimestre terminé le	
	31 juillet 2009							30 avril 2009	31 juillet 2008
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages) (1)	Services bancaires canadiens	Gestion de patrimoine	Assurances	Services bancaires internationaux	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	Total	Total	Total
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actionnaires ordinaires	651 \$	159 \$	164 \$	(112)\$	542 \$	84 \$	1 488 \$	(105)\$	1 235 \$
Moyenne du capital de risque (2)	5 450 \$	1 050 \$	1 200 \$	3 150 \$	7 200 \$	750 \$	18 800 \$	18 950 \$	15 750 \$
Ajouter : sous-attribution (surattribution) de capital	–	–	–	–	–	950	950	(650)	1 100
Écart d'acquisition et capital incorporel	1 950	2 750	150	3 900	1 050	650	10 450	12 100	8 400
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (3)	7 400 \$	3 800 \$	1 350 \$	7 050 \$	8 250 \$	2 350 \$	30 200 \$	30 400 \$	25 250 \$
Ajouter : incidence de la charge au titre de la dépréciation de l'écart d'acquisition	–	–	–	–	–	–	–	150	–
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajustée	7 400 \$	3 800 \$	1 350 \$	7 050 \$	8 250 \$	2 350 \$	30 200 \$	30 550 \$	25 250 \$
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	34,9 %	16,5 %	48,0 %	(6,3)%	26,1 %	n.s.	19,5 %	(1,4)%	19,5 %
Ajouter : incidence de la charge au titre de la dépréciation de l'écart d'acquisition	–	–	–	–	–	–	–	13,4 %	–
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté	34,9 %	16,5 %	48,0 %	(6,3)%	26,1 %	n.s.	19,5 %	12,0 %	19,5 %
Rendement du capital de risque	47,3 %	59,2 %	55,4 %	(14,2)%	29,9 %	n.s.	31,4 %	(2,3)%	31,1 %

	Pour les neuf mois terminés le							Pour les neuf mois terminés le
	31 juillet 2009							31 juillet 2008
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages) (1)	Services bancaires canadiens	Gestion de patrimoine	Assurances	Services bancaires internationaux	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	Total	Total
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actionnaires ordinaires	1 905 \$	400 \$	385 \$	(1 410)\$	1 161 \$	(46)\$	2 395 \$	3 361 \$
Moyenne du capital de risque (2)	5 350 \$	1 100 \$	1 150 \$	3 150 \$	7 100 \$	950 \$	18 800 \$	14 550 \$
Ajouter : sous-attribution (surattribution) de capital	–	–	–	–	–	(550)	(550)	2 450
Écart d'acquisition et capital incorporel	1 800	2 800	200	4 950	1 150	700	11 600	6 850
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (3)	7 150 \$	3 900 \$	1 350 \$	8 100 \$	8 250 \$	1 100 \$	29 850 \$	23 850 \$
Ajouter : incidence de la charge au titre de la dépréciation de l'écart d'acquisition	–	–	–	50	–	–	50	–
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajustée	7 150 \$	3 900 \$	1 350 \$	8 150 \$	8 250 \$	1 100 \$	29 900 \$	23 850 \$
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	35,6 %	13,7 %	38,5 %	(23,2)%	18,8 %	n.s.	10,7 %	18,8 %
Ajouter : incidence de la charge au titre de la dépréciation de l'écart d'acquisition	–	–	–	16,5 %	–	–	4,5 %	–
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté	35,6 %	13,7 %	38,5 %	(6,7)%	18,8 %	n.s.	15,2 %	18,8 %
Rendement du capital de risque	47,6 %	47,8 %	44,5 %	(60,0)%	21,8 %	n.s.	17,0 %	30,9 %

- (1) Les chiffres ayant trait à la moyenne du capital de risque, à l'écart d'acquisition et au capital incorporel ainsi qu'à la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sont arrondis. Les calculs du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et du rendement du capital de risque constituent des mesures annualisées et ils sont fondés sur les soldes réels avant leur arrondissement. Ces montants sont calculés à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période.
- (2) La moyenne du capital de risque comprend le capital de risque lié au risque de crédit, au risque de marché (activités de négociation et autres que de négociation), au risque opérationnel, au risque commercial et au risque lié aux immobilisations corporelles, ainsi qu'au risque d'assurance. Se reporter à la section Gestion du capital pour plus de détails à ce sujet.
- (3) Les montants se rapportant aux différents secteurs d'exploitation sont désignés à titre de capital attribué ou de capital économique.
- n.s. : non significatif

Rendement financier

Résultats d'exploitation

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le			Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2009	30 avril 2009	31 juillet 2008	31 juillet 2009	31 juillet 2008
Revenu net d'intérêt	2 980 \$	2 976 \$	2 301 \$	8 897 \$	6 651 \$
Revenus autres que d'intérêt					
Services de placement (1)	1 064	1 050	1 209	3 181	3 471
Activités d'assurance (2)	1 575	1 232	857	4 153	2 498
Activités de négociation	947	703	159	1 524	118
Services bancaires (3)	886	820	787	2 591	2 234
Commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils	299	213	243	711	622
Autres (4)	72	(233)	356	468	919
Revenus autres que d'intérêt	4 843	3 785	3 611	12 628	9 862
Total des revenus	7 823	6 761	5 912	21 525	16 513
Dotation à la provision pour pertes sur créances	770	974	334	2 491	976
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance (2)	1 253	958	553	3 287	1 717
Frais autres que d'intérêt	3 755	3 575	3 272	10 952	9 362
Charge au titre de la dépréciation de l'écart d'acquisition	–	1 000	–	1 000	–
Bénéfice avant impôts	2 045	254	1 753	3 795	4 458
Charge d'impôts	449	266	442	1 153	941
Part des actionnaires sans contrôle dans le bénéfice net des filiales	35	38	49	78	82
Bénéfice net (perte nette)	1 561 \$	(50)\$	1 262 \$	2 564 \$	3 435 \$
Renseignements supplémentaires					
Total des revenus tirés des activités de négociation (5)					
Revenu net d'intérêt lié aux activités de négociation	661 \$	744 \$	226 \$	2 149 \$	530 \$
Revenus autres que d'intérêt – revenus tirés des activités de négociation	947	703	159	1 524	118
Total	1 608 \$	1 447 \$	385 \$	3 673 \$	648 \$
Total des revenus tirés des activités de négociation par produit (5)					
Produits liés aux taux d'intérêt et produits de crédit	1 112 \$	1 043 \$	106 \$	2 191 \$	(181)\$
Titres de participation	360	260	170	919	462
Opérations de change et contrats de négociation de marchandises	136	144	109	563	367
Total	1 608 \$	1 447 \$	385 \$	3 673 \$	648 \$
Marge nette d'intérêt	1,78 %	1,71 %	1,42 %	1,68 %	1,39 %
Charge d'impôts	449 \$	266 \$	442 \$	1 153 \$	941 \$
Taux d'imposition effectif (6)	22,0 %	104,7 %	25,2 %	30,4 %	21,1 %

- (1) Comprend les commissions de courtage, les commissions de gestion de placements et de services de garde et les revenus tirés des fonds communs de placement.
- (2) Comprend les primes d'assurance, le revenu de placement et le revenu provenant de services tarifés. Le revenu de placement reflète la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance et il est neutralisé en grande partie dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.
- (3) Comprend les frais bancaires, les revenus de change autres que ceux tirés des activités de négociation, les frais de gestion des cartes et les commissions de crédit.
- (4) Comprend les autres revenus autres que d'intérêt, le gain net (la perte nette) à la vente de titres disponibles à la vente (la perte de valeur durable et le gain ou la perte réalisé), les ajustements à la juste valeur de certains titres de créance de RBC désignés comme détenus à des fins de transaction, la variation à la juste valeur de certains dérivés liés à des couvertures économiques et les opérations de titrisation.
- (5) Le total des revenus tirés des activités de négociation comprend les revenus liés aux activités de négociation qui sont comptabilisés dans les postes Revenu net d'intérêt et Revenus autres que d'intérêt.
- (6) Charge d'impôts en pourcentage du bénéfice net avant la charge d'impôts.

Total des revenus

Troisième trimestre de 2009 par rapport au troisième trimestre de 2008
Le total des revenus a augmenté de 1 911 millions de dollars, ou 32 %, par rapport à l'exercice précédent.

Le revenu net d'intérêt s'est accru de 679 millions de dollars, ou 30 %, en raison principalement de la diminution des coûts de financement relatifs à certaines positions liées aux activités de négociation. La croissance des dépôts et des prêts, qui reflète en partie l'acquisition de RBTT Financial Group (RBTT) à l'exercice précédent, a également contribué à l'augmentation. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la compression des écarts liés à nos services bancaires et à nos services de gestion de patrimoine, laquelle reflète la réduction des taux d'intérêt et la hausse du solde des prêts douteux liés principalement à nos services bancaires aux États-Unis.

La marge nette d'intérêt s'est établie à 1,78 %, en hausse de 36 points de base, résultat qui reflète essentiellement la diminution des coûts de financement relatifs aux positions liées aux activités de négociation du secteur Marchés des Capitaux, laquelle a été neutralisée en partie par la diminution des taux d'intérêt et par l'incidence des

modifications apportées à notre gamme de produits de détail au Canada, en raison essentiellement de la forte croissance des comptes de dépôt des particuliers et des produits de financement aux fins d'accession à la propriété.

Les revenus liés aux placements ont diminué de 145 millions de dollars, ou 12 %, en raison principalement de la réduction des frais de placement liés aux fonds communs de placement et de la diminution des actifs liés aux services tarifés des clients découlant de la dépréciation du capital, facteurs neutralisés en partie par la hausse des volumes de transactions, qui reflète la confiance accrue des investisseurs et la prise en compte, pour le trimestre complet, des revenus tirés de Ferris, Baker Watts Inc. (FBW), une société acquise à l'exercice précédent.

Les revenus liés aux activités d'assurance ont augmenté de 718 millions de dollars, ou 84 %, résultat qui tient en grande partie à la variation de la juste valeur des investissements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurances vie et maladie, facteur

contrebalancé en grande partie par la hausse des indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance connexes. Pour des détails à ce sujet, se reporter à la rubrique concernant le secteur Assurances.

Les revenus tirés des activités de négociation inscrits dans les revenus autres que d'intérêt se sont accrus de 788 millions de dollars. Le total des revenus tirés des activités de négociation, qui se compose des revenus tirés des activités de négociation comptabilisés dans le revenu net d'intérêt et les revenus autres que d'intérêt, s'est élevé à 1 608 millions de dollars, en hausse de 1 223 millions; ce résultat tient principalement à la hausse des revenus tirés de nos activités de négociation de titres à revenu fixe et d'instruments du marché monétaire au Royaume-Uni, aux États-Unis et au Canada, ainsi que de nos activités de négociation de titres de participation aux États-Unis. La réduction des pertes sur nos portefeuilles de titres détenus à des fins de transaction liées au contexte du marché de même que les gains au titre des ajustements des évaluations du crédit à l'égard de certains contrats dérivés découlant du resserrement des écarts de taux ont également contribué à l'augmentation.

Les revenus tirés des services bancaires ont augmenté de 99 millions de dollars, ou 13 %, en raison principalement de l'amélioration des résultats liés à nos activités de financement syndiqué et de la hausse des revenus tirés des frais bancaires.

Les commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils se sont accrus de 56 millions de dollars, ou 23 %, résultat qui tient principalement à l'amélioration des activités de montage de prêts et de titres de participation, laquelle a été neutralisée en partie par la baisse des activités de fusion et d'acquisition.

Les autres revenus ont reculé de 284 millions de dollars, ou 80 %, en raison principalement de la comptabilisation de pertes de 214 millions, contre des gains de 14 millions à l'exercice précédent, résultant des ajustements à la juste valeur de certains titres de créance de RBC désignés comme détenus à des fins de transaction au sein de nos secteurs Marchés des Capitaux et Services de soutien généraux, situation qui reflète le resserrement de nos écarts de taux. Le recul tient également à la comptabilisation de pertes de 128 millions de dollars, contre des gains de 78 millions à l'exercice précédent, au titre des swaps sur défaillance qui sont comptabilisés à la juste valeur et qui servent de couverture économique à certains portefeuilles de prêts consentis à de grandes entreprises au sein du secteur Marchés des Capitaux. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse de 76 millions de dollars des revenus tirés des opérations de titrisation principalement attribuable au secteur Services de soutien généraux, par la réduction de 73 millions des pertes sur certains titres disponibles à la vente liées au contexte du marché et par l'augmentation de 44 millions du gain au titre de notre régime de rémunération à base d'actions lié à nos services de courtage aux États-Unis.

Le fléchissement du dollar canadien par rapport au dollar américain a eu une incidence favorable sur nos revenus au troisième trimestre de 2009. Pour plus de détails à ce sujet, se reporter à la rubrique Incidence du dollar américain sur nos résultats consolidés.

Troisième trimestre de 2009 par rapport au troisième trimestre de 2008 (résultats sur neuf mois)

Le total des revenus a augmenté de 5 012 millions de dollars, ou 30 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement des résultats élevés liés aux activités de négociation et des revenus liés aux activités d'assurance. La hausse des revenus tirés des opérations de titrisation, laquelle reflète essentiellement un niveau d'opérations de titrisation supérieur au niveau historique, l'incidence favorable du recul du dollar canadien par rapport au dollar américain, les volumes à la hausse liés à nos services bancaires, qui reflètent en partie l'acquisition, au dernier exercice, de RBTT et d'Alabama National Bancorporation (ANB), l'augmentation des revenus tirés des frais bancaires et l'accroissement des activités de montage de prêts et de titre de participation ont également contribué au résultat à la hausse. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'augmentation des pertes liées au contexte du marché, par la compression des écarts concernant nos services bancaires et certains services de gestion de patrimoine, par la diminution des frais de placement liés aux fonds communs de placement et par la réduction des actifs liés aux services tarifés. Pour de plus amples renseignements sur les pertes liées au contexte du marché, se reporter à la rubrique Incidence du contexte du marché.

Troisième trimestre de 2009 par rapport au deuxième trimestre de 2009

Le total des revenus s'est accru de 1 062 millions de dollars, ou 16 %, par rapport au dernier trimestre, en raison principalement de la hausse des revenus liés aux activités d'assurance et des revenus liés aux activités de négociation. La diminution des pertes liées au contexte du marché, la baisse des pertes découlant de la variation de la juste valeur de certains dérivés qui servent de couverture économique à nos activités de financement, la croissance des revenus tirés des services bancaires au Canada, laquelle reflète principalement l'incidence favorable de facteurs saisonniers, et l'accroissement des activités de montage de prêts ont également contribué à l'augmentation. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution des revenus tirés des opérations de titrisation, ainsi que par l'incidence défavorable de l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain.

Dotation à la provision pour pertes sur créances

Le nombre de prêts douteux et la dotation à la provision pour pertes sur créances ont diminué par rapport au trimestre précédent, résultat qui concerne principalement les services bancaires aux États-Unis et qui reflète le ralentissement de la détérioration du crédit, ainsi que l'incidence de l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain. Pour une analyse plus détaillée de notre dotation à la provision pour pertes sur créances, se reporter à la rubrique Rendement au chapitre de la qualité du crédit.

Troisième trimestre de 2009 par rapport au troisième trimestre de 2008

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 436 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent; ce résultat tient essentiellement à la hausse de la dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances, qui reflète principalement un prêt précis et un petit nombre de prêts douteux liés principalement à notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises au Canada, ainsi que la hausse des provisions au titre de nos portefeuilles de prêts de détail non garantis et de prêts aux entreprises au Canada, qui reflète la détérioration du crédit. La hausse des prêts douteux liés à nos services bancaires aux États-Unis et l'augmentation de 61 millions de dollars de la provision générale ont également contribué au résultat à la hausse.

Troisième trimestre de 2009 par rapport au troisième trimestre de 2008 (résultats sur neuf mois)

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 1 515 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de la hausse des provisions spécifiques au titre de nos services bancaires aux États-Unis, de notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises, et de nos portefeuilles de prêts de détail non garantis et de prêts aux entreprises au Canada. L'augmentation de la provision générale, qui est surtout liée à nos services bancaires aux États-Unis, et, dans une mesure moindre, à nos portefeuilles de prêts de détail et de prêts aux grandes entreprises au Canada, a également contribué au résultat à la hausse.

Troisième trimestre de 2009 par rapport au deuxième trimestre de 2009

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 204 millions de dollars, ou 21 %, par rapport au trimestre précédent, résultat qui reflète principalement la baisse de la provision générale au titre de nos services bancaires aux États-Unis et de notre portefeuille de prêts de détail non garantis au Canada. La diminution des provisions spécifiques au titre de notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises aux États-Unis et de nos services bancaires aux États-Unis tient essentiellement au ralentissement de la détérioration du crédit et à l'incidence de l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain. Notre portefeuille de prêts aux entreprises au Canada a également contribué à la diminution. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse de la dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances liée à notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises au Canada. Pour des renseignements plus détaillés à ce sujet, se reporter à la rubrique Rendement au chapitre de la qualité du crédit.

Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance

Pour le trimestre terminé le 31 juillet 2009, les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance se sont accrus de 700 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent, et ils ont augmenté de 295 millions comparativement au trimestre précédent. Pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2009, les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont augmenté de 1 570 millions de dollars. Pour plus de détails à ce sujet, se reporter à la rubrique concernant le secteur Assurances.

Frais autres que d'intérêt

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le			Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2009	30 avril 2009	31 juillet 2008	31 juillet 2009	31 juillet 2008
Salaires	1 034 \$	1 053 \$	966 \$	3 132 \$	2 781 \$
Rémunération variable	1 040	832	763	2 739	2 064
Avantages sociaux et conservation du personnel	284	319	292	915	883
Rémunération à base d'actions	(1)	(15)	12	50	97
Ressources humaines	2 357 \$	2 189 \$	2 033 \$	6 836 \$	5 825 \$
Autres charges	1 398	1 386	1 239	4 116	3 537
Frais autres que d'intérêt	3 755 \$	3 575 \$	3 272 \$	10 952 \$	9 362 \$

Troisième trimestre de 2009 par rapport au troisième trimestre de 2008

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 483 millions de dollars, ou 15 %, par rapport à l'exercice précédent. La hausse des frais au titre de la rémunération variable tient aux revenus plus élevés tirés de certaines de nos activités de négociation sur les marchés financiers. Pour le trimestre terminé le 31 juillet 2009, environ la moitié de la rémunération variable est basée sur les résultats, et l'autre moitié environ, sur les commissions liées à la production et les commissions de vente. L'augmentation des coûts à l'appui de la croissance des activités, y compris les coûts liés à l'effectif et les coûts d'occupation découlant des acquisitions effectuées, et l'incidence du recul du dollar canadien par rapport au dollar américain ont également contribué à la hausse. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'attention que nous continuons de prêter à la gestion des coûts.

Troisième trimestre de 2009 par rapport au troisième trimestre de 2008 (résultats sur neuf mois)

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 1 590 millions de dollars, ou 17 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de la hausse des frais au titre de la rémunération variable découlant des revenus plus élevés tirés des activités de négociation. L'augmentation des coûts à l'appui de la croissance des activités, y compris les coûts liés à l'effectif et les coûts d'occupation découlant des acquisitions effectuées, et l'incidence du recul du dollar canadien par rapport au dollar américain ont également contribué à la hausse. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'attention que nous continuons de prêter à la gestion des coûts et par la diminution de la charge de rémunération à base d'actions.

Troisième trimestre de 2009 par rapport au deuxième trimestre de 2009

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 180 millions de dollars, ou 5 %, par rapport au dernier trimestre. La hausse des frais au titre de

la rémunération variable tient aux revenus plus élevés tirés de certaines de nos activités de négociation sur les marchés financiers. L'incidence défavorable, sur notre secteur Services bancaires canadiens, de facteurs saisonniers, y compris le fait que le trimestre considéré compte quelques jours de plus, a également contribué à l'augmentation. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'incidence favorable du raffermissement du dollar canadien par rapport au dollar américain.

Dépréciation de l'écart d'acquisition

Au deuxième trimestre de 2009, nous avons comptabilisé une charge au titre de la dépréciation de l'écart d'acquisition de 1 milliard de dollars (838 millions de dollars US). Pour plus de détails à ce sujet, se reporter à la rubrique Questions et contrôles comptables, ainsi qu'à la note 2 des états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés.

Impôts

Troisième trimestre de 2009 par rapport au troisième trimestre de 2008

La charge d'impôts a augmenté de 7 millions de dollars, ou 2 %, par rapport à l'exercice précédent, malgré la forte hausse du bénéfice avant impôts, essentiellement en raison de la baisse du taux d'imposition effectif. Le taux d'imposition effectif s'est établi à 22,0 %, soit une baisse de 3,2 % par rapport au trimestre précédent, qui est attribuable principalement à la réduction des taux d'imposition des sociétés canadiennes prévus par la loi, ainsi qu'à certains ajustements fiscaux.

Troisième trimestre de 2009 par rapport au troisième trimestre de 2008 (résultats sur neuf mois)

La charge d'impôts s'est accrue de 212 millions de dollars, ou 23 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de la hausse du bénéfice avant impôts. Le taux d'imposition effectif de 30,4 % est considérablement plus élevé que le taux de 21,1 % à l'exercice précédent, situation qui tient à la charge au titre de la dépréciation de l'écart d'acquisition comptabilisée au deuxième trimestre de 2009, laquelle n'est pas déductible aux fins de l'impôt. Compte non tenu de cette charge, le taux d'imposition effectif ajusté s'est établi à 24,0 %, soit une hausse de 2,9 % qui est principalement imputable à la diminution du bénéfice déclaré au cours de l'exercice considéré par nos filiales qui exercent leurs activités dans des pays où les taux d'imposition sont moins élevés. Ce facteur a été neutralisé en partie par la réduction des taux d'imposition des sociétés canadiennes prévus par la loi. Pour plus de détails sur le taux d'imposition effectif ajusté, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

Troisième trimestre de 2009 par rapport au deuxième trimestre de 2009

La charge d'impôts a augmenté de 183 millions de dollars, ou 69 %, par rapport au trimestre précédent, en raison de la hausse du bénéfice avant impôts. Le taux d'imposition effectif s'est établi à 22,0 %, comparativement à 104,7 % au trimestre précédent, en raison de la charge au titre de la dépréciation de l'écart d'acquisition, laquelle n'était pas déductible à des fins fiscales. Compte non tenu de la charge au titre de la dépréciation de l'écart d'acquisition, le taux d'imposition effectif ajusté s'établissait à 21,2 % au trimestre précédent. L'augmentation de 0,8 % par rapport au taux d'imposition effectif ajusté tient principalement à la diminution de la tranche du bénéfice provenant de sources présentant des avantages fiscaux (dividendes imposables de sociétés canadiennes) comptabilisée ce trimestre.

Questions et contrôles comptables

Conventions comptables et estimations critiques

Nos états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ont été dressés conformément aux PCGR du Canada. Les principales conventions comptables sont présentées à la note 1 des états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés, ainsi qu'à la note 1 de nos états financiers consolidés annuels de 2008. Nos conventions comptables critiques et nos estimations sont présentées en détail aux pages 35 à 39 de notre rapport annuel 2008.

Modifications des conventions comptables ou des estimations – PCGR des États-Unis

Le 1^{er} mai 2009, nous avons adopté les nouvelles prises de position suivantes publiées par le Financial Accounting Standards Board (FASB) :

- Le FSP FAS 115-2 et le FAS 124-2, intitulés *Recognition and Presentation of Other-than-Temporary Impairments*, qui modifient les indications en matière d'évaluation de perte de valeur et les principes de constatation de la perte de valeur durable pour les titres de créance, et accroissent les exigences de présentation et d'informations à fournir pour les titres de créance et de capitaux

propres. Par suite de l'adoption de cette norme, nous avons comptabilisé un ajustement transitoire au 1^{er} mai 2009 et avons à cette fin augmenté le solde d'ouverture des bénéfices non répartis et réduit le cumul des autres éléments du résultat étendu de 225 millions de dollars après impôts.

- Le FSP FAS 157-4, intitulé *Determining Fair Value When the Volume and Level of Activity for the Asset or Liability Have Significantly Decreased and Identifying Transactions That Are Not Orderly*, qui fournit des facteurs additionnels à prendre en compte pour l'évaluation à la juste valeur lorsque le niveau d'activité d'un marché pour un actif ou un passif a subi une baisse importante et lorsque les cours ne suffisent pas à déterminer la juste valeur. Cette norme accroît également les exigences d'informations à fournir concernant la juste valeur des instruments financiers. L'adoption de cette norme n'a pas eu une incidence importante sur notre situation financière et nos résultats d'exploitation consolidés.
- Le FSP FAS 107-1 et le APB 28-1, intitulés *Interim Disclosures about Fair Value of Financial Instruments*, qui augmentent la fréquence de la présentation d'informations concernant la juste valeur, laquelle devient exigible sur une base trimestrielle plutôt qu'annuelle.

Test de dépréciation de l'écart d'acquisition

Au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2009, nous avons mené à terme la première des deux étapes du test de dépréciation, de manière à déterminer si l'écart d'acquisition de 4,6 milliards de dollars attribué à notre unité d'exploitation Services bancaires internationaux, l'une des deux unités d'exploitation du secteur Services bancaires internationaux, avait subi une perte de valeur. Nous avons mené à terme la deuxième étape du test de dépréciation de l'écart d'acquisition au cours du trimestre terminé le 30 avril 2009 et nous avons déterminé que l'écart d'acquisition de notre unité d'exploitation Services bancaires internationaux avait subi une perte de valeur de 1 milliard de dollars. Cette perte de valeur reflète l'incidence continue de la détérioration de la conjoncture économique générale aux États-Unis, notamment le ralentissement du marché de l'habitation aux États-Unis et la baisse du cours du marché des banques américaines. Nous avons comptabilisé une charge au titre de la dépréciation de l'écart d'acquisition dans les résultats du secteur Services bancaires internationaux pour le trimestre terminé le 30 avril 2009 et nous avons pris en compte cette charge dans les résultats du secteur géographique des États-Unis. Cette charge, qui est un élément hors trésorerie, n'a pas d'incidence sur l'exploitation courante des activités ni sur nos ratios de capital. Pour plus de détails à ce sujet, se reporter à la note 2 de nos états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés.

Ajustements comptables

Au cours du premier trimestre de 2009, nous avons corrigé certaines erreurs liées aux périodes antérieures, qui sont décrites à la note 1 des Notes complémentaires de nos états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés. Ces erreurs n'ont pas d'incidence importante sur les périodes auxquelles elles se rapportent, mais nous les avons corrigées en réduisant de 120 millions de dollars le solde d'ouverture des bénéfices non répartis pour le trimestre terminé le 31 janvier 2007, car si nous avions corrigé ces erreurs au premier trimestre de 2009 cela aurait eu pour effet de fausser de façon importante le bénéfice net de ce trimestre.

Modifications futures de conventions comptables

Dépréciation d'actifs financiers – Modifications au chapitre 3855, intitulé Instruments financiers – comptabilisation et évaluation. Le 20 août 2009, l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) a publié diverses modifications au chapitre 3855, qui réduisent les différences par rapport aux Normes internationales d'information financière (IFRS). Ces modifications ont été apportées de manière à changer les catégories dans lesquelles les instruments d'emprunt doivent ou peuvent être reclassés et à éliminer la distinction entre les

titres de créance et les autres instruments d'emprunt. Par conséquent, les instruments d'emprunt non cotés sur un marché actif peuvent être classés comme des prêts et créances, et leur perte de valeur serait déterminée à l'aide du modèle appliqué aux prêts douteux. Les prêts et créances que nous comptons vendre immédiatement ou dans un avenir proche doivent être classés comme détenus à des fins de transaction, et les prêts et créances dont le porteur peut, pour d'autres raisons que la détérioration du crédit, ne pas recouvrer la presque totalité de son investissement initial doivent être classés comme disponibles à la vente.

Les modifications permettent également le reclassement d'actifs financiers des catégories « détenus à des fins de transaction » et « disponibles à la vente » dans celle des prêts et créances, dans certaines circonstances. Elles exigent également la reprise d'une perte de valeur relative à un instrument d'emprunt disponible à la vente lorsque, au cours d'une période ultérieure, sa juste valeur augmente et que cette augmentation peut être objectivement liée à un événement postérieur à la comptabilisation de la perte de valeur.

Nous adopterons ces modifications, qui doivent être mises en application rétroactivement au 1^{er} novembre 2008, au quatrième trimestre. Nous évaluons actuellement l'incidence de l'adoption de ces modifications sur notre situation financière et nos résultats d'exploitation consolidés.

Informations à fournir sur la juste valeur et le risque d'illiquidité – Modifications au chapitre 3862, intitulé Instruments financiers – informations à fournir

En juin 2009, l'ICCA a publié une modification au chapitre 3862, afin d'améliorer les obligations d'information concernant la juste valeur et le risque d'illiquidité. Cette modification s'applique à notre exercice se terminant le 31 octobre 2009, et son application anticipée n'est pas permise.

Adoption future des Normes internationales d'information financière

Conformément à la décision de l'ICCA, nous commencerons à présenter nos états financiers, y compris les données correspondantes des périodes précédentes, en vertu des Normes internationales d'information financière (IFRS) le 1^{er} novembre 2011. Nous avons mis en œuvre, à l'échelle de l'entreprise, un programme exhaustif aux fins de la gestion du passage aux IFRS. Ce programme porte sur les principaux éléments qui seront touchés, y compris l'information financière, les systèmes et processus, les communications et la formation.

Nous avons mené à terme un processus de diagnostic exhaustif afin d'établir l'étendue et la complexité du passage aux IFRS, dans le cadre duquel nous avons :

- mis en évidence les différences importantes qui existent entre les IFRS et les PCGR du Canada;
- évalué l'incidence de la conversion sur les secteurs d'activité, les processus, les systèmes et les politiques;
- mis en œuvre un programme ayant notamment pour but le lancement de divers projets visant à établir la correspondance entre les processus existants et les nouvelles normes;
- organisé des séances de formation interne et des séances de sensibilisation.

Durant la période de transition, nous surveillerons les modifications apportées aux IFRS et ajusterons nos plans aux fins du passage à ces normes en conséquence. Les progrès réalisés jusqu'à présent sont conformes à l'échéancier que nous avons établi.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Durant le trimestre terminé le 31 juillet 2009, nous n'avons apporté aucun changement à notre contrôle interne à l'égard de l'information financière ayant eu une incidence importante, ou susceptible d'avoir une incidence importante, sur nos activités de contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Opérations entre apparentés

Nos politiques et procédures liées aux opérations entre apparentés n'ont pas changé de façon importante depuis le 31 octobre 2008. De plus amples informations sont présentées à la note 27 des Notes complémentaires figurant dans notre rapport annuel 2008.

Analyse des résultats trimestriels et des tendances

Notre bénéfice, nos revenus et nos charges trimestriels sont touchés par un certain nombre de tendances et de facteurs récurrents, qui comprennent les fluctuations saisonnières, la conjoncture générale et les conditions du marché.

Le tableau suivant présente un sommaire de nos résultats pour les huit derniers trimestres :

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)	2009			2008			2007	
	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4
Revenu net d'intérêt	2 980 \$	2 976 \$	2 941 \$	2 709 \$	2 301 \$	2 209 \$	2 141 \$	1 998 \$
Revenus autres que d'intérêt	4 843	3 785	4 000	2 360	3 611	2 745	3 506	3 617
Total des revenus	7 823 \$	6 761 \$	6 941 \$	5 069 \$	5 912 \$	4 954 \$	5 647 \$	5 615 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	770	974	747	619	334	349	293	263
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	1 253	958	1 076	(86)	553	548	616	637
Frais autres que d'intérêt	3 755	3 575	3 622	2 989	3 272	2 970	3 120	3 093
Charge au titre de la dépréciation de l'écart d'acquisition	-	1 000	-	-	-	-	-	-
Bénéfice net avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	2 045 \$	254 \$	1 496 \$	1 547 \$	1 753 \$	1 087 \$	1 618 \$	1 622 \$
Bénéfice net (perte nette)	1 561 \$	(50) \$	1 053 \$	1 120 \$	1 262 \$	928 \$	1 245 \$	1 324 \$
Taux d'imposition effectif	22,0 %	104,7 %	29,3 %	27,7 %	25,2 %	14,4 %	21,2 %	15,7 %
Moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains pour la période	0,900 \$	0,805 \$	0,815 \$	0,901 \$	0,988 \$	0,994 \$	1,002 \$	1,001 \$
Équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains à la fin de la période	0,928	0,838	0,815	0,830	0,977	0,993	0,996	1,059

Aperçu et résultats consolidés

De façon générale, l'économie et les conditions du marché se sont détériorées au cours de la période, quoique la situation se soit améliorée au troisième trimestre de 2009. La dotation à la provision pour pertes sur créances et les pertes liées au contexte du marché ont de façon générale augmenté au cours des huit derniers trimestres, ce qui a eu une incidence défavorable sur notre bénéfice net. Nos résultats ont aussi été touchés par divers autres éléments.

- Au deuxième trimestre de 2009, nous avons comptabilisé une charge au titre de la dépréciation de l'écart d'acquisition de 1 milliard de dollars, qui a entraîné une perte nette de 50 millions pour le trimestre. Le bénéfice net ajusté pour le trimestre s'est chiffré à 950 millions. Le taux d'imposition effectif s'est établi à 104,7 %, et le taux d'imposition effectif ajusté, à 21,2 %.
- Nous avons comptabilisé des provisions générales de 61 millions de dollars au troisième trimestre de 2009, de 223 millions au deuxième trimestre de 2009, de 149 millions au premier trimestre de 2009, et de 145 millions au quatrième trimestre de 2008.
- Au quatrième trimestre de 2008, nous avons comptabilisé une réduction de 542 millions de dollars de la provision au titre du litige relatif à Enron Corp.
- Au quatrième trimestre de 2007, nous avons comptabilisé un gain au titre de la restructuration de Visa Inc. de 326 millions de dollars et une charge de 121 millions au titre de notre programme de fidélisation des clients détenteurs d'une carte de crédit.
- Le dollar canadien a subi une forte dépréciation par rapport au dollar américain, en moyenne, au cours de la période, situation qui a eu une incidence défavorable sur nos résultats entre le deuxième trimestre de 2008 et le deuxième trimestre de 2009, au cours desquels nous avons constaté des pertes nettes libellées en dollars américains, qui reflètent principalement l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances. Au troisième trimestre de 2009, le raffermissement du dollar canadien a eu une incidence favorable sur notre bénéfice net libellé en dollars américains.

Analyse des tendances

Les revenus ont de façon générale affiché une tendance à la hausse au cours de la période et ils ont augmenté de façon importante au cours des trois derniers trimestres, résultat qui reflète principalement les revenus élevés tirés de certaines de nos activités de négociation sur les marchés financiers, les variations de la juste valeur des portefeuilles de placement garantissant nos obligations au titre des polices d'assu-

rances vie et maladie du secteur Assurances découlant de la volatilité du marché, facteur en grande partie compensé dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, ainsi que les revenus à la hausse tirés des services bancaires et des services de gestion de patrimoine découlant principalement de nos acquisitions. Les revenus ont été touchés de façon défavorable par les pertes liées au contexte du marché, par la réduction des actifs liés aux services tarifés des clients découlant de la dépréciation du capital, par la baisse des volumes de transactions et par la compression des écarts liés à nos services bancaires et services de gestion de patrimoine.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a de façon générale affiché une importante tendance à la hausse au cours de la période, en raison de la détérioration continue de la conjoncture économique et de l'incidence du recul du dollar canadien par rapport au dollar américain. Pour plus de détails à ce sujet, se reporter à la rubrique Rendement au chapitre de la qualité du crédit.

Les frais autres que d'intérêt ont de façon générale augmenté au cours de la période. L'augmentation des frais au titre de la rémunération variable découlant des revenus à la hausse tirés des activités de négociation et la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités, y compris l'incidence de nos acquisitions, a été neutralisée en partie par l'attention que nous continuons de prêter à la gestion des coûts dans tous nos secteurs d'activité.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont fluctué considérablement au cours de la période. Bien que la croissance sous-jacente des activités se soit de façon générale traduite par une augmentation des indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, une volatilité importante peut se produire au cours d'un trimestre donné, en raison de la variation de la juste valeur des investissements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurances vie et maladie, des résultats techniques et des ajustements de la provision actuarielle.

Notre taux d'imposition effectif, de façon générale, a fluctué au cours des huit derniers trimestres, reflétant une proportion variable du bénéfice généré par nos filiales qui exercent leurs activités dans des territoires où les taux d'imposition sont différents et un bénéfice variable provenant de sources présentant des avantages fiscaux (dividendes imposables de sociétés canadiennes). L'augmentation a été neutralisée en partie par les pertes liées au contexte du marché qui ont été comptabilisées en fonction de taux d'imposition plus élevés et par une réduction des taux d'imposition des sociétés canadiennes prévus par la loi.

Résultats des secteurs d'exploitation

La présente section fournit un aperçu de la façon dont nous évaluons le rendement et présentons les résultats de nos secteurs d'exploitation.

Nous transférons périodiquement certaines activités ou certaines filiales d'un secteur à l'autre, de manière à les aligner plus étroitement

sur notre structure organisationnelle et nos priorités stratégiques.

Lorsque ces transferts sont jugés importants, nous retraitions également les chiffres correspondants des périodes précédentes.

Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation

Les principales méthodes et hypothèses que nous utilisons aux fins de notre cadre d'information de gestion n'ont pas changé depuis le 31 octobre 2008. La direction revoit régulièrement ces méthodes et ces hypothèses afin de s'assurer de leur validité. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la section Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2008.

Changements effectués au cours des neuf premiers mois de 2009

Les informations suivantes mettent en évidence les principaux changements que nous avons apportés à nos secteurs d'exploitation au cours des neuf premiers mois de 2009. Sauf indication contraire, les chiffres correspondants des périodes précédentes ont été révisés, et ces changements n'ont eu aucune incidence sur nos résultats consolidés.

Au premier trimestre, nous avons restructuré le secteur Marchés des Capitaux en deux secteurs d'activité. Le secteur Marchés des Capitaux – Ventes et opérations regroupe les capacités de nos bureaux bancaires au chapitre des ventes, nos activités de négociation de produits ainsi que des activités de négociation pour notre propre compte. Le secteur Services à la grande entreprise et banque d'investissement offre à nos clients des services-conseils, notamment des services de montage et de structuration, des services-conseils ainsi que des services de distribution, et il gère nos activités liées aux placements privés, aux conduits et à la titrisation. Ce secteur d'activité comprend également la division Crédits mondiaux, les solutions aux institutions financières à l'échelle mondiale et la Recherche.

Services bancaires canadiens

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour le trimestre terminé le			Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2009	30 avril 2009	31 juillet 2008	31 juillet 2009	31 juillet 2008
Revenu net d'intérêt	1 740 \$	1 678 \$	1 694 \$	5 136 \$	5 017 \$
Revenus autres que d'intérêt	741	693	749	2 181	2 120
Total des revenus	2 481 \$	2 371 \$	2 443 \$	7 317 \$	7 137 \$
Dotations à la provision pour pertes sur créances	340 \$	351 \$	204 \$	961 \$	642 \$
Frais autres que d'intérêt	1 169	1 171	1 186	3 516	3 538
Bénéfice net avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	972 \$	849 \$	1 053 \$	2 840 \$	2 957 \$
Bénéfice net	669 \$	581 \$	709 \$	1 946 \$	1 986 \$
Revenus par division					
Particuliers clients	1 339 \$	1 280 \$	1 351 \$	3 915 \$	3 992 \$
Services financiers à l'entreprise	618	596	607	1 829	1 811
Solutions cartes et paiements	524	495	485	1 573	1 334
Principales données moyennes et autres renseignements					
Rendement des capitaux propres	34,9 %	32,9 %	40,4 %	35,6 %	38,3 %
Rendement du capital de risque	47,3 %	43,7 %	54,1 %	47,6 %	52,6 %
Marge nette d'intérêt (1)	2,71 %	2,78 %	2,95 %	2,77 %	3,01 %
Dotations aux provisions spécifiques pour pertes sur créances en pourcentage du montant net de la moyenne des prêts et des acceptations	0,54 %	0,59 %	0,36 %	0,52 %	0,39 %
Levier d'exploitation	3,0 %	2,4 %	8,1 %	3,1 %	5,2 %
Moyenne du total des actifs productifs (2)	254 400 \$	247 400 \$	228 100 \$	248 000 \$	222 700 \$
Moyenne des prêts et acceptations (2)	251 700	245 900	228 000	246 500	221 500
Moyenne des dépôts	174 100	171 400	154 900	171 400	153 500
Biens administrés	130 800	123 000	123 700	130 800	123 700

(1) La marge nette d'intérêt représente le revenu net d'intérêt divisé par la moyenne du total des actifs productifs.

(2) La moyenne du total des actifs productifs et la moyenne des prêts et acceptations comprennent la moyenne des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts sur cartes de crédit titrisés, laquelle, pour le trimestre terminé le 31 juillet 2009, s'est établie à 37 milliards de dollars et à 4 milliards, respectivement (36 milliards et 4 milliards au 30 avril 2009; 22 milliards et 4 milliards au 31 juillet 2008). Les moyennes sont calculées à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période.

Troisième trimestre de 2009 par rapport au troisième trimestre de 2008

Le bénéfice net a diminué de 40 millions de dollars, ou 6 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui reflète principalement la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances et la compression des écarts. La forte croissance des volumes enregistrée dans la plupart des secteurs d'activité et l'attention que nous continuons de prêter à la gestion des coûts ont neutralisé en grande partie la diminution du bénéfice.

Le total des revenus s'est accru de 38 millions de dollars, ou 2 %, par rapport à l'exercice précédent.

Les revenus tirés des services Particuliers clients ont reculé de 12 millions de dollars, ou 1 %, résultat qui reflète principalement

l'incidence de la réduction des taux d'intérêt sur les écarts liés aux dépôts, ainsi que la diminution des frais de placement liés aux fonds communs de placement découlant de la dépréciation du capital. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la forte croissance des volumes liés à la plupart des produits et par l'augmentation des écarts liés aux prêts.

Les revenus tirés des services financiers à l'entreprise ont augmenté de 11 millions de dollars, ou 2 %, en raison principalement de la forte croissance des volumes de dépôts des entreprises, et de l'augmentation des écarts liés aux prêts. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution des écarts liés aux dépôts des entreprises.

Les revenus tirés des Solutions cartes et paiements ont augmenté de 39 millions de dollars, ou 8 %, résultat qui tient principalement à l'augmentation des écarts.

La marge nette d'intérêt a diminué de 24 points de base, résultat qui reflète la baisse prononcée des taux d'intérêt et l'incidence des modifications apportées à notre gamme de produits de détail, essentiellement en raison de la forte croissance de nos comptes de dépôt pour les particuliers et de nos produits de financement aux fins d'accès à la propriété.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 136 millions de dollars, ou 67 %, résultat qui reflète principalement les taux de pertes plus élevés touchant tous les produits, particulièrement les prêts sur cartes de crédit et les prêts aux particuliers non garantis découlant de la détérioration de la conjoncture économique et de la hausse des faillites. Le nombre plus élevé de prêts aux entreprises classés comme prêts douteux a également contribué à l'augmentation. Pour plus de détails à ce sujet, se reporter à la rubrique Rendement au chapitre de la qualité du crédit.

Les frais autres que d'intérêt ont reculé de 17 millions de dollars, ou 1 %, en raison principalement de l'attention que nous continuons de prêter à la gestion des coûts, ainsi que de la diminution des charges de retraite et des coûts de la rémunération liée au rendement. Ces facteurs ont été en grande partie neutralisés par la hausse des frais d'exploitation à l'appui de la croissance des activités.

Troisième trimestre de 2009 par rapport au troisième trimestre de 2008 (résultats sur neuf mois)

Le bénéfice net s'est établi à 1 946 millions de dollars, soit un résultat en baisse de 40 millions, ou 2 %, par rapport à l'exercice précédent. La hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances, la compression des écarts et la diminution des frais de placement liés aux fonds de placement ont été neutralisées en grande partie par la forte croissance des volumes enregistrée dans la plupart des secteurs d'activité.

Le total des revenus a augmenté de 180 millions de dollars, ou 3 %, en raison essentiellement de la forte croissance des volumes enregistrée dans la plupart des secteurs d'activité. Un ajustement favorable du passif au titre de notre programme de fidélisation des clients détenteurs d'une carte de crédit, la hausse des revenus tirés des frais bancaires et la comptabilisation, à l'exercice précédent, de la perte au rachat de nos actions de Visa lié au premier appel public à l'épargne au titre de la restructuration de Visa Inc. ont également contribué à l'augmentation. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la compression des écarts et par la réduction des frais de placement liés aux fonds communs de placement.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 319 millions de dollars, ou 50 %, en raison de l'augmentation des taux liés à la plupart des produits, plus particulièrement les prêts sur cartes de crédit, les prêts aux entreprises et les prêts aux particuliers non garantis.

Les frais autres que d'intérêt ont reculé de 22 millions de dollars, ou 1 %, résultat qui reflète principalement les facteurs dont il est fait mention ci-dessus et le règlement favorable d'une question concernant la taxe de vente.

Troisième trimestre de 2009 par rapport au deuxième trimestre de 2009

Le bénéfice net s'est accru de 88 millions de dollars, ou 15 %, par rapport au dernier trimestre, résultat qui est essentiellement attribuable à la croissance des revenus découlant de facteurs saisonniers, principalement le fait que le trimestre considéré compte quelques jours de plus, à la croissance continue des volumes dans la plupart des secteurs d'activité et à la hausse des frais de placement liés aux fonds communs de placement découlant de l'appréciation du capital. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la compression des écarts. La marge nette d'intérêt a diminué de 7 points de base par rapport au trimestre précédent, ce qui reflète essentiellement la baisse des taux d'intérêt, notamment une certaine compression des taux préférentiels et des taux des acceptations bancaires.

Gestion de patrimoine

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour le trimestre terminé le			Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2009	30 avril 2009	31 juillet 2008	31 juillet 2009	31 juillet 2008
Revenu net d'intérêt	84 \$	100 \$	110 \$	312 \$	335 \$
Revenus autres que d'intérêt					
Revenus tirés des services tarifés	528	515	599	1 582	1 680
Revenus tirés des transactions et autres revenus	406	376	310	1 112	947
Total des revenus	1 018 \$	991 \$	1 019 \$	3 006 \$	2 962 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	– \$	– \$	1 \$	– \$	1 \$
Frais autres que d'intérêt	777	817	758	2 421	2 178
Bénéfice net avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	241 \$	174 \$	260 \$	585 \$	783 \$
Bénéfice net	168 \$	126 \$	186 \$	422 \$	549 \$
Revenus par division					
Gestion de patrimoine – Canada	326 \$	302 \$	383 \$	963 \$	1 105 \$
Gestion de patrimoine – États-Unis et International	531	544	451	1 587	1 386
Gestion de patrimoine – États-Unis et International (en millions de dollars US)	479	439	445	1 335	1 378
Gestion mondiale d'actifs	161	145	185	456	471
Autres renseignements					
Rendement des capitaux propres	16,5 %	12,3 %	21,0 %	13,7 %	28,6 %
Rendement du capital de risque	59,2 %	43,2 %	69,5 %	47,8 %	72,7 %
Marge avant impôts (1)	23,6 %	17,6 %	25,5 %	19,5 %	26,4 %
Nombre de conseillers (2)	4 528	4 423	4 313	4 528	4 313
Biens administrés – Total	491 300 \$	481 600 \$	509 200 \$	491 300 \$	509 200 \$
Biens administrés – Gestion de patrimoine – États-Unis et International (en millions de dollars US)	298 100	271 300	322 500	298 100	322 500
Biens sous gestion	239 700	231 600	243 700	239 700	243 700

	Troisième trimestre de 2009 par rapport au deuxième trimestre de 2009	Troisième trimestre de 2009 par rapport au troisième trimestre de 2008	Neuf premiers mois de 2009 par rapport aux neuf premiers mois de 2008
Incidence de la conversion en dollars canadiens de certaines opérations libellées en dollars américains			
Total des revenus : augmentation (diminution)	(52)\$	38 \$	209 \$
Frais autres que d'intérêt : augmentation (diminution)	(41)	31	174
Bénéfice net : augmentation (diminution)	(9)	6	34
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains	12 %	(9)%	(16)%

(1) La marge avant impôts s'entend du bénéfice net avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans les filiales, divisé par le total des revenus.

(2) Comprend les conseillers ayant un contact direct avec les clients au sein de tous nos services de gestion de patrimoine.

Troisième trimestre de 2009 par rapport au troisième trimestre de 2008

Le bénéfice net a diminué de 18 millions de dollars, ou 10 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de l'incidence du recul des marchés sur les revenus liés aux services tarifés et de la compression des écarts. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des volumes de transactions de la Gestion de patrimoine – États-Unis et International, par la diminution des frais au titre de la rémunération variable, par le gain plus élevé au titre du régime de rémunération à base d'actions lié à nos services de courtage aux États-Unis, et par l'incidence de l'affaiblissement du dollar canadien par rapport au dollar américain.

Le total des revenus est demeuré inchangé par rapport à l'exercice précédent.

Les revenus tirés de la Gestion de patrimoine – Canada ont reculé de 57 millions de dollars, ou 15 %, en raison principalement de la diminution des actifs liés aux services tarifés des clients découlant de la dépréciation du capital et de la compression des écarts.

Les revenus tirés de la Gestion de patrimoine – États-Unis et International se sont accrus de 80 millions de dollars, ou 18 %. Libellés en dollars américains, les revenus ont augmenté de 34 millions de dollars, ou 8 %, en raison essentiellement du gain plus élevé au titre du régime de rémunération à base d'actions lié à nos services de courtage aux États-Unis, de l'accroissement des volumes de transactions reflétant la confiance accrue des investisseurs, et de la prise en compte, pour le trimestre complet, des revenus découlant de l'acquisition de FBW conclue à l'exercice précédent. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution des actifs liés aux services tarifés des clients découlant de l'appréciation du capital, et par la compression des écarts.

Les revenus tirés de la Gestion mondiale d'actifs ont diminué de 24 millions de dollars, ou 13 %, en raison principalement de la diminution des actifs liés aux services tarifés des clients.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 19 millions de dollars, ou 3 %, en raison essentiellement de l'incidence de l'affaiblissement du dollar canadien par rapport au dollar américain, et de la hausse de la juste valeur de notre passif au titre de la rémunération gagnée lié à notre régime de rémunération à base d'actions et à l'embauche de conseillers chevronnés ayant un contact direct avec les clients. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution des frais au titre de la rémunération variable découlant de la baisse des revenus basés sur les commissions et de l'attention que nous prêtons à la gestion des coûts.

Troisième trimestre de 2009 par rapport au troisième trimestre de 2008 (résultats sur neuf mois)

Le bénéfice net a diminué de 127 millions de dollars, ou 23 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui reflète principalement la diminution des actifs liés aux services tarifés des clients, la réduction des volumes de transactions et la compression des écarts. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la baisse de la rémunération variable découlant de la baisse des revenus basés sur les commissions.

Le total des revenus s'est accru de 44 millions de dollars, ou 1 %. Les revenus tirés des transactions et les autres revenus ont progressé de 165 millions de dollars, ou 17 %, résultat qui tient essentiellement à l'incidence du fléchissement du dollar canadien par rapport au dollar américain, à la prise en compte de l'acquisition de FBW et au gain plus élevé au titre de notre régime de rémunération à base d'actions lié à nos services de courtage aux États-Unis. Les revenus tirés des services tarifés ont diminué de 98 millions de dollars, ou 6 %, en raison de la diminution des actifs liés aux services tarifés des clients découlant de la dépréciation du capital, facteur neutralisé en partie par la prise en compte de l'acquisition de Phillips, Hager & North Investment Management Ltd. (PH&N) et de FBW, ainsi que par l'incidence du recul du dollar canadien par rapport au dollar américain. Le revenu net d'intérêt a reculé de 23 millions de dollars, ou 7 %, en raison essentiellement de la compression des écarts, laquelle a été neutralisée en partie par l'incidence du fléchissement du dollar canadien par rapport au dollar américain.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 243 millions de dollars, ou 11 %, résultat qui tient principalement à l'incidence du recul du dollar canadien par rapport au dollar américain et à la hausse des coûts liés à l'infrastructure et à l'effectif engagés à l'appui de la croissance des activités, principalement l'acquisition de PH&N et de FBW. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution des frais au titre de la rémunération variable découlant de la baisse des revenus basés sur les commissions et de l'attention que nous prêtons à la gestion des coûts.

Troisième trimestre de 2009 par rapport au deuxième trimestre de 2009

Le bénéfice net a augmenté de 42 millions de dollars, ou 33 %, par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de la hausse des volumes de transactions et des actifs liés aux services tarifés des clients, laquelle reflète l'amélioration des conditions sur les marchés financiers, ainsi que de l'attention que nous continuons de prêter à la gestion des coûts. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la compression des écarts.

Assurances

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour le trimestre terminé le			Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2009	30 avril 2009	31 juillet 2008	31 juillet 2009	31 juillet 2008
Revenus autres que d'intérêt					
Primes acquises, montant net	986 \$	1 005 \$	761 \$	2 791 \$	2 112 \$
Revenu de placement (1)	522	173	49	1 183	239
Honoraires	67	51	48	176	148
Total des revenus	1 575 \$	1 229 \$	858 \$	4 150 \$	2 499 \$
Indemnités et sinistres liés aux polices d'assurance (1)	1 097 \$	789 \$	413 \$	2 808 \$	1 259 \$
Coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance (1)	156	169	140	479	458
Frais autres que d'intérêt	135	138	145	414	422
Bénéfice net avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	187 \$	133 \$	160 \$	449 \$	360 \$
Bénéfice net	167 \$	113 \$	137 \$	392 \$	330 \$
Revenus par secteur d'activité					
Réassurance et autres	354 \$	344 \$	320 \$	1 000 \$	775 \$
Assurances vie et maladie au Canada	558	348	333	1 448	976
Assurance IARD	175	188	154	539	489
Assurance vie aux États-Unis	488	349	51	1 163	259
Assurance vie aux États-Unis (en millions de dollars US)	441	282	50	988	259
Principales données moyennes et autres renseignements					
Rendement des capitaux propres	48,0 %	33,4 %	44,6 %	38,5 %	37,0 %
Rendement du capital de risque	55,4 %	39,2 %	50,1 %	44,5 %	41,6 %
Primes et dépôts (2)	1 267 \$	1 235 \$	1 014 \$	3 582 \$	2 857 \$
Variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations liées aux polices d'assurance (1)	338	9	(74)	688	(122)

(1) Le revenu de placement peut être assujéti à la volatilité découlant des fluctuations trimestrielles de la juste valeur des actifs détenus à des fins de transaction. Les placements à l'appui des passifs actuariels sont principalement des actifs à revenu fixe désignés comme détenus à des fins de transaction; par conséquent, les variations de la juste valeur de ces actifs sont comptabilisées dans le poste Revenu de placement des états consolidés des résultats. Les variations de la juste valeur de ces actifs sont en grande partie neutralisées par les variations de la juste valeur des provisions actuarielles.

(2) Le poste Primes et dépôts comprend les primes liées aux produits d'assurance et de rente fondés sur le risque, ainsi que les dépôts des fonds distincts individuels et collectifs, conformément aux pratiques du secteur de l'assurance.

Troisième trimestre de 2009 par rapport au troisième trimestre de 2008

Le bénéfice net s'est établi à 167 millions de dollars, en hausse de 30 millions, ou 22 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui reflète principalement la croissance enregistrée dans tous les secteurs d'activité, le nouveau contrat de réassurance de rentes conclu au Royaume-Uni et la diminution des coûts de financement attribués au capital. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution des ajustements favorables des provisions techniques.

Le total des revenus a augmenté de 717 millions de dollars. L'augmentation tient en grande partie à la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurances vie et maladie, facteur qui a été compensé en grande partie dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.

Les revenus liés aux activités de réassurance et autres se sont accrus de 34 millions de dollars, ou 11 %, en raison principalement de la croissance de nos activités en Europe et de nos produits de rétrocession vie, facteur neutralisé en partie par l'incidence, pour l'exercice à ce jour, de notre contrat de réassurance de rentes au Royaume-Uni, lequel a été conclu à l'exercice précédent.

Les revenus liés aux activités d'assurances vie et maladie au Canada ont augmenté de 225 millions de dollars, en raison essentiellement de la variation de la juste valeur des placements, de la croissance des activités, ainsi que de la diminution des coûts de financement attribués au capital.

Les revenus liés à l'assurance IARD ont progressé de 21 millions de dollars, ou 14 %, résultat qui reflète principalement la croissance des ventes d'assurances habitation et automobile, et le maintien d'un taux de fidélisation élevé des clients.

Les revenus liés aux activités d'assurance vie aux États-Unis ont augmenté de 437 millions de dollars. Libellés en dollars américains, les revenus se sont accrus de 391 millions de dollars, en raison principalement de la variation de la juste valeur des placements et de la hausse des volumes de rentes à terme fixe.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont augmenté de 700 millions de dollars, résultat qui reflète principalement la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurances vie et

maladie, ainsi que la hausse des coûts à l'appui de l'accroissement des volumes de rentes et d'activités. La diminution des ajustements favorables des provisions techniques, qui reflètent les mesures prises par la direction et les modifications apportées aux hypothèses, de même que l'incidence du recul du dollar canadien par rapport au dollar américain, ont également contribué à l'augmentation.

Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 10 millions de dollars, ou 7 %, résultat qui reflète principalement l'attention que nous continuons de prêter à la gestion des coûts, facteur qui a largement neutralisé la hausse des coûts découlant de la croissance des activités.

Troisième trimestre de 2009 par rapport au troisième trimestre de 2008 (résultats sur neuf mois)

Le bénéfice net s'est élevé à 392 millions de dollars, en hausse de 62 millions, ou 19 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui reflète principalement la diminution des coûts de financement attribués au capital, la croissance enregistrée dans tous les secteurs d'activité, les résultats favorables au chapitre des sinistres et des provisions techniques en matière d'assurances vie et maladie au Canada, et l'attention que nous continuons de prêter à la gestion des coûts. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution des ajustements favorables des provisions techniques.

Le total des revenus s'est accru de 1 651 millions de dollars, en raison principalement de la variation de la juste valeur des placements et de la hausse des volumes de rentes liés aux activités d'assurances vie et de réassurance et autres aux États-Unis, qui ont été dans les deux cas compensés en grande partie dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance. La croissance des volumes enregistrée dans tous les secteurs d'activité et l'incidence du fléchissement du dollar canadien par rapport au dollar américain ont également contribué à l'augmentation.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance se sont accrus de 1 570 millions de dollars, résultat qui tient essentiellement aux raisons dont il est fait mention ci-dessus.

Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 8 millions de dollars, ou 2 %, résultat qui reflète l'attention que nous continuons de prêter à la gestion des coûts, facteur neutralisé en partie par l'incidence de l'affaiblissement du dollar canadien par rapport au dollar américain et par la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités.

Troisième trimestre de 2009 par rapport au deuxième trimestre de 2009

Le bénéfice net s'est établi à 167 millions de dollars, en hausse de 54 millions, ou 48 %, en raison des ajustements favorables des provisions techniques, des résultats techniques favorables liés à nos produits de rétrocession vie, de la croissance des activités,

principalement nos activités d'assurance vie en Europe et le nouveau contrat de réassurance de rentes conclu au Royaume-Uni. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les résultats techniques moins favorables comptabilisés ce trimestre au chapitre de nos polices d'assurances vie et maladie au Canada.

Services bancaires internationaux

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour le trimestre terminé le			Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2009	30 avril 2009	31 juillet 2008	31 juillet 2009	31 juillet 2008
Revenu net d'intérêt	423 \$	459 \$	347 \$	1 334 \$	893 \$
Revenus autres que d'intérêt	230	226	233	571	736
Total des revenus	653 \$	685 \$	580 \$	1 905 \$	1 629 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	230 \$	289 \$	137 \$	719 \$	299 \$
Frais autres que d'intérêt	577	618	485	1 790	1 291
Charge au titre de la dépréciation de l'écart d'acquisition	–	1 000	–	1 000	–
(Perte nette) bénéfice net avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	(154)\$	(1 222)\$	(42)\$	(1 604)\$	39 \$
(Perte nette) bénéfice net	(95)\$	(1 126)\$	(16)\$	(1 365)\$	53 \$
Revenus par division					
Services bancaires (1)	476 \$	507 \$	341 \$	1 357 \$	965 \$
RBC Dexia IS (1)	177	178	239	548	664
Principales données moyennes et autres renseignements					
Rendement des capitaux propres	(6,3)%	(53,3)%	(1,6)%	(23,2)%	1,2 %
Rendement du capital de risque	(14,2)%	(143,6)%	(3,8)%	(60,0)%	2,5 %
Dotation aux provisions spécifiques en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et des acceptations	2,78 %	3,16 %	1,95 %	2,68 %	1,62 %
Moyenne des prêts et acceptations	32 800 \$	37 500 \$	28 000 \$	35 900 \$	24 700 \$
Moyenne des dépôts	49 500	54 500	42 500	52 700	39 400
Biens administrés – RBC (2)	7 400	8 700	9 400	7 400	9 400
– RBC Dexia IS	2 197 500	2 105 100	2 803 900	2 197 500	2 803 900
Biens sous gestion – RBC (2)	3 800	3 600	3 400	3 800	3 400

	Troisième trimestre de 2009 par rapport au deuxième trimestre de 2009	Troisième trimestre de 2009 par rapport au troisième trimestre de 2008	Neuf premiers mois de 2009 par rapport aux neuf premiers mois de 2008
Incidence de la conversion en dollars canadiens de certaines opérations libellées en dollars américains et en euros			
Total des revenus : augmentation (diminution)	(34)\$	23 \$	134 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances : augmentation (diminution)	(28)	18	103
Frais autres que d'intérêt : augmentation (diminution)	(35)	24	146
Bénéfice net : augmentation (diminution)	18	(12)	(78)
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains	12 %	(9)%	(16)%
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en euros	3 %	1 %	(4)%

(1) Il existe un décalage de un mois dans la présentation des résultats de RBTT et de RBC Dexia IS. Par conséquent, seuls les résultats de RBTT pour une période de deux semaines sont pris en compte au troisième trimestre de 2008.

(2) Le poste Biens administrés – RBC et le poste Biens sous gestion – RBC représentent respectivement le total des biens administrés et des biens sous gestion de RBTT présenté avec un décalage de un mois.

Troisième trimestre de 2009 par rapport au troisième trimestre de 2008

La perte nette s'est élevée à 95 millions de dollars, par rapport à une perte nette de 16 millions de dollars à l'exercice précédent. Ce résultat reflète principalement la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances et la diminution de revenus de RBC Dexia IS. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'acquisition de RBTT conclue à l'exercice précédent.

Le total des revenus s'est accru de 73 millions de dollars, ou 13 %.

Les revenus tirés des Services bancaires ont augmenté de 135 millions de dollars, ou 40 %. Libellés en dollars américains, les revenus tirés des Services bancaires se sont accrues de 89 millions de dollars, ou 26 %, résultat qui reflète principalement la croissance de 23 % des dépôts et la croissance de 13 % des prêts, en raison principalement de l'acquisition de RBTT. La réduction de 14 millions de dollars

(16 millions de dollars CA) des pertes sur nos portefeuille de titres disponibles à la vente liées au contexte du marché a également contribué à l'augmentation. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la compression des écarts découlant de la réduction des taux d'intérêt et par le solde plus élevé des prêts douteux, lesquels sont principalement liés aux services bancaires aux États-Unis.

Les revenus de RBC Dexia IS ont diminué de 62 millions de dollars, ou 26 %. Ce résultat est en grande partie imputable à la diminution des volumes de transactions et à la réduction des actifs liés aux services tarifés des clients, laquelle reflète la dépréciation du capital et les remboursements nets.

La dotation à la provision pour pertes sur créances s'est établie à 230 millions de dollars, en hausse de 93 millions. Cette hausse, qui est principalement liée aux services bancaires aux États-Unis, est

essentiellement imputable au nombre plus élevé de prêts douteux liés à nos portefeuilles de prêts commerciaux et de prêts pour l'achat de lots, à nos produits de financement aux fins d'accession à la propriété et à notre portefeuille de prêts hypothécaires résidentiels, en raison de la détérioration continue du crédit. L'incidence de l'affaiblissement du dollar canadien sur la valeur de conversion de la dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances libellée en dollars américains a également contribué à la hausse. Pour plus de détails à ce sujet, se reporter à la rubrique Rendement au chapitre de la qualité du crédit.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrues de 92 millions de dollars, ou 19 %, résultat qui reflète principalement la hausse des coûts liés à l'effectif et les coûts d'occupation découlant de l'acquisition de RBTT, ainsi que l'augmentation de 26 millions des coûts au titre de l'assurance-dépôts de la Federal Deposit Insurance Corporation (FDIC) résultant d'une hausse des primes et d'une cotisation spéciale perçue auprès de toutes les banques américaines. L'incidence de l'affaiblissement du dollar canadien par rapport au dollar américain a également contribué à l'augmentation.

Troisième trimestre de 2009 par rapport au troisième trimestre de 2008 (résultats sur neuf mois)

La perte nette s'est élevée à 1 365 millions de dollars, par rapport à un bénéfice net de 53 millions à l'exercice précédent. Ce résultat reflète principalement la charge au titre de la dépréciation de l'écart d'acquisition de 1 milliard de dollars (838 millions de dollars US). La hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances et l'augmentation de 98 millions de dollars (86 millions après impôts) des pertes sur nos portefeuilles de titres disponibles à la vente liées au contexte du marché ont également contribué à la baisse du bénéfice. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'acquisition de RBTT conclue à l'exercice précédent.

Le total des revenus a augmenté de 276 millions de dollars, ou 17 %, résultat qui reflète principalement la croissance des prêts et des dépôts, laquelle est en grande partie attribuable à l'acquisition de RBTT et d'ANB, ainsi que l'incidence de l'affaiblissement du dollar canadien par rapport au dollar américain. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des pertes liées au contexte du marché, par la baisse des revenus de RBC Dexia IS ainsi que par la compression des écarts découlant de la réduction des taux d'intérêt et par le solde plus

élevé des prêts douteux, lesquels sont principalement liés aux services bancaires aux États-Unis.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 420 millions de dollars, résultat qui est principalement lié à nos services bancaires aux États-Unis et qui tient à l'augmentation du nombre de prêts douteux liés à notre portefeuille de prêts commerciaux, à nos activités de financement de constructeurs résidentiels, à notre portefeuille de prêts pour l'achat de lots, à nos produits de financement aux fins d'accession à la propriété et à notre portefeuille de prêts hypothécaires résidentiels. L'incidence du recul du dollar canadien sur la valeur de conversion de la dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances libellée en dollars américains a également contribué à la hausse.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrues de 499 millions de dollars, ou 39 %, résultat qui reflète essentiellement la hausse des coûts liés à l'effectif et les coûts d'occupation découlant de l'acquisition de RBTT et d'ANB, l'incidence du recul du dollar canadien par rapport au dollar américain, et la hausse de 48 millions des coûts au titre de l'assurance-dépôts de la FDIC.

Au cours du deuxième trimestre de 2009, nous avons comptabilisé une charge au titre de la dépréciation de l'écart d'acquisition, laquelle reflétait l'incidence continue de la détérioration générale de l'économie américaine, y compris le recul du marché de l'habitation dans ce pays et la baisse des cours du marché des banques américaines. Pour plus de détails à ce sujet, se reporter à la rubrique Questions et contrôles comptables ainsi qu'à la note 2 des Notes complémentaires des états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés.

Troisième trimestre de 2009 par rapport au deuxième trimestre de 2009

La perte nette s'est chiffrée à 95 millions de dollars, par rapport à une perte nette de 1 126 millions au dernier trimestre. Ce résultat tient en partie à la comptabilisation, au trimestre précédent, d'une charge au titre de la dépréciation de l'écart d'acquisition. La diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances, principalement en ce qui concerne nos services bancaires aux États-Unis, et l'incidence de l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain ont été neutralisées en partie par la hausse de 36 millions de dollars (23 millions après impôts) des pertes sur nos portefeuilles de titres disponibles à la vente liées au contexte du marché.

Marchés des Capitaux

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour le trimestre terminé le			Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2009	30 avril 2009	31 juillet 2008	31 juillet 2009	31 juillet 2008
Revenu net d'intérêt (1)	970 \$	1 014 \$	452 \$	2 906 \$	1 191 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 144	552	681	2 183	1 554
Total des revenus (1)	2 114 \$	1 566 \$	1 133 \$	5 089 \$	2 745 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	177 \$	145 \$	20 \$	482 \$	106 \$
Frais autres que d'intérêt	1 085	826	717	2 802	1 997
Bénéfice net avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans les filiales (1)	852 \$	595 \$	396 \$	1 805 \$	642 \$
Bénéfice net	562 \$	420 \$	269 \$	1 207 \$	586 \$
Revenus par division					
Marchés des capitaux – Ventes et opérations	1 768 \$	1 250 \$	581 \$	3 909 \$	1 378 \$
Services à la grande entreprise et banque d'investissement	346	316	552	1 180	1 367
Principales données moyennes et autres renseignements					
Rendement des capitaux propres	26,1 %	19,9 %	17,7 %	18,8 %	14,6 %
Rendement du capital de risque	29,9 %	23,2 %	20,8 %	21,8 %	17,5 %
Moyenne des titres du compte de négociation	118 600 \$	118 000 \$	138 700 \$	119 800 \$	142 400 \$
Dotations aux provisions spécifiques en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et des acceptations	1,96 %	1,40 %	0,21 %	1,55 %	0,38 %
Moyenne des prêts et acceptations	35 900 \$	42 600 \$	37 900 \$	41 600 \$	37 100 \$
Moyenne des dépôts	95 000	113 600	131 100	113 800	131 800

Incidence de la conversion en dollars canadiens de certaines opérations libellées en dollars américains et en livres sterling	Troisième trimestre de 2009 par rapport au deuxième trimestre de 2009	Troisième trimestre de 2009 par rapport au troisième trimestre de 2008	Neuf premiers mois de 2009 par rapport aux neuf premiers mois de 2009
Total des revenus : augmentation (diminution)	(128)\$	89 \$	190 \$
Frais autres que d'intérêt : augmentation (diminution)	(46)	29	160
Bénéfice net : augmentation (diminution)	(45)	34	14
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains	12 %	(9)%	(16)%
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en livres sterling	(2)%	10 %	10 %

(1) Majoration au montant imposable équivalent. Une analyse plus détaillée est présentée à la section Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2008.

Troisième trimestre de 2009 par rapport au troisième trimestre de 2008

Le bénéfice net a augmenté de 293 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de la hausse des revenus tirés des activités de négociation du secteur d'activité Ventes et opérations. L'augmentation tient également à la réduction des pertes sur nos titres détenus à des fins de transaction liées au contexte du marché, lesquelles se sont chiffrées à 342 millions de dollars (152 millions après impôts et écritures de compensation connexes), ainsi qu'aux gains de 132 millions (60 millions après impôts et écritures de compensation connexes) découlant des ajustements des évaluations du crédit à l'égard de certains contrats dérivés. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des frais au titre de la rémunération variable, par l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances et de la charge d'impôts, ainsi que par la hausse des pertes au titre des swaps sur défaillance.

Le total des revenus s'est accru de 981 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent.

Les revenus tirés des Ventes et opérations ont augmenté de 1 187 millions de dollars, en raison principalement de la hausse de revenus tirés de nos activités de négociation de titres à revenu fixe et d'instruments du marché monétaire au Royaume-Uni, aux États-Unis et au Canada, ainsi que de nos activités de négociation de titres de participation aux États-Unis, lesquelles ont bénéficié d'occasions favorables sur le marché, de l'élargissement des écarts acheteur-vendeur, de la réduction des taux d'intérêt, de l'accroissement des activités de la part des clients et du rétrécissement des écarts de taux. Les revenus ont également bénéficié de l'incidence favorable de la diminution de 342 millions de dollars des pertes sur nos titres détenus à des fins de transaction liées au contexte du marché et des gains de 132 millions découlant des ajustements des évaluations du crédit à l'égard de certains contrats de dérivés, des pertes de 14 millions ayant été comptabilisées à l'exercice précédent, résultant du resserrement des écarts de taux. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par des pertes de 131 millions de dollars (55 millions après impôts et écritures de compensation connexes) comparativement à des pertes de 11 millions (7 millions après impôts et écritures de compensation connexes), au cours de la période précédente, découlant des ajustements à la juste valeur de certains titres de créance de RBC désignés comme détenus à des fins de transaction, résultat qui reflète le resserrement des écarts de taux.

Les revenus tirés des Services à la grande entreprise et banque d'investissement ont reculé de 206 millions de dollars, ou 37 %, en raison principalement des pertes de 128 millions (54 millions après impôts et écritures de compensation connexes) liées aux swaps sur défaillance qui sont comptabilisés à la juste valeur et qui servent de couverture économique à notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises, des gains de 78 millions (31 millions après impôts et écritures de compensation connexes) ayant été comptabilisés à l'exercice précédent; ces pertes reflètent le resserrement des écarts de taux. Ce résultat à la baisse a été neutralisé en partie par l'augmentation des activités de montage de prêts et de titres de participation, principalement au Canada et aux États-Unis, laquelle découle de l'amélioration des marchés des actions à l'échelle mondiale, et par les résultats à la hausse liés à nos opérations de titrisation et à nos principales activités de prêts.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 157 millions de dollars, résultat qui reflète un prêt précis et un petit nombre de prêts douteux surtout liés à notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises au Canada. Pour plus de détails à ce sujet, se reporter à la rubrique Rendement au chapitre de la qualité du crédit.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 368 millions de dollars, ou 51 %, en raison principalement de l'accroissement des frais au titre de la rémunération variable découlant des résultats à la hausse tirés des activités de négociation.

Troisième trimestre de 2009 par rapport au troisième trimestre de 2008 (résultats sur neuf mois)

Le bénéfice net a augmenté de 621 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent, résultat qui tient principalement à la hausse des revenus tirés de nos activités de négociation du secteur d'activité Ventes et opérations. L'augmentation tient également à la diminution de 567 millions de dollars (246 millions après impôts et écritures de compensation connexes) découlant des pertes sur les titres détenus à des fins de transaction liées au contexte du marché, ainsi qu'à l'accroissement des activités de montage de prêts et de titres de participation. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des frais au titre de la rémunération variable, de la charge d'impôts et de la dotation à la provision pour pertes sur créances, ainsi que par les pertes résultant des ajustements à la juste valeur de certains titres de créance de RBC désignés comme détenus à des fins de transaction et par les pertes liées aux swaps sur défaillance.

Le total des revenus a progressé de 2 344 millions de dollars, résultat qui reflète la hausse des revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe et du marché monétaire au Royaume-Uni, aux États-Unis et au Canada, et des activités de négociation de titres de participation aux États-Unis. La diminution de 567 millions de dollars des pertes sur nos titres détenus à des fins de transaction liées au contexte du marché, l'accroissement des activités de montage de prêts et de titres de participation et la hausse des revenus tirés de nos principales activités de prêts et de nos opérations de titrisation ont également contribué à l'augmentation. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par des pertes de 329 millions de dollars résultant des ajustements à la juste valeur de certains titres de créance de RBC désignés comme détenus à des fins de transaction, des gains de 123 millions ayant été comptabilisés à l'exercice précédent, et par des pertes de 162 millions liées aux swaps sur défaillance qui sont comptabilisés à la juste valeur, des gains de 129 millions ayant été comptabilisés à l'exercice précédent.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 376 millions de dollars, en raison principalement d'un petit nombre de prêts douteux et un prêt précis liés à notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrues de 805 millions de dollars, ou 40 %, résultat qui tient essentiellement à l'augmentation des frais au titre de la rémunération variable découlant des résultats à la hausse tirés des activités de négociation.

Troisième trimestre de 2009 par rapport au deuxième trimestre de 2009

Le bénéfice net a augmenté de 142 millions de dollars, ou 34 %, par rapport au trimestre précédent. Ce résultat est attribuable en grande partie à la hausse des revenus tirés des activités de négociation, particulièrement les activités de négociation de titres de participation et de titres à revenu fixe aux États-Unis. La diminution des pertes de 127 millions de dollars (54 millions après impôts et écritures de compensation connexes) découlant des ajustements à la juste valeur de certains titres de créance de RBC désignés comme détenus à des fins de transaction, et la baisse des pertes sur les titres détenus à des fins de transaction liées au contexte du marché, lesquelles se sont élevées à 95 millions (42 millions après impôts et écritures de compensation

connexes), ont également contribué à l'augmentation. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des frais au titre de la rémunération variable, par l'augmentation de la charge d'impôts et par l'incidence du raffermissement du dollar canadien sur le bénéfice libellé en dollars américains. Bien que les conditions du marché aient continué de se stabiliser par rapport à la forte volatilité enregistrée au dernier trimestre, nos résultats liés aux activités de négociation de titres de participation et de titres à revenu fixe demeurent solides. Les autres activités de vente et opérations, comme les activités sur le marché monétaire et les opérations de change, ont continué de générer un bon rendement, qui est toutefois moins élevé que le rendement enregistré au trimestre précédent.

Services de soutien généraux

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le			Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2009	30 avril 2009	31 juillet 2008	31 juillet 2009	31 juillet 2008
Revenu net d'intérêt (1)	(237)\$	(275)\$	(302)\$	(791)\$	(785)\$
Revenus autres que d'intérêt	219	194	181	849	326
Total des revenus (1)	(18)\$	(81)\$	(121)\$	58 \$	(459)\$
Dotation à la provision pour pertes sur créances (2)	23 \$	189 \$	(28)\$	329 \$	(72)\$
Frais autres que d'intérêt	12	5	(19)	9	(64)
Perte nette avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans les filiales (1)	(53)\$	(275)\$	(74)\$	(280)\$	(323)\$
Bénéfice net (perte nette)	90 \$	(164)\$	(23)\$	(38)\$	(69)\$
Titrisation					
Total des créances titrisées et vendues en cours (3)	32 155 \$	31 374 \$	18 832 \$	32 155 \$	18 832 \$
Nouvelles opérations de titrisation au cours de la période (4)	2 330	7 904	1 699	17 259	4 605

- (1) Majoration au montant imposable équivalent. Une analyse plus détaillée est présentée à la section Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2008. Ces montants tiennent compte de l'écriture d'élimination des ajustements liés à la hausse des revenus provenant des dividendes imposables de sociétés canadiennes comptabilisés dans le secteur Marchés des Capitaux. Le montant pour le trimestre terminé le 31 juillet 2009 s'est établi à 127 millions de dollars (103 millions au 30 avril 2009; 86 millions au 31 juillet 2008). Le montant pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2009 s'est élevé à 290 millions de dollars (308 millions au 31 juillet 2008).
- (2) La dotation à la provision pour pertes sur créances comptabilisée dans le secteur Services de soutien généraux se compose de la provision générale et d'un ajustement lié à la dotation à la provision pour pertes sur créances au titre des prêts sur cartes de crédit titrisés qui sont gérés par le secteur Services bancaires canadiens. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2008.
- (3) Le total des créances titrisées vendues et en cours se compose de créances liées aux prêts sur cartes de crédit et aux prêts hypothécaires résidentiels au Canada.
- (4) Les nouvelles opérations de titrisation se composent des créances liées aux prêts hypothécaires résidentiels au Canada et aux prêts sur cartes de crédit titrisées et vendues au cours de la période. Se reporter à la note 6 des Notes complémentaires des états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés pour plus de détails à ce sujet. Ce montant ne tient pas compte des activités de titrisation de prêts hypothécaires résidentiels au Canada et de prêts hypothécaires commerciaux du secteur Marchés des Capitaux.

Compte tenu de la nature des activités et des ajustements de consolidation présentés dans ce secteur, nous sommes d'avis qu'une analyse des tendances d'une période à l'autre n'est pas pertinente. Les renseignements qui suivent portent sur les éléments importants qui ont eu une incidence sur les résultats présentés pour chaque période.

Troisième trimestre de 2009

Le bénéfice net s'est établi à 90 millions de dollars pour le trimestre. Ce résultat reflète principalement les gains découlant des opérations de titrisation, y compris les nouvelles activités et les activités de réinvestissement, déduction faite de couvertures économiques, lesquels ont totalisé 154 millions de dollars (106 millions après impôts). Les ajustements visant les impôts sur les bénéfices et les ajustements comptables ont également contribué à la hausse du bénéfice net. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par des pertes découlant des ajustements à la juste valeur de certains titres de créance de RBC désignés comme détenus à des fins de transaction, lesquelles se chiffrent à 83 millions de dollars (58 millions après impôts) et reflètent le resserrement de nos écarts de taux, ainsi que par la hausse de 61 millions (40 millions après impôts) de la provision générale pour pertes sur créances liée aux services bancaires aux États-Unis. Pour plus de détails sur la provision générale, se reporter à la rubrique Rendement au chapitre de la qualité du crédit.

Deuxième trimestre de 2009

La perte nette de 164 millions de dollars comprend une provision générale pour pertes sur créances de 223 millions (146 millions après impôts), laquelle reflète la hausse des provisions liées à nos services bancaires aux États-Unis et à notre portefeuille de prêts de détail au Canada, ainsi que des pertes de 148 millions (102 millions après impôts) liées à la variation de la juste valeur de certains dérivés qui

servent de couverture économique à nos activités de financement. Les pertes de 144 millions de dollars (99 millions après impôts) résultant des ajustements à la juste valeur de certains titres de créance de RBC désignés comme détenus à des fins de transaction, et les pertes de 79 millions (59 millions après impôts) sur certains titres disponibles à la vente liées au contexte du marché ont également contribué à la perte comptabilisée ce trimestre. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les gains au titre des opérations de titrisation de 406 millions de dollars (279 millions après impôts), déduction faite de couvertures économiques, qui reflètent un niveau d'activité de titrisation plus élevé que le niveau historique. Pour plus de détails sur les opérations de titrisation, se reporter à la rubrique Arrangements hors bilan.

Troisième trimestre de 2008

La perte nette de 23 millions de dollars comprend des pertes liées au contexte du marché dont une tranche de 88 millions (67 millions après impôts) concerne les titres disponibles à la vente, et une tranche de 15 millions (10 millions après impôts), les titres détenus à des fins de transaction. Ces résultats ont été neutralisés en partie par les gains liés à la variation de la juste valeur de dérivés ayant servi de couverture économique à nos activités de financement, par les gains découlant des opérations de titrisation, par les montants d'impôts liés aux activités de financement de l'entreprise qui n'ont pas été attribués aux secteurs d'exploitation, ainsi que par les gains découlant des ajustements à la juste valeur de certains titres de créance de RBC désignés comme détenus à des fins de transaction, lesquels reflètent l'élargissement de nos écarts de taux.

Troisième trimestre de 2009 (résultats sur neuf mois)

La perte nette de 38 millions de dollars comprend une provision générale pour pertes sur créances de 433 millions (287 millions après impôts), des pertes de 234 millions (171 millions après impôts) sur

certaines titres disponibles à la vente liées au contexte du marché et des pertes de 186 millions (129 millions après impôts) découlant des ajustements à la juste valeur de certains titres de créance de RBC désignés comme détenus à des fins de transaction. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les gains découlant des opérations de titrisation, y compris les nouvelles activités et les activités de réinvestissement, déduction faite de couvertures économiques, lesquels ont totalisé 821 millions de dollars (563 millions après impôts) et reflètent principalement un niveau d'activité de titrisation plus élevé que le niveau historique. Les ajustements visant les impôts sur les bénéfices et les ajustements comptables ont également contribué à la baisse de la perte nette.

Troisième trimestre de 2008 (résultats sur neuf mois)

La perte nette de 69 millions de dollars comprend des pertes liées au contexte du marché dont une tranche de 155 millions (131 millions après impôts) concerne les titres disponibles à la vente, et une tranche de 88 millions (59 millions après impôts), les titres détenus à des fins de transaction, ainsi qu'un écart de conversion lié à nos dépôts libellés en dollars américains utilisés pour financer certains titres disponibles à la vente libellés en dollars américains. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les montants d'impôts qui sont liés aux activités de financement de l'entreprise et qui n'ont pas été attribués aux secteurs d'exploitation, par les gains liés à la variation de la juste valeur de certains dérivés ayant servi de couverture économique à nos activités de financement, par les gains découlant des ajustements à la juste valeur de certains titres de créance de RBC désignés comme détenus à des fins de transaction, et par les gains liés aux opérations de titrisation, déduction faite des couvertures économiques.

Résultats par secteur géographique (1)

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le									Pour les neuf mois terminés les					
	31 juillet 2009			30 avril 2009 (2)			31 juillet 2008			31 juillet 2009 (2)			31 juillet 2008		
	Canada	États-Unis	Autres pays	Canada	États-Unis	Autres pays	Canada	États-Unis	Autres pays	Canada	États-Unis	Autres pays	Canada	États-Unis	Autres pays
Total des revenus	4 534 \$	2 007 \$	1 282 \$	4 027 \$	1 690 \$	1 044 \$	3 980 \$	1 173 \$	759 \$	13 015 \$	5 768 \$	2 742 \$	11 603 \$	2 948 \$	1 962 \$
Bénéfice net (perte nette)	1 183 \$	31 \$	347 \$	1 007 \$	(1 243) \$	186 \$	1 051 \$	118 \$	93 \$	3 259 \$	(1 065) \$	370 \$	3 072 \$	66 \$	297 \$

- (1) Aux fins de la présentation des résultats par secteur géographique, nos activités sont regroupées dans les colonnes Canada, États-Unis et Autres pays. Pour plus de détails sur la présentation des résultats par secteur géographique, se reporter à la note 28 de notre rapport annuel 2008.
- (2) Au troisième trimestre de 2009, nous avons reclassé dans les secteurs géographiques États-Unis et Autres pays une portion de la provision générale au titre des portefeuilles de prêts qui avait été comptabilisée dans le secteur Canada aux premier et deuxième trimestres de 2009, de manière à mieux refléter les résultats des secteurs géographiques. Les chiffres correspondants des périodes précédentes ont été retraités afin de tenir compte de ce changement.

Troisième trimestre de 2009 par rapport au troisième trimestre de 2008

Le bénéfice net au Canada s'est établi à 1 183 millions de dollars, en hausse de 132 millions, ou 13 %, par rapport à l'exercice précédent. L'augmentation reflète principalement les revenus à la hausse tirés de certaines activités de négociation, lesquels ont été contrebalancés en partie par l'augmentation des frais connexes au titre de la rémunération variable. La hausse des gains nets au titre des opérations de titrisation et la hausse des gains découlant des ajustements des évaluations de crédit à l'égard de certains contrats de dérivés ont également contribué à la hausse. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances, par les pertes plus élevées découlant des ajustements à la juste valeur de certains titres de créance de RBC désignés comme détenus à des fins de transaction et par la compression des écarts liés à nos services bancaires et à certains services de gestion de patrimoine.

Le bénéfice net aux États-Unis s'est élevé à 31 millions de dollars, soit un résultat en baisse de 87 millions qui reflète principalement la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances. La compression des écarts et les pertes liées aux swaps sur défaillance ont également contribué à la baisse. Les revenus à la hausse tirés de certaines activités de négociation, lesquels ont été contrebalancés en partie par l'augmentation des frais connexes au titre de la rémunération variable, la baisse des pertes sur nos titres détenus à des fins de transaction et titres disponibles à la vente liées au contexte du marché, et l'incidence du recul du dollar canadien par rapport au dollar américain ont neutralisé en partie la baisse du bénéfice net.

Le bénéfice net des autres pays s'est chiffré à 347 millions de dollars, soit un résultat en hausse de 254 millions qui tient principalement aux revenus à la hausse tirés de certaines activités de négociation, lesquels ont été contrebalancés en partie par l'augmentation des frais connexes au titre de la rémunération variable, ainsi qu'à la réduction des pertes sur nos titres détenus à des fins de transaction et titres disponibles à la vente liées au contexte du marché, et à la prise en compte des résultats de RBTT, une société que nous avons acquise. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les pertes découlant des ajustements à la juste valeur de certains titres de créance de RBC désignés comme détenus à des fins de transaction.

Troisième trimestre de 2009 par rapport au troisième trimestre de 2008 (résultats sur neuf mois)

Le bénéfice net au Canada s'est établi à 3 259 millions de dollars, en hausse de 187 millions, ou 6 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de la hausse des gains nets au titre des opérations de titrisation et des revenus à la hausse tirés de certaines activités de négociation, lesquels ont été contrebalancés en partie par l'augmentation des frais connexes au titre de la rémunération variable. La hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances, l'augmentation des pertes découlant des ajustements à la juste valeur de certains titres de créance de RBC désignés comme détenus à des fins de transaction et la compression des écarts liés à nos services bancaires et à certains services de gestion de patrimoine ont neutralisé en partie l'augmentation du bénéfice net.

La perte nette aux États-Unis s'est élevée à 1 065 millions de dollars, par rapport à un bénéfice net de 66 millions à l'exercice précédent. Ce résultat reflète principalement la charge au titre de la dépréciation de l'écart d'acquisition de 1 milliard de dollars comptabilisée au deuxième trimestre de 2009. La hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances, l'incidence du fléchissement du dollar canadien par rapport au dollar américain, la hausse des pertes sur nos titres disponibles à la vente liées au contexte du marché, de même que la compression des écarts ont également contribué à cette baisse. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les revenus à la hausse tirés de certaines activités de négociation, lesquels ont été contrebalancés en partie par l'augmentation des frais connexes au titre de la rémunération variable, ainsi que par la diminution des pertes sur nos titres détenus à des fins de transaction liées au contexte du marché.

Le bénéfice net des autres pays s'est chiffré à 370 millions de dollars, en hausse de 73 millions, ou 25 %. Ce résultat reflète principalement les revenus à la hausse tirés de certaines activités de négociation, lesquels ont été contrebalancés en partie par l'augmentation des frais connexes au titre de la rémunération variable, ainsi que la diminution des pertes sur nos titres détenus à des fins de transaction et titres disponibles à la vente liées au contexte du marché, et la prise en compte des résultats de RBTT, une société que nous avons acquise. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des pertes découlant des ajustements à la juste valeur de certains titres de créance de RBC désignés comme détenus à des fins de transaction.

Troisième trimestre de 2009 par rapport au deuxième trimestre de 2009

Le bénéfice net au Canada a augmenté de 176 millions de dollars, ou 17 %, par rapport au trimestre précédent. Ce résultat tient principalement à la diminution des pertes liées à certains dérivés qui servent de couverture économique à nos activités de financement, à la forte croissance des revenus tirés de nos services bancaires, laquelle tient essentiellement à des facteurs saisonniers, et aux revenus à la hausse tirés de certaines activités de négociation, lesquels ont été contrebalancés en partie par l'augmentation des frais connexes au titre de la rémunération variable. La diminution des gains nets au titre des opérations de titrisation et la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances ont neutralisé en partie l'augmentation du bénéfice net.

Le bénéfice net aux États-Unis s'est établi à 31 millions de dollars, par rapport à une perte nette de 1 243 millions au trimestre précédent, résultat qui reflète essentiellement la charge au titre de la dépréciation

de l'écart d'acquisition. La diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances et les revenus à la hausse tirés de certaines activités de négociation, lesquels ont été contrebalancés en partie par l'augmentation des frais connexes au titre de la rémunération variable, ont également contribué à la hausse. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par l'incidence du raffermissement du dollar canadien par rapport au dollar américain.

Le bénéfice net des autres pays a augmenté de 161 millions de dollars par rapport au trimestre précédent, résultat qui reflète essentiellement les revenus à la hausse tirés de certaines activités de négociation, lesquels ont été contrebalancés par l'augmentation des frais connexes au titre de la rémunération variable, ainsi que la diminution des pertes sur nos titres détenus à des fins de transaction et titres disponibles à la vente liées au contexte du marché, et les gains découlant des ajustements à la juste valeur de certains titres de créance de RBC désignés comme détenus à des fins de transaction.

Situation financière

Bilans condensés (1)

(en millions de dollars canadiens)	Au		
	31 juillet 2009	30 avril 2009	31 juillet 2008
Actif			
Encaisse et montants à recevoir de banques	7 966 \$	9 342 \$	7 571 \$
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	8 647	11 297	13 326
Valeurs mobilières	183 671	176 555	176 377
Biens acquis en vertu de conventions de revente et titres empruntés	43 652	42 290	56 207
Prêts (déduction faite de la provision pour pertes sur prêts)	275 987	277 794	270 413
Autres – Dérivés	101 086	123 259	69 099
– Autres	38 933	39 786	43 799
Total de l'actif	659 942 \$	680 323 \$	636 792 \$
Passif et capitaux propres			
Dépôts	404 708 \$	411 827 \$	409 091 \$
Autres – Dérivés	91 963	110 284	66 623
– Autres	117 641	112 570	120 488
Débiteures subordonnées	6 486	7 629	7 925
Titres de fiducies de capital	1 395	1 398	1 400
Passifs liés aux actions privilégiées	–	–	300
Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	2 135	2 150	2 355
Total du passif	624 328	645 858	608 182
Total des capitaux propres	35 614	34 465	28 610
Total du passif et des capitaux propres	659 942 \$	680 323 \$	636 792 \$

(1) L'actif et le passif monétaires exprimés en devises sont convertis en dollars canadiens. Se reporter à la note 1 des Notes complémentaires de notre rapport annuel 2008.

La juste valeur actuelle de certains actifs et passifs à la fin de la période et l'incidence du dollar canadien sur la valeur de conversion des actifs et passifs libellés principalement en dollars américains se répercutent sur notre bilan consolidé.

Troisième trimestre de 2009 par rapport au troisième trimestre de 2008

Le total de l'actif a augmenté de 23 milliards de dollars, ou 4 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de l'augmentation de la juste valeur des dérivés et de l'incidence de l'affaiblissement du dollar canadien par rapport au dollar américain.

Les dépôts productifs d'intérêts à des banques ont diminué de 5 milliards de dollars, ou 35 %, résultat qui reflète principalement le plus grand nombre d'actifs générant des rendements supérieurs en portefeuille.

Les valeurs mobilières ont augmenté de 7 milliards de dollars, ou 4 %, en raison principalement du nombre plus élevé de positions liées aux titres de créance garantis par le gouvernement et aux titres de créance disponibles à la vente, ainsi que de l'incidence de l'affaiblissement du dollar canadien sur la valeur de conversion des titres libellés en dollars américains, facteurs neutralisés en partie par la réduction de certaines positions liées aux activités de négociation.

Les biens acquis en vertu de conventions de revente et biens empruntés ont diminué de 13 milliards de dollars, ou 22 %, résultat qui reflète la réduction des nantissements en espèces des contreparties, le plus grand nombre d'actifs générant des rendements supérieurs en portefeuille, ainsi que le plus faible niveau des activités des contreparties et des activités d'emprunts de titres.

Les prêts se sont accrus de 6 milliards de dollars, ou 2 %, en raison principalement de la forte croissance des prêts de détail découlant en grande partie de la croissance des volumes liés au financement aux fins d'accession à la propriété au Canada, facteur neutralisé en partie par le niveau plus élevé des opérations de titrisation liées aux prêts hypothécaires résidentiels au Canada. La réduction de 2 milliards de dollars des prêts de gros tient essentiellement à la diminution des activités de financement de constructeurs résidentiels et des prêts commerciaux aux États-Unis, ainsi qu'à la baisse des prêts à des courtiers, facteurs neutralisés en partie par l'incidence de l'affaiblissement du dollar canadien sur la valeur de conversion des soldes de prêts libellés principalement en dollars américains.

Les actifs dérivés ont augmenté de 32 milliards de dollars, ou 46 %, en raison de la hausse de la juste valeur découlant essentiellement des taux d'intérêt à la baisse sur nos positions receveur de taux fixe et de l'incidence de l'affaiblissement du dollar canadien sur les actifs libellés en devises.

Les autres actifs ont diminué de 5 milliards de dollars, ou 11 %, résultat qui tient en grande partie à la baisse des sommes à recevoir des courtiers, à la réduction des engagements de clients en contrepartie d'acceptations, et à la charge au titre de la dépréciation de l'écart d'acquisition comptabilisée au trimestre précédent. Cette diminution a été neutralisée en partie par l'écart d'acquisition découlant de l'acquisition de RBTT à l'exercice précédent.

Le total du passif a augmenté de 16 milliards de dollars, ou 3 %.

Les dépôts ont reculé de 4 milliards de dollars, ou 1 %, résultat qui reflète principalement la diminution des besoins de financement et le financement à la hausse lié à nos opérations de titrisation, facteurs neutralisés en partie par la croissance des dépôts des particuliers et des entreprises, laquelle reflète la forte demande visant nos produits bancaires au Canada, et par l'incidence de l'affaiblissement du dollar canadien par rapport au dollar américain.

Les passifs dérivés se sont accrus de 25 milliards de dollars, ou 38 %, résultat qui tient à la hausse de la juste valeur découlant principalement de la réduction des taux d'intérêt sur les positions

payeur de taux fixe et de l'incidence de l'affaiblissement du dollar canadien sur les passifs libellés en devises.

Les autres passifs ont diminué de 3 milliards de dollars, ou 2 %, résultat qui reflète essentiellement la réduction des acceptations et la baisse de la juste valeur de certains titres empruntés, facteurs neutralisés en partie par la hausse des conventions de rachat.

Les capitaux propres ont augmenté de 7 milliards de dollars, ou 24 %, résultat qui reflète l'émission d'actions ordinaires et d'actions privilégiées. La diminution des pertes de change non réalisées cumulatives sur les écarts de conversion et la hausse du bénéfice ont également contribué à l'augmentation. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'augmentation des pertes nettes non réalisées sur notre portefeuille de titres disponibles à la vente, ainsi que par la hausse des dividendes sur les actions ordinaires et les actions privilégiées.

Troisième trimestre de 2009 par rapport au deuxième trimestre de 2009

Le total de l'actif a reculé de 20 milliards de dollars, ou 3 %, par rapport au trimestre précédent.

Les dépôts productifs d'intérêts à des banques ont diminué de 3 milliards de dollars, ou 23 %, résultat qui reflète principalement le plus grand nombre d'actifs générant des rendements plus élevés en portefeuille.

Les valeurs mobilières se sont accrues de 7 milliards de dollars, ou 4 %, résultat qui reflète le nombre plus élevé de positions garanties par le gouvernement et la hausse des justes valeurs et des placements en titres de créance de sociétés et instruments de capitaux propres. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'incidence du raffermissement du dollar canadien sur la valeur de conversion des titres libellés principalement en dollars américains et par la vente de titres adossés à des créances hypothécaires d'agences aux États-Unis.

Les biens acquis en vertu de conventions de revente et titres empruntés ont augmenté de 1 milliard de dollars, ou 3 %, résultat qui reflète le niveau plus élevé des activités des contreparties et l'augmentation des activités d'emprunt de titres découlant de l'amélioration des conditions du marché, facteurs neutralisés en partie par l'incidence du raffermissement du dollar canadien sur la valeur de conversion des soldes libellés principalement en dollars américains.

Les prêts ont reculé de 2 milliards de dollars, résultat qui reflète la diminution des prêts de gros découlant de l'incidence du raffermissement du dollar canadien sur la valeur de conversion des prêts et des prêts aux grandes entreprises libellés principalement en

dollars américains. La hausse des prêts de détail tient principalement à la forte croissance des volumes de prêts hypothécaires résidentiels et de produits de financement aux fins d'accession à la propriété au Canada, laquelle a été neutralisée en partie par la titrisation de prêts hypothécaires résidentiels au Canada.

Les actifs dérivés ont reculé de 22 milliards de dollars, ou 18 %, résultat qui est imputable à la baisse de la juste valeur découlant principalement de l'incidence de l'appréciation du dollar canadien sur la valeur de conversion des dérivés libellés principalement en dollars américains, ainsi qu'au rendement plus élevé des taux d'intérêt sur les positions receveur de taux fixe.

Le total du passif a diminué de 22 milliards de dollars, ou 3 %.

Les dépôts ont subi une baisse de 7 milliards de dollars, ou 2 %, résultat qui reflète principalement l'incidence du raffermissement du dollar canadien sur la valeur de conversion des dépôts libellés principalement en dollars américains ainsi que la réduction des dépôts des entreprises et des gouvernements, laquelle reflète un changement dans les sources de financement et a été neutralisée en partie par la hausse des dépôts des particuliers découlant de la forte demande visant nos produits bancaires au Canada et par l'augmentation du financement à terme par les banques.

Les passifs dérivés ont reculé de 18 milliards de dollars, en raison de la baisse des justes valeurs découlant principalement de l'incidence du raffermissement du dollar canadien sur les dérivés libellés en dollars américains, de la hausse des taux d'intérêt sur les positions payeur de taux fixe, et de la réduction stratégique continue des positions sur dérivés.

Les autres passifs ont augmenté de 5 milliards de dollars, en raison principalement de l'augmentation du nombre d'emprunts de titres découlant de l'amélioration des conditions du marché, neutralisée en partie par l'incidence du raffermissement du dollar canadien sur la valeur de conversion des soldes libellés principalement en dollars américains.

Les débetures subordonnées ont reculé de 1 milliard de dollars, en raison des rachats effectués.

Les capitaux propres ont augmenté de 1 milliard de dollars, ou 3 %, résultat qui reflète principalement la hausse du bénéfice et la baisse des pertes nettes non réalisées sur notre portefeuille de titres disponibles à la vente, facteurs neutralisés en partie par la hausse des pertes de change non réalisées cumulatives sur les écarts de conversion et par l'augmentation des dividendes sur les actions privilégiées.

Arrangements hors bilan

Nous nous livrons, dans le cours normal de nos activités, à diverses opérations financières qui, conformément aux PCGR, ne sont pas constatées dans nos bilans consolidés. Une analyse complète de ces types d'arrangements, et plus précisément de leur nature, de leur utilisation et de leur importance, est présentée aux pages 76 à 80 de notre rapport annuel 2008.

Opérations de titrisation

Les opérations de titrisation peuvent être utilisées comme un moyen économique de réunir des fonds, par rapport aux coûts relatifs liés à l'émission de titres de créance de gros non garantis. Outre notre participation régulière au programme traditionnel d'obligations hypothécaires canadiennes, nous avons, au cours des deux premiers trimestres de l'exercice, titrisé un nombre important de prêts hypothécaires dans le cadre du programme d'enchères du gouvernement canadien, à savoir le Programme d'achat de prêts hypothécaires assurés (PAPHA), car il constitue un moyen économique d'accéder à des titres de créance non garantis. Ceci nous a également permis d'accroître davantage notre situation de liquidité au cours de cette période. Au cours du trimestre le plus récent, notre solide situation de liquidité, conjuguée à l'amélioration des coûts liés au financement à

terme non garanti, nous a permis de réduire nos opérations de titrisation par rapport aux deux trimestres précédents. Les enchères tenues dans le cadre du PAPHA devraient prendre fin d'ici le 30 septembre 2009.

L'analyse qui suit porte sur la valeur nominale de nos opérations de titrisation pour le trimestre et la période de neuf mois terminés le 31 juillet 2009. Pour plus de détails à ce sujet, se reporter à la note 6 de nos états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés.

Troisième trimestre de 2009 (résultats trimestriels)

Au cours du troisième trimestre de 2009, nous avons titrisé des prêts hypothécaires résidentiels d'un montant de 4,6 milliards de dollars. Une tranche de 2,3 milliards de dollars de ce montant a été vendue, et la tranche résiduelle de 2,3 milliards a été conservée.

Troisième trimestre de 2009 (résultats sur neuf mois)

Au cours de la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2009, nous avons titrisé des prêts hypothécaires résidentiels d'un montant de 22,8 milliards de dollars. Une tranche de 18,3 milliards de dollars de ce montant a été vendue, et la tranche résiduelle de 4,5 milliards a été conservée.

Structures d'accueil

Nous nous livrons, dans le cours normal de nos affaires, à diverses opérations financières avec des structures d'accueil, qui ne sont pas des entités en exploitation et n'ont généralement aucun effectif. Les structures d'accueil peuvent également être des entités à débiteurs de droits variables (EDDV), qui peuvent être inscrites ou non à nos bilans.

Se reporter aux pages 37, 148 et 149 de notre rapport annuel 2008 pour en savoir davantage sur les EDDV que nous avons consolidées (figurant au bilan) ou sur celles dans lesquelles nous détenons des droits variables significatifs, mais que nous n'avons pas consolidées (hors bilan). Le tableau suivant fournit des renseignements supplémentaires sur ces EDDV au 31 juillet 2009.

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 juillet 2009																				
	Total de l'actif (1)	Risque maximal (1), (2)	Total de l'actif par cote de crédit (3)			Total de l'actif par échéance moyenne				Total de l'actif par lieu de résidence de l'emprunteur											
			De première qualité (4)	De qualité inférieure (4)	Aucune cote	Moins de un an	De un an à cinq ans	Plus de cinq ans	Sans objet	Canada	États-Unis	Autres pays									
EDDV non consolidées dans lesquelles nous détenons des droits variables significatifs :																					
Conduits multicédants (5)	29 264 \$	29 694 \$	29 084 \$	180 \$	– \$	15 018 \$	12 355 \$	1 891 \$	– \$	–	–	–	7 471 \$	21 793 \$	– \$	–	–	–	–	–	–
EDDV de financement structuré	8 649	2 594	4 950	–	3 699	–	–	8 649	–	–	–	–	–	8 649	–	–	–	–	–	–	–
EDDV de création de produits de crédit	1 055	670	570	334	151	–	–	1 055	–	–	–	–	–	1 055	–	–	–	–	–	–	–
Conduits de tiers	575	250	575	–	–	575	–	–	–	–	–	575	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Fonds de placement	131	49	–	–	131	–	–	–	–	–	131	38	2	91	–	–	–	–	–	–	–
Autres	320	103	–	–	320	–	–	29	291	–	–	31	256	33	–	–	–	–	–	–	–
	39 994 \$	33 360 \$	35 179 \$	514 \$	4 301 \$	15 593 \$	12 355 \$	11 624 \$	422 \$	–	–	8 115 \$	31 755 \$	124 \$	–	–	–	–	–	–	–
EDDV consolidées :																					
EDDV de financement structuré	2 581 \$	–	2 490 \$	– \$	91 \$	– \$	– \$	2 581 \$	– \$	–	–	– \$	2 581 \$	– \$	–	–	–	–	–	–	–
Fonds de placement	769	–	–	–	769	–	–	–	769	–	–	332	180	257	–	–	–	–	–	–	–
EDDV de création de produits de crédit	180	–	–	180	–	–	–	180	–	–	–	–	180	–	–	–	–	–	–	–	–
Structures de rémunération	61	–	–	–	61	–	–	–	61	–	–	61	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres	40	–	–	–	40	–	–	32	8	–	–	–	35	5	–	–	–	–	–	–	–
	3 631 \$	–	2 490 \$	180 \$	961 \$	– \$	– \$	2 793 \$	838 \$	–	–	393 \$	2 976 \$	262 \$	–	–	–	–	–	–	–

- (1) Le total de l'actif et le risque de perte maximal correspondent aux informations que nous fournissons à la note 6 des Notes complémentaires des états financiers consolidés annuels de 2008.
- (2) Le risque de perte maximal découlant des droits variables significatifs détenus dans ces EDDV est principalement lié aux placements, aux prêts, aux facilités de liquidités et à la juste valeur des dérivés. Le risque de perte maximal découlant de nos conduits multicédants pourrait excéder le total de l'actif de ces conduits, car les facilités de liquidités que nous consentons peuvent parfois être élargies jusqu'à concurrence de 102 % du total de la valeur des actifs compris dans ces conduits.
- (3) La distribution des risques liés aux actifs au sein des EDDV reflète la qualité du crédit des garanties sous-jacentes à ces actifs. Certains actifs, notamment les dérivés, les parts de fonds communs de placement ou de fonds de couverture ainsi que les prêts aux particuliers ou les garanties sous-jacentes ne sont assortis d'aucune cote dans les catégories présentées dans le tableau.
- (4) Les cotes d'évaluation des risques de crédit que nous utilisons pour les principaux types de contrepartie sont sensiblement les mêmes que celles qui sont utilisées par les agences d'évaluation du crédit indépendantes. Les cotes AAA, AA, A et BBB représentent des investissements de qualité supérieure tandis que les cotes BB ou inférieures représentent des investissements de qualité inférieure.
- (5) Représente seulement les conduits multicédants que nous gérons.

Plus de 84 % des actifs dans des EDDV non consolidées et plus de 68 % des actifs dans des EDDV consolidées dans lesquelles nous détenons des droits variables significatifs sont assortis d'une cote supérieure ou égale à A sur une base interne. Dans les deux cas, les actifs proviennent principalement des États-Unis et ont différentes dates d'échéance. Dans le cas des conduits multicédants et des EDDV de financement structuré non consolidées, plus de 95 % et plus de 57 % des actifs, respectivement, sont assortis d'une cote supérieure ou égale à A sur une base interne.

Conduits multicédants gérés par RBC

Nous administrons des conduits multicédants qui servent principalement à titriser des actifs financiers de nos clients. Nous fournissons des facilités de garantie de liquidités et des rehaussements de crédit partiels à ces conduits multicédants. Pour plus de détails sur l'ensemble de nos engagements, se reporter au tableau ci-dessous.

Facilités de liquidités et de rehaussement de crédit

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 juillet 2009				Au 30 avril 2009				Au 31 juillet 2008			
	Valeur nominale des facilités engagées (1)	Valeur nominale attribuable	Prêts en cours (2)	Risque de perte maximal total	Valeur nominale des facilités engagées (1)	Valeur nominale attribuable	Prêts en cours (2)	Risque de perte maximal total	Valeur nominale des facilités engagées (1)	Valeur nominale attribuable	Prêts en cours (2)	Risque de perte maximal total
Facilités de garantie de liquidités	29 813 \$	25 031 \$	1 686 \$	26 717 \$	37 045 \$	31 412 \$	1 797 \$	33 209 \$	40 477 \$	34 654 \$	1 620 \$	36 274 \$
Facilités de rehaussement de crédit	2 977	2 977	–	2 977	3 711	3 711	–	3 711	4 168	4 168	–	4 168
Total	32 790 \$	28 008 \$	1 686 \$	29 694 \$	40 756 \$	35 123 \$	1 797 \$	36 920 \$	44 645 \$	38 822 \$	1 620 \$	40 442 \$

- (1) Selon le plafond de financement total lié aux facilités engagées.
- (2) Déduction faite de la provision pour pertes sur prêts et des radiations

Risque de perte maximal par type d'actifs des clients

(en millions de dollars)	Au								
	31 juillet 2009			30 avril 2009			31 juillet 2008		
	(\$ US)	(\$ CA)	Total (\$ CA)	(\$ US)	(\$ CA)	Total (\$ CA)	(\$ US)	(\$ CA)	Total (\$ CA)
Actifs titrisés en cours									
Prêts sur cartes de crédit	9 313 \$	1 494 \$	11 529 \$	10 241 \$	1 494 \$	13 711 \$	12 747 \$	984 \$	14 037 \$
Prêts-auto et crédit-bail automobile	2 998	3 263	6 493	2 679	4 042	7 238	4 772	5 488	10 375
Créances clients	1 974	1 309	3 436	1 974	1 585	3 940	2 280	–	2 335
Prêts aux étudiants	2 792	–	3 009	3 445	–	4 110	3 684	–	3 772
Titres adossés à des actifs	2 138	–	2 304	2 174	–	2 594	2 331	–	2 387
Créances au titre du matériel	610	1 061	1 718	715	1 250	2 103	388	1 709	2 106
Prêts à la consommation	–	–	–	1 122	–	1 339	1 121	–	1 148
Autres	661	493	1 205	1 008	683	1 885	1 203	3 050	4 282
Total	20 486 \$	7 620 \$	29 694 \$	23 358 \$	9 054 \$	36 920 \$	28 526 \$	11 231 \$	40 442 \$
Montant équivalent en dollars canadiens	22 074 \$	7 620 \$	29 694 \$	27 866 \$	9 054 \$	36 920 \$	29 211 \$	11 231 \$	40 442 \$

Le risque de perte maximal a diminué par rapport au trimestre et à l'exercice précédents, en raison de notre stratégie qui vise à réduire les concentrations fondées sur le risque, le rendement et l'interdistribution, car nous cibons de manière sélective de nouvelles activités afin de rééquilibrer les activités. Le montant maximal des actifs que les conduits multicédants pourraient être tenus d'acheter en vertu des engagements d'achat se chiffrait à 29,3 milliards de dollars au 31 juillet 2009 (36,4 milliards au 30 avril 2009; 39,7 milliards au 31 juillet 2008). Sur l'ensemble des engagements d'achat, les conduits multicédants en cours avaient acheté au total pour 22,2 milliards de dollars d'actifs financiers au 31 juillet 2009 (28,7 milliards au 30 avril 2009; 29,2 milliards au 31 juillet 2008). La variation du montant maximal des actifs que les conduits multicédants pourraient être tenus d'acheter est la suivante : les actifs libellés en dollars américains ont diminué de 2,8 milliards de dollars US par rapport au trimestre précédent et de 7,8 milliards de dollars US par rapport à l'exercice précédent, principalement dans les catégories des prêts à la consommation, des prêts sur cartes de crédit et des prêts aux étudiants. La diminution d'un exercice à l'autre découle également d'une baisse dans la catégorie des prêts-auto et crédit-bail automobile. Les actifs libellés en dollars canadiens ont subi une baisse de 1,4 milliard de dollars par rapport au trimestre précédent et de 3,5 milliards par rapport à l'exercice précédent, principalement dans les catégories des prêts-auto et crédit-bail automobile, des autres actifs et des créances au titre du matériel. La baisse d'un exercice à l'autre a été neutralisée en partie par une augmentation dans la catégorie des créances clients.

Les conduits multicédants achètent divers actifs financiers et ils financent les achats en émettant du papier commercial adossé à des actifs assorti de cotes élevées, sans levier financier. Moins de 1 % (moins de 1 % au 30 avril 2009; moins de 1 % au 31 juillet 2008) des actifs titrisés en cours étaient constitués des prêts hypothécaires à risque et de catégorie Alt-A aux États-Unis, et les actifs titrisés ne comprennent pas de prêts hypothécaires commerciaux.

Au 31 mai 2009, la moyenne pondérée de la protection de crédit de premier niveau contre les pertes s'établissait à 40,2 % du total des actifs (40,4 % au 28 février 2009), ce qui correspond à un multiple de couverture de 8,1 fois (8,0 fois au 28 février 2009) le taux de pertes annuel moyen pondéré prévu de 5 % (5,1 % au 28 février 2009) lié au portefeuille d'actifs de clients. En outre, la structure de frais des conduits multicédants contribue à diminuer le risque auquel nous sommes exposés à l'égard du portefeuille. Au 31 juillet 2009, 93 % des actifs titrisés (94 % au 30 avril 2009; 95 % au 31 juillet 2008) étaient financés par le recouvrement du coût de financement et d'autres frais.

Les conduits multicédants aux États-Unis comprennent 2,4 milliards de dollars de titres adossés à des actifs. Les conduits multicédants au Canada ne comprennent aucun titre adossé à des actifs. En 2008 et au trimestre terminé le 31 juillet 2009, certains conduits multicédants aux États-Unis ont eu recours à nos facilités de garantie de liquidité pour financer une portion des titres adossés à des actifs. Ces emprunts, déduction faite des radiations et des provisions, se chiffraient à 1,7 milliard de dollars au 31 juillet 2009 (1,8 milliard au

30 avril 2009; 1,6 milliard au 31 juillet 2008). Une tranche de 65 millions de dollars de ce montant de 1,7 milliard (88 millions au 30 avril 2009; 174 millions au 31 juillet 2008) et une provision pour pertes sur prêts connexe de 3 millions (14 millions au 30 avril 2009; 36 millions au 31 juillet 2008) ont trait à un TGC lié à des TAA qui est classé comme un prêt douteux. Au troisième trimestre de 2009, nous avons radié un montant de 13 millions de dollars (113 millions pour le trimestre terminé le 30 avril 2009; néant pour le trimestre terminé le 31 juillet 2008) au titre de ces prêts et imputé ce montant à la provision pour pertes sur prêts.

Le PCAA émis par les conduits totalise 22,2 milliards de dollars au 31 juillet 2009 (28,7 milliards au 30 avril 2009; 29,2 milliards au 31 juillet 2008), et 71 % (72 % au 30 avril 2009; 76 % au 31 juillet 2008) de l'ensemble de ce papier commercial obtient la cote de crédit la plus élevée de chaque agence de notation qui attribue des cotes au PCAA; la tranche restante du papier commercial obtient la deuxième cote en importance attribuée par ces agences. Nous achetons à l'occasion le PCAA émis par les conduits multicédants, en notre qualité d'agent des placements, afin de faciliter la liquidité générale du programme. Au 31 juillet 2009, la juste valeur de nos placements s'élevait à 203 millions de dollars (204 millions au 30 avril 2009; 39 millions au 31 juillet 2008), et ces placements sont classés comme des titres détenus à des fins de transaction dans notre bilan consolidé.

Garanties

Dans le cours normal de nos activités, nous fournissons à des tiers des garanties, notamment des dérivés de crédit, des ventes d'options de vente, des garanties pour prêt de titres, des facilités de garantie de liquidité, des lettres de garantie financière, des garanties de bonne fin, des produits à valeur stable, des rehaussements de crédit, des prêts hypothécaires vendus avec recours et certaines ententes d'indemnisation. Au 31 juillet 2009, notre risque de perte maximal découlait des facilités de garantie de liquidité non utilisées relativement à nos programmes de papier commercial adossé à des actifs, y compris les conduits de tiers, se chiffrait à 25,6 milliards de dollars (32,2 milliards au 30 avril 2009; 35,5 milliards au 31 juillet 2008), dont une tranche correspondant à 98 % (97 % au 30 avril 2009; 98 % au 31 juillet 2008) des facilités de garantie de liquidité non utilisées a été fournie à des conduits multicédants gérés par RBC. Se reporter à la note 15 de nos états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés pour de plus amples renseignements sur les garanties.

Instruments de placement structurés

La juste valeur des dérivés de taux d'intérêt conclus dans le cours normal de nos activités, au moyen d'instruments de placement structurés, représentait un montant nominal au 31 juillet 2009 (17 millions de dollars au 30 avril 2009; 61 millions au 31 juillet 2008). Nous ne détenons pas de papier commercial émis au moyen d'instruments de placement structurés. Nous ne gérons aucun instrument de placement structuré.

Gestion du risque, du capital et des liquidités

Nos activités commerciales nous exposent à divers risques, qui touchent presque toutes les facettes de notre exploitation. Notre objectif consiste à gérer ces risques de façon proactive, de manière à protéger l'entreprise contre un degré inacceptable de volatilité des bénéfices tout en soutenant et en favorisant les occasions d'affaires.

Pour plus de détails, se reporter aux pages 83 à 118 de notre rapport annuel 2008 puisque notre structure de gouvernance du risque et notre méthode de gestion du risque n'ont pas changé considérablement comparativement à celles qui sont décrites dans notre rapport annuel 2008.

Contexte de gestion des risques

Un ralentissement du déclin économique s'est produit, situation qui reflète certains signes de stabilisation de la conjoncture économique ce trimestre. Le nombre de prêts douteux et la dotation à la provision pour pertes sur créances ont diminué par rapport au trimestre précédent,

résultat qui reflète le ralentissement de la détérioration du crédit, principalement en ce qui concerne nos services bancaires aux États-Unis, ainsi que l'incidence du raffermissement du dollar canadien sur la valeur de conversion des soldes libellés en dollars américains. La détérioration cadre avec le cycle économique mondial actuel avec lequel la plupart des secteurs d'activité doivent composer. Le degré de détérioration du crédit d'ici la fin de 2009 continuera de dépendre des conditions économiques et d'avoir une incidence sur nos résultats consolidés.

Au cours du trimestre, nous avons continué à prendre des mesures afin d'atténuer l'incidence de la conjoncture économique sur notre profil de risques et à maintenir une solide situation de liquidité en augmentant les dépôts de base, en réduisant nos exigences en matière de biens donnés en garantie liées aux activités de négociation, en titrisant des prêts hypothécaires résidentiels et en émettant des titres de créance à terme au moyen de placements privés.

Risque de crédit

Risque de crédit par portefeuille et par secteur

(en millions de dollars canadiens)	Au							30 avril 2009	31 juillet 2008
	31 juillet 2009								
	Risques liés aux prêts et autres risques			Risques liés aux activités de négociation				Risque total (4)	Risque total (4)
	Prêts et acceptations			Mise en pension de titres (2)	Dérivés hors cote (3)	Risque total (4)			
En cours	Engagements inutilisés	Autres (1)	Risque total (4)				Risque total (4)		
Prêts hypothécaires résidentiels (5)	119 214 \$	11 \$	– \$	– \$	– \$	119 225 \$	115 878 \$	122 199 \$	
Prêts aux particuliers	68 204	44 608	51	–	–	112 863	109 427	100 185	
Prêts sur cartes de crédit	8 775	19 737	–	–	–	28 512	29 523	26 969	
Prêts aux petites entreprises	2 806	2 348	49	–	–	5 203	5 138	5 586	
Prêts de détail	198 999 \$	66 704 \$	100 \$	– \$	– \$	265 803 \$	259 966 \$	254 939 \$	
Prêts aux entreprises									
Exploitations agricoles	5 126 \$	410 \$	28 \$	– \$	8 \$	5 572 \$	5 716 \$	5 755 \$	
Industrie automobile	3 762	1 578	146	9	383	5 878	6 584	6 001	
Biens de consommation	6 282	2 194	429	–	272	9 177	9 753	9 132	
Énergie	7 062	8 502	2 538	35	1 976	20 113	21 623	20 511	
Services financiers autres que ceux fournis par des banques	3 734	6 667	6 807	50 695	8 628	76 531	74 632	90 420	
Industrie forestière	885	469	88	–	21	1 463	1 676	1 827	
Produits industriels	4 340	2 150	315	–	236	7 041	7 894	7 363	
Mines et métaux	1 748	1 198	540	4	513	4 003	5 817	4 602	
Secteur immobilier et secteurs connexes	21 602	2 806	1 317	–	335	26 060	27 855	26 817	
Technologie et médias	2 538	2 783	286	–	781	6 388	7 125	6 644	
Transport et environnement	4 484	1 742	426	–	433	7 085	7 380	5 799	
Autres	22 116	4 982	7 196	10 894	6 871	52 059	52 713	51 188	
États souverains	2 591	2 343	19 512	1 489	9 548	35 483	27 519	30 422	
Banques	2 701	619	36 998	59 251	30 394	129 963	136 539	153 622	
Prêts de gros	88 971 \$	38 443 \$	76 626 \$	122 377 \$	60 399 \$	386 816 \$	392 826 \$	420 103 \$	
Risque total	287 970 \$	105 147 \$	76 726 \$	122 377 \$	60 399 \$	652 619 \$	652 792 \$	675 042 \$	

(1) Comprend les passifs éventuels tels que les lettres de crédit et les garanties, ainsi que les titres de créance disponibles à la vente.

(2) Comprend les conventions de rachat et de vente ainsi que les emprunts et prêts de titres.

(3) Montant de l'équivalent-crédit compte tenu des accords généraux de compensation.

(4) Le risque total représente le risque auquel nous sommes exposés en cas de défaillance, soit le risque brut prévu advenant un cas de défaillance par un débiteur. Ce montant est présenté compte non tenu de toute provision spécifique et il ne reflète pas l'incidence des mesures d'atténuation du risque de crédit. Les risques liés aux catégories d'actifs « Expositions renouvelables sur la clientèle de détail éligibles » et « Autres expositions sur la clientèle de détail » prévues par l'accord de Bâle II sont en grande partie inclus dans les risques liés aux prêts aux particuliers et aux prêts sur cartes de crédit, tandis que les risques liés aux marges de crédit aux fins d'accession à la propriété sont inclus dans les risques liés aux prêts aux particuliers.

(5) Comprend certaines opérations de titrisation synthétique de prêts hypothécaires.

Troisième trimestre de 2009 par rapport au troisième trimestre de 2008

Le risque de crédit brut total auquel nous sommes exposés s'est chiffré à 653 milliards de dollars, soit une diminution de 22,4 milliards, ou 3 %, par rapport à l'exercice précédent. Ce résultat tient principalement à une réduction des mises en pension de titres, neutralisée en partie par la hausse des prêts et acceptations en cours.

Le risque de crédit lié aux prêts de détail auquel nous sommes exposés s'est accru de 10,9 milliards de dollars, ou 4 %, en raison principalement de la croissance des volumes liés aux produits de financement aux fins d'accession à la propriété au Canada, neutralisée

en partie par l'augmentation des opérations de titrisation de prêts hypothécaires résidentiels au Canada. Le risque de crédit lié aux prêts aux particuliers auquel nous sommes exposés, qui s'est accru de 12,7 milliards de dollars, ou 13 %, et concerne principalement les prêts en cours, et le risque de crédit lié aux prêts sur cartes de crédit auquel nous sommes exposés, qui a augmenté de 1,5 milliard, ou 6 %, et concerne principalement les engagements inutilisés, ont été neutralisés en partie par la baisse de 3,0 milliards, ou 2 %, du risque de crédit lié aux prêts hypothécaires résidentiels auquel nous sommes exposés. L'utilisation de cautionnements et de garanties au sein du portefeuille

de prêts de détail fait partie intégrante de notre stratégie d'atténuation du risque de crédit. Au 31 juillet 2009, les prêts hypothécaires assurés représentaient environ 29,4 milliards de dollars, ou 25 %, de notre portefeuille de prêts hypothécaires résidentiels. Du montant total des prêts aux particuliers en cours, qui s'élève à 68,2 milliards de dollars, une tranche d'environ 36,1 milliards, ou 53 %, est garantie.

Le risque de crédit auquel nous sommes exposés relativement aux prêts de gros a diminué de 33,3 milliards de dollars, ou 8 %, en raison principalement d'une baisse du risque de crédit lié aux secteurs Banques et Prêts aux entreprises. Nous avons enregistré une réduction de la quasi-totalité des catégories de risques, la réduction la plus importante, à savoir 28,4 milliards de dollars, ou 19 %, concernant les mises en pension de titres et reflétant la diminution des activités des contreparties découlant de la volatilité du marché financier depuis le troisième trimestre de 2008, bien que le contexte du marché se soit amélioré au cours du troisième trimestre de 2009. Le risque de crédit auquel nous sommes exposés relativement au secteur Prêts aux entreprises a baissé de 14,7 milliards de dollars, ou 6 %, des diminutions ayant été enregistrées dans la plupart des sous-secteurs et la réduction la plus importante étant survenue dans le secteur Services financiers autres que ceux fournis par des banques et concernant principalement les mises en pension de titres. Le risque de crédit auquel nous sommes exposés relativement au secteur Transport et environnement a toutefois augmenté, principalement en ce qui concerne les prêts et acceptations en cours liés au sous-secteur du transport aérien. Le taux d'utilisation des prêts de gros est demeuré stable au cours de la période, s'établissant à 40 %.

Notre portefeuille de crédit est demeuré bien diversifié dans tous les secteurs géographiques. La plupart des risques auxquels nous sommes exposés touchent nos activités au Canada, et ensuite nos activités dans les autres pays et aux États-Unis.

Troisième trimestre de 2009 par rapport au deuxième trimestre de 2009

Le risque de crédit brut auquel nous sommes exposés s'est établi à 653 milliards de dollars, soit un résultat essentiellement inchangé par rapport au trimestre précédent, qui reflète principalement l'augmentation du risque de crédit lié aux mises en pension de titres, neutralisée en grande partie par la diminution du risque de crédit lié aux dérivés hors cote et aux prêts et acceptations en cours, en raison notamment de l'incidence du raffermissement du dollar canadien par rapport au dollar américain.

Le risque de crédit lié aux prêts de détail auquel nous sommes exposés a augmenté de 5,8 milliards de dollars, ou 2 %, résultat qui reflète principalement la croissance des volumes de produits de financement aux fins d'accession à la propriété au Canada, neutralisée en partie par l'incidence du raffermissement du dollar canadien par rapport au dollar américain. Le risque de crédit lié aux prêts hypothécaires résidentiels et aux prêts aux particuliers auquel nous sommes exposés, qui concerne principalement les prêts et acceptations en cours, a augmenté de 6,8 milliards de dollars, ou 3 %, et le risque de crédit lié aux prêts sur cartes de crédit auquel nous sommes exposés, qui concerne essentiellement les engagements inutilisés, a reculé de 1 milliard, ou 3 %.

Le risque de crédit lié aux prêts de gros auquel nous sommes exposés a diminué de 6 milliards de dollars, ou 2 %, résultat qui est en grande partie attribuable aux réductions liées aux secteurs Prêts aux entreprises et Banques, neutralisées en partie par une augmentation relative au secteur États souverains. Les diminutions les plus importantes concernent le risque de crédit lié aux prêts et acceptations en cours, qui a reculé de 9,5 milliards de dollars, ou 10 %, et le risque de crédit lié aux dérivés hors cote, qui a subi une baisse de 8,6 milliards, ou 12 %, en raison notamment du raffermissement du

dollar canadien. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse de 12,1 milliards de dollars, ou 11 %, du risque de crédit lié aux mises en pension de titres, qui reflète l'accroissement des activités des contreparties découlant de la stabilisation des conditions du marché. Le risque de crédit lié au secteur Prêts aux entreprises auquel nous sommes exposés a reculé de 7,4 milliards de dollars, ou 3 %, des réductions s'étant produites dans toutes les catégories, sauf en ce qui concerne celle des Services financiers autres que ceux fournis par des banques, car l'augmentation du risque de crédit lié aux mises en pension de titres a plus que neutralisé les réductions dans toutes les autres catégories de risques. Les diminutions les plus importantes ont été enregistrées dans la catégorie Secteur immobilier et secteurs connexes et concernent principalement les prêts et acceptations en cours et découlent de l'incidence des taux de change, ainsi que dans les secteurs Mines et métaux et Énergie et concernent essentiellement les prêts et acceptations en cours dans la quasi-totalité des sous-secteurs. Le risque de crédit lié au secteur Banques auquel nous sommes exposés a diminué de 6,6 milliards de dollars, ou 5 %, en raison principalement de la réduction du risque de crédit lié aux dérivés hors cote et aux autres risques. Le risque de crédit lié au secteur États souverains auquel nous sommes exposés a augmenté de 8 milliards de dollars, ou 29 %, résultat qui est en grande partie imputable à une hausse des autres risques.

Dérivés de crédit aux fins de négociation (1)

(en millions de dollars canadiens)	Au		
	31 juillet 2009	30 avril 2009	31 juillet 2008
Capital nominal			
Protection achetée	77 033 \$	95 963 \$	152 976 \$
Protection vendue	65 270	85 488	144 129
Juste valeur (2)			
Positive	6 750	11 181	9 863
Négative	5 355	9 419	9 253
Coût de remplacement (3)	3 317	4 781	3 639

(1) Comprend les swaps sur défaillance, les swaps sur rendement total et les options panier sur défaillance. Au 31 juillet 2009, plus de 93 % (93 % au 30 avril 2009; 98 % au 31 juillet 2008) de notre exposition nette aux risques a trait à des contreparties jouissant de cotes de première qualité.

(2) Juste valeur brute avant la compensation.

(3) Coût de remplacement après la compensation, mais compte non tenu des garanties.

Troisième trimestre de 2009 par rapport au troisième trimestre de 2008

La valeur nominale totale des dérivés de crédit émis aux fins de négociation a diminué de 154,8 milliards de dollars, ou 52 %, par rapport à l'exercice précédent. Ce résultat reflète principalement une réduction stratégique des positions qui soutiennent les opérations structurées. Les justes valeurs positive et négative brutes totales et le coût de remplacement ont reculé de 3,1 milliards de dollars, de 3,9 milliards et de 0,3 milliard, respectivement, par rapport à l'exercice précédent. Ces baisses reflètent essentiellement la réduction stratégique des positions, laquelle a été neutralisée en partie par l'élargissement des écarts de taux et par l'affaiblissement du dollar canadien sur la valeur de conversion des soldes libellés principalement en dollars américains.

Troisième trimestre de 2009 par rapport au deuxième trimestre de 2009

La valeur nominale totale des dérivés de crédit émis aux fins de négociation a diminué de 39,1 milliards de dollars, ou 22 %, par rapport au trimestre précédent. Les justes valeurs positive et négative brutes totales et le coût de remplacement ont reculé de 4,4 milliards de dollars, de 4,1 milliards et de 1,5 milliard, respectivement. Ces baisses tiennent principalement au resserrement des écarts de taux et à une réduction stratégique des positions qui soutiennent les opérations structurées.

Positions sur dérivés de crédit émis à des fins autres que de négociation (capital nominal et juste valeur) (1)

(en millions de dollars canadiens)	Au		
	31 juillet 2009	30 avril 2009	31 juillet 2008
Capital nominal			
Prêts aux entreprises			
Industrie automobile	339 \$	369 \$	415 \$
Énergie	421	359	308
Services financiers autres que ceux fournis par des banques	194	274	384
Mines et métaux	264	435	527
Secteur immobilier et secteurs connexes	167	130	153
Technologie et médias	–	–	18
Transport et environnement	197	218	238
Autres (2)	32	75	471
États souverains	259	289	250
Banques	339	256	266
Protection achetée, montant net	2 212 \$	2 405 \$	3 030 \$
Protection à effet de compensation vendue liée à la même entité de référence	21	23	20
Protection achetée, montant brut	2 233 \$	2 428 \$	3 050 \$
Protection vendue, montant net (3)	58 \$	64 \$	132 \$
Protection à effet de compensation achetée liée à la même entité de référence	21	23	20
Protection vendue, montant brut	79 \$	87 \$	152 \$
Protection achetée et vendue, montant brut (capital nominal)	2 312 \$	2 515 \$	3 202 \$
Juste valeur (4)			
Positive	161 \$	316 \$	159 \$
Négative	18	14	27

(1) Comprend les swaps sur défaillance.

(2) Au 31 juillet 2009, le poste Autres est lié aux biens de consommation, néant (39 millions de dollars au 30 avril 2009; 33 millions au 31 juillet 2008), au secteur de la santé, 32 millions (36 millions au 30 avril 2009; 10 millions au 31 juillet 2008) et à d'autres éléments, néant (néant au 30 avril 2009; 428 millions au 31 juillet 2008).

(3) La protection vendue, montant net, au 31 juillet 2009 visait le poste Biens de consommation, néant (néant au 30 avril 2009; 76 millions de dollars au 31 juillet 2008) et le poste Autres, 58 millions (64 millions au 30 avril 2009; 56 millions au 31 juillet 2008).

(4) Juste valeur brute avant la compensation.

Troisième trimestre de 2009 par rapport au troisième trimestre de 2008

La valeur nominale brute des dérivés de crédit émis à des fins autres que de négociation a diminué de 0,9 milliard de dollars, ou 28 %, par rapport à l'exercice précédent, essentiellement en raison d'une réduction stratégique des positions et de l'échéance de contrats. Le total de la protection achetée a diminué de 0,8 milliard de dollars, ou 27 %. Cette diminution a particulièrement touché les risques liés aux secteurs Autres, Mines et métaux, Services financiers autres que ceux fournis par des banques, Industrie automobile, Transport et environnement, et Technologie et médias. Elle a été neutralisée en partie par la hausse des risques liés aux secteurs Énergie et Banques. Le total de la protection vendue a diminué de 73 millions de dollars, ou 48 %, en raison principalement de l'échéance de contrats.

La juste valeur négative brute totale a affiché une baisse de 9 millions de dollars, résultat qui tient principalement à l'échéance de contrats.

Troisième trimestre de 2009 par rapport au deuxième trimestre de 2009

La valeur nominale brute des dérivés de crédit émis à des fins autres que de négociation a baissé de 0,2 milliard de dollars, ou 8 %, par rapport au trimestre précédent, résultat qui reflète principalement le raffermissement du dollar canadien sur la valeur de conversion des soldes libellés principalement en dollars américains. Le total de la protection achetée a reculé de 0,2 milliard de dollars, ou 8 %. Ce recul a touché principalement les secteurs Mines et métaux, Services financiers autres que ceux fournis par des banques, Autres, États souverains et Industrie automobile. Ce recul a été neutralisé en partie par la hausse des risques liés aux secteurs Banques, Énergie, et Secteur immobilier et secteurs connexes. Le total de la protection vendue a subi une baisse de 8 millions de dollars, ou 9 %.

La juste valeur positive brute totale a diminué de 155 millions de dollars, ou 49 %, en raison principalement du resserrement des écarts de taux.

Rendement au chapitre de la qualité du crédit

Dotation à la provision pour pertes sur créances

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le			Pour la période de neuf mois terminée le	
	31 juillet 2009	30 avril 2009	31 juillet 2008	31 juillet 2009	31 juillet 2008
Canada (1)					
Prêts hypothécaires résidentiels	5 \$	6 \$	– \$	17 \$	4 \$
Prêts aux particuliers	125	116	78	342	265
Prêts sur cartes de crédit	107	97	66	285	195
Prêts aux petites entreprises	14	13	11	42	32
Prêts de détail	251	232	155	686	496
Prêts de gros	193	(8)	20	359	88
Dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances	444	224	175	1 045	584
États-Unis (1)					
Prêts de détail	56	98	18	203	48
Prêts de gros	189	409	127	760	311
Dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances	245	507	145	963	359
Autres pays (1)					
Prêts de détail	6	10	4	22	11
Prêts de gros	14	10	1	28	2
Dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances	20	20	5	50	13
Total de la dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances	709	751	325	2 058	956
Dotation à la provision générale (2)	61	223	9	433	20
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances (1)	770 \$	974 \$	334 \$	2 491 \$	976 \$
Services bancaires canadiens (3)	340 \$	351 \$	204 \$	961 \$	642 \$
Services bancaires internationaux (3)	230	289	137	719	299
Marchés des Capitaux (3)	177	145	20	482	106
Services de soutien généraux (2), (3)	23	189	(28)	329	(72)

- (1) Les données d'ordre géographique s'appuient sur le lieu de résidence de l'emprunteur.
- (2) La dotation à la provision pour pertes sur créances comptabilisée dans le secteur Services de soutien généraux se compose de la dotation à la provision générale et d'un ajustement lié à la dotation à la provision pour pertes sur créances au titre des prêts sur cartes de crédit titrisés qui sont gérés par le secteur Services bancaires canadiens. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2008.
- (3) Les secteurs pour lesquels le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances est important sont illustrés dans le tableau ci-dessus. Avec prise d'effet au quatrième trimestre de 2008, les variations de la provision pour pertes sur créances – provision générale sont prises en compte prospectivement dans les résultats du secteur Services de soutien généraux. Pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2008, la dotation à la provision générale avait principalement trait au secteur Services bancaires internationaux (20 millions de dollars).

Troisième trimestre de 2009 par rapport au troisième trimestre de 2008

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances s'est établi à 770 millions de dollars, en hausse de 436 millions par rapport à l'exercice précédent. Ce résultat est principalement imputable à la hausse de 384 millions de dollars de la dotation aux provisions

spécifiques pour pertes sur créances et à l'augmentation de 61 millions de la dotation à la provision générale au cours du trimestre considéré.

La dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances du secteur Services bancaires canadiens a augmenté de 136 millions de dollars, ou 67 %, résultat qui reflète essentiellement les taux de pertes plus élevés liés à tous les produits, particulièrement les prêts sur cartes de crédit et les prêts aux particuliers non garantis découlant de la détérioration de la conjoncture économique et de la hausse des faillites. Le nombre plus élevé de prêts aux entreprises classés comme prêts douteux a également contribué à l'augmentation. Notre portefeuille de prêts hypothécaires résidentiels, qui a continué d'afficher un bon rendement, a représenté, dans le passé, une tranche nominale de la dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances exprimée en pourcentage du montant net des prêts et des acceptations en cours. Bien que le nombre de prêts hypothécaires résidentiels classés comme prêts douteux ait augmenté, nous sommes persuadés que nos pertes demeureront faibles, mais qu'elles subiront dans une certaine mesure les contrecoups du cycle du crédit et de la conjoncture économique.

La dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances du secteur Services bancaires internationaux s'est accrue de 102 millions de dollars, ou 80 %. Cette hausse, qui est principalement liée aux services bancaires aux États-Unis, reflète en grande partie le nombre plus élevé de prêts douteux liés à nos portefeuilles de prêts commerciaux, de prêts pour l'achat de lots, de produits de financement aux fins d'accession à la propriété et de prêts hypothécaires résidentiels, lequel découle de la détérioration continue du crédit. L'augmentation tient également à l'incidence de l'affaiblissement du dollar canadien sur la valeur de conversion de la dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances libellée en dollars américains.

La dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances du secteur Marchés des Capitaux a augmenté de 157 millions de dollars, résultat qui reflète principalement un prêt précis et un petit nombre de prêts douteux liés principalement à notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises au Canada, qui touchent des clients spécifiques des secteurs Produits de financement, Technologie et médias et Produits industriels.

La dotation à la provision générale s'est accrue de 52 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent, résultat qui est lié principalement aux services bancaires aux États-Unis et qui reflète en grande partie la détérioration continue de notre portefeuille de prêts commerciaux et les taux de pertes plus élevés liés à notre portefeuille de prêts de détail.

Troisième trimestre de 2009 par rapport au troisième trimestre de 2008 (résultats sur neuf mois)

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances s'est établi à 2,5 milliards de dollars, en hausse de 1,5 milliard par rapport à l'exercice précédent. Ce résultat tient principalement à la hausse de 1,1 milliard de dollars de la dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances et à l'augmentation de la dotation à la provision générale.

La dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances du secteur Services bancaires canadiens a augmenté de 319 millions de dollars, résultat qui est imputable aux taux de pertes plus élevés liés à la plupart des produits, et plus particulièrement aux prêts sur cartes de crédit, aux prêts aux entreprises et aux prêts aux particuliers non garantis.

La dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances du secteur Services bancaires internationaux s'est accrue de 440 millions de dollars et elle a trait en grande partie aux services bancaires aux États-Unis. Ce résultat tient à l'accroissement des prêts douteux liés à notre portefeuille de prêts commerciaux, à nos activités de financement de constructeurs résidentiels, à notre portefeuille de prêts pour l'achat de lots, à nos produits de financement aux fins d'accession à la propriété et à notre portefeuille de prêts hypothécaires résidentiels. Le résultat à la hausse tient également à l'incidence de l'affaiblissement du dollar canadien sur la valeur de conversion de la dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances libellée en dollars américains.

La dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances du secteur Marchés des Capitaux a augmenté de 376 millions de dollars, en raison d'un petit nombre de prêts douteux et d'un prêt précis au sein de notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises, qui touchent des clients spécifiques des secteurs Services financiers autres que ceux fournis par des banques, Produits de financement et Technologie et médias.

La dotation à la provision générale s'est accrue de 413 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent, résultat qui reflète la hausse des dotations aux provisions, laquelle a trait principalement aux services bancaires aux États-Unis et découle de la détérioration de notre portefeuille de prêts commerciaux et des taux de pertes plus élevés liés à notre portefeuille de prêts de détail. L'augmentation tient également à notre portefeuille au Canada, en raison des taux de pertes plus élevés liés aux prêts de détail non garantis et de la détérioration de notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises.

Troisième trimestre de 2009 par rapport au deuxième trimestre de 2009

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 204 millions de dollars, ou 21 %, par rapport au trimestre précédent. Ce résultat tient principalement à la diminution de 162 millions de dollars de la dotation à la provision générale et à la réduction de 42 millions de la dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances, qui sont principalement liées aux services bancaires aux États-Unis.

La dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances du secteur Services bancaires canadiens a reculé de 11 millions de dollars, résultat qui tient à la diminution des dotations aux provisions au titre des prêts aux entreprises, neutralisée en partie par l'augmentation des taux de pertes liés à nos prêts de détail non garantis, y compris les prêts sur cartes de crédit.

La dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances du secteur Services bancaires internationaux a diminué de 59 millions de dollars et elle est principalement liée aux services bancaires aux États-Unis, et plus particulièrement aux activités de financement de constructeurs résidentiels; elle tient au ralentissement de la détérioration du crédit et à l'incidence du raffermissement du dollar canadien par rapport au dollar américain. Le ralentissement de la détérioration du crédit lié à nos activités de financement de constructeurs résidentiels reflétait la hausse des remboursements et le nombre moins élevé de nouveaux prêts douteux découlant de la réduction générale de ce portefeuille. Les dotations aux provisions spécifiques pour pertes sur créances au titre des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts pour l'achat de lots ont diminué, en raison essentiellement du nombre moins élevé de nouveaux prêts douteux et de l'incidence du raffermissement du dollar canadien par rapport au dollar américain. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des provisions liées à notre portefeuille de prêts commerciaux, laquelle a été contrebalancée dans une certaine mesure par l'incidence du raffermissement du dollar canadien par rapport au dollar américain. Bien que le rythme du ralentissement économique aux États-Unis ait diminué, les portefeuilles de services bancaires aux États-Unis, particulièrement en ce qui a trait au crédit à la consommation et aux prêts commerciaux aux États-Unis, continueront de subir des pressions jusqu'à ce que l'économie présente une amélioration soutenue.

La dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances du secteur Marchés des Capitaux a augmenté de 32 millions de dollars, ou 22 %, en raison principalement d'un prêt précis et d'un petit nombre de prêts douteux liés à notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises au Canada, facteur neutralisé en partie par la réduction des provisions au titre de notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises aux États-Unis.

La dotation à la provision générale a reculé de 162 millions de dollars par rapport au trimestre précédent, résultat qui reflète essentiellement la baisse des dotations aux provisions liées à nos portefeuilles de prêts bancaires aux États-Unis et de prêts non garantis au Canada.

Montant brut des prêts douteux

(en millions de dollars canadiens)	Au		
	31 juillet 2009	30 avril 2009	31 juillet 2008
Canada (1)			
Prêts de détail	643 \$	589 \$	378 \$
Prêts de gros	716	758	366
États-Unis (1)			
Prêts de détail	265	242	98
Prêts de gros	2 028	2 229	1 065
Autres pays (1)			
Prêts de détail	202	216	132
Prêts de gros	304	183	117
Montant brut total des prêts douteux	4 158 \$	4 217 \$	2 156 \$
Services bancaires canadiens (2)	1 204 \$	1 173 \$	738 \$
Services bancaires internationaux (2)	2 196	2 271	1 115
Marchés des Capitaux (2)	757	772	300

- (1) Les données d'ordre géographique s'appuient sur le lieu de résidence de l'emprunteur.
 (2) Les secteurs pour lesquels le montant brut des prêts douteux est important sont illustrés dans le tableau ci-dessus.

Troisième trimestre de 2009 par rapport au troisième trimestre de 2008

Le montant brut total des prêts douteux a augmenté de 2 milliards de dollars par rapport à l'exercice précédent.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Services bancaires canadiens a augmenté de 466 millions de dollars, ou 63 %, en raison du nombre plus élevé de prêts douteux liés à nos portefeuilles de prêts aux entreprises, de prêts résidentiels et de prêts aux particuliers non garantis.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Services bancaires internationaux a augmenté de 1,1 milliard de dollars, résultat qui est principalement lié aux services bancaires aux États-Unis et qui reflète la hausse du nombre de prêts douteux liés à notre portefeuille de prêts commerciaux, à nos activités de financement de constructeurs résidentiels, à nos portefeuilles de prêts hypothécaires résidentiels et de prêts pour l'achat de lots, ainsi qu'à nos produits de financement aux fins d'accession à la propriété. La croissance du nombre de prêts douteux liés à nos portefeuilles de prêts de détail et de prêts de gros découlant de nos activités bancaires traditionnelles dans les Antilles et de l'acquisition de RBTT a également contribué à la hausse. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les remboursements et les radiations liés à nos activités de financement de constructeurs résidentiels et à nos portefeuilles de prêts de détail et de prêts commerciaux aux États-Unis.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Marchés des Capitaux s'est accru de 457 millions de dollars, résultat qui reflète un petit nombre de prêts douteux liés à nos portefeuilles de prêts aux grandes entreprises et touchant des clients spécifiques des secteurs Services financiers autres que ceux fournis par des banques, Produits industriels et Banques, facteur neutralisé en partie par les radiations liées à certains conduits administrés par RBC.

Troisième trimestre de 2009 par rapport au deuxième trimestre de 2009

Le montant brut total des prêts douteux a reculé de 59 millions de dollars, ou 1 %.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Services bancaires canadiens a augmenté de 31 millions de dollars, ou 3 %, en raison de la hausse des prêts hypothécaires résidentiels classés comme douteux, neutralisée en partie par les radiations liées à nos portefeuilles de prêts aux particuliers non garantis et de prêts aux entreprises.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Services bancaires internationaux a reculé de 75 millions de dollars, ou 3 %, résultat qui est lié principalement aux services bancaires aux États-Unis et plus

précisément aux activités de financement de constructeurs résidentiels, et qui reflète le ralentissement de la détérioration du crédit découlant des remboursements à la hausse, des radiations et du nombre moins élevé de nouveaux prêts douteux. L'incidence du raffermissement du dollar canadien sur la valeur de conversion du montant brut des prêts douteux libellé en dollars américains a également contribué au recul. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par le nombre plus élevé de prêts douteux liés aux prêts de gros de RBTT et par la réduction des radiations liées à nos portefeuilles de prêts de détail et de prêts commerciaux aux États-Unis par rapport au trimestre précédent.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Marchés des Capitaux a diminué de 15 millions de dollars, résultat qui reflète en grande partie les radiations liées aux secteurs Produits de financement et Technologie et médias, l'incidence du raffermissement du dollar canadien par rapport au dollar américain, et les remboursements. La diminution a été neutralisée en partie par un petit nombre de nouveaux prêts douteux liés aux secteurs Produits de financement, Banques, Technologie et médias, et Énergie.

Provision pour pertes sur créances

(en millions de dollars canadiens)	Au		
	31 juillet 2009	30 avril 2009	31 juillet 2008
Provisions spécifiques pour pertes sur créances			
Canada (1)	379 \$	360 \$	229 \$
États-Unis (1)	504	488	279
Autres pays (1)	162	134	95
Total des provisions spécifiques pour pertes sur créances	1 045	982	603
Provision générale			
Prêts de détail	986	983	627
Prêts de gros	881	911	710
Total de la provision générale (2)	1 867	1 894	1 337
Total de la provision pour pertes sur créances	2 912 \$	2 876 \$	1 940 \$
Services bancaires canadiens (3)	307 \$	299 \$	967 \$
Services bancaires internationaux (3)	452	413	582
Marchés des Capitaux (3)	286	271	390
Services de soutien généraux (3)	1 867	1 893	(1)

- (1) Les données d'ordre géographique s'appuient sur le lieu de résidence de l'emprunteur.
 (2) Au troisième trimestre, nous avons reclassé dans les secteurs géographiques États-Unis et Autres pays une portion de la provision générale au titre des portefeuilles de prêts qui avait été comptabilisée dans le secteur Canada aux premier et deuxième trimestres de 2009, de manière à mieux refléter la façon dont la provision générale est gérée.
 (3) Les secteurs pour lesquels le total de la provision pour pertes sur créances est important sont illustrés dans le tableau ci-dessus. Avec prise d'effet au quatrième trimestre de 2008, la provision pour pertes sur créances – provision générale est prise en compte prospectivement dans les résultats du secteur Services de soutien généraux. Au 31 juillet 2008, la provision générale visait principalement les secteurs Services bancaires canadiens (750 millions de dollars), Services bancaires internationaux (302 millions) et Marchés des Capitaux (285 millions).

Troisième trimestre de 2009 par rapport au troisième trimestre de 2008

Le total de la provision pour pertes sur créances a augmenté de 972 millions de dollars, ou 50 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui reflète la hausse de 530 millions de la provision générale, laquelle est liée principalement à nos services bancaires aux États-Unis

et, dans une moindre mesure, à nos portefeuilles de prêts de détail et de prêts aux grandes entreprises au Canada, ainsi que l'augmentation de 442 millions des provisions spécifiques.

Troisième trimestre de 2009 par rapport au deuxième trimestre de 2009

Le total de la provision pour pertes sur créances a augmenté de 36 millions de dollars, par rapport au trimestre précédent, en raison principalement d'une augmentation de 63 millions des provisions spécifiques, neutralisée en partie par l'incidence du raffermissement du dollar canadien sur la valeur de conversion de la provision pour pertes sur créances libellée en dollars américains. La provision générale a diminué de 27 millions de dollars, résultat qui tient essentiellement à l'incidence du raffermissement du dollar canadien par rapport au dollar américain et au reclassement d'une portion de la provision générale au titre des prêts de gros, qui est compensée dans la provision spécifique et concerne les prêts acquis dans le cadre de l'acquisition de RBTT. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'augmentation de la provision générale dont il est fait mention précédemment.

Prêts bancaires aux États-Unis

(en millions de dollars canadiens)	Au		
	31 juillet 2009	30 avril 2009	31 juillet 2008
Prêts de détail			
Prêts hypothécaires résidentiels	2 935 \$	3 312 \$	2 431 \$
Financement aux fins d'accession à la propriété	4 151	4 575	3 434
Prêts pour l'achat de lots	859	1 007	1 037
Prêts sur cartes de crédit	198	204	154
Autres	234	297	287
	8 377 \$	9 395 \$	7 343 \$
Prêts de gros			
Prêts commerciaux	12 775 \$	14 462 \$	12 354 \$
Financement aux constructeurs résidentiels	1 485	1 852	1 965
RBC Real Estate Finance Inc. (REFI)	616	827	1 193
Autres	247	274	254
	15 123 \$	17 415 \$	15 766 \$
Total des prêts bancaires aux États-Unis	23 500 \$	26 810 \$	23 109 \$

Le total des prêts bancaires aux États-Unis a diminué de 3,3 milliards de dollars par rapport au trimestre précédent, résultat qui reflète en grande partie l'incidence du raffermissement du dollar canadien sur les prêts libellés en dollars américains, ainsi que la réduction des activités de financement de constructeurs résidentiels et des prêts commerciaux. Nos activités de financement de constructeurs résidentiels aux États-Unis se composent d'un montant de 1,5 milliard de dollars au titre de nos activités de financement de constructeurs en cours et d'un montant de 0,6 milliard relatif à RBC Real Estate Finance Inc. (REFI), une filiale en propriété exclusive créée afin de gérer l'abandon graduel de nos activités de financement de constructeurs résidentiels dans les États suivants : Californie, Washington, Arizona, Utah, Illinois et Colorado (soit des États non compris dans notre réseau), ainsi que de certains autres prêts douteux liés aux activités de financement de constructeurs résidentiels dans les États compris dans notre réseau.

Risque de marché

La volatilité du marché s'est atténuée au troisième trimestre de 2009, par rapport au degré de volatilité élevé enregistré au cours des trimestres précédents. Cette volatilité accrue par rapport aux périodes précédentes est maintenant pleinement prise en compte dans les données historiques utilisées aux fins de l'application du modèle de scénario de la valeur à risque (VAR) globale et elle continue de se traduire par des niveaux de la VAR à la hausse d'un exercice à l'autre. Au troisième trimestre, la moyenne de la VAR a diminué par rapport au deuxième trimestre, en raison principalement de l'appréciation du dollar canadien et de la plus grande stabilité des niveaux de la VAR liés à nos

activités de négociation libellées en devises. Ces facteurs ont donné lieu à une diminution de l'équivalent en dollars canadiens de la VAR liée à nos activités de négociation libellées en devises.

Le tableau ci-après illustre notre VAR globale par catégorie de risque important liée au total de nos activités de négociation selon notre démarche d'attribution du capital fondée sur des modèles, ainsi que l'effet de diversification de nos portefeuilles, lequel représente l'écart entre la VAR globale et la somme des VAR individuelles par facteur de risque.

Revenus de négociation et VAR globale

(en millions de dollars canadiens)	31 juillet 2009				30 avril 2009		31 juillet 2008	
	Pour le trimestre terminé				Au 30 avril	Pour le trimestre terminé Moyenne	Au 31 juillet	Pour le trimestre terminé Moyenne
	Au 31 juillet	Moyenne	Haut	Bas				
Actions	13 \$	10 \$	14 \$	7 \$	10 \$	10 \$	10 \$	11 \$
Change	3	3	7	2	4	3	1	3
Marchandises	2	1	2	1	3	1	2	3
Taux d'intérêt	49	49	56	42	51	56	23	26
Risque spécifique lié au crédit	9	9	11	7	11	9	7	7
Effet de diversification	(21)	(20)	(27)	(11)	(21)	(19)	(19)	(23)
VAR globale	55 \$	52 \$	62 \$	44 \$	58 \$	60 \$	24 \$	27 \$

(en millions de dollars canadiens)	31 juillet 2009				31 juillet 2008	
	Pour la période de neuf mois terminée				Pour la période de neuf mois terminée	
	Au 31 juillet	Moyenne	Haut	Bas	Au 31 juillet	Moyenne
Actions	13 \$	11 \$	21 \$	6 \$	10 \$	13 \$
Change	3	4	13	2	1	3
Marchandises	2	1	4	-	2	2
Taux d'intérêt	49	49	69	20	23	24
Risque spécifique lié au crédit	9	10	14	7	7	6
Effet de diversification	(21)	(22)	(27)	(14)	(19)	(21)
VAR globale	55 \$	53 \$	70 \$	26 \$	24 \$	27 \$

Troisième trimestre de 2009 par rapport au troisième trimestre de 2008

La moyenne de la VAR globale pour le trimestre s'est établie à 52 millions de dollars, en hausse de 25 millions par rapport à l'exercice précédent. Cette hausse reflète en grande partie la volatilité accrue des taux d'intérêt et des marchés du crédit. La diminution de l'effet de diversification, qui est passé de 46 % à 28 %, explique également l'augmentation de la VAR globale.

Troisième trimestre de 2009 par rapport au troisième trimestre de 2008 (résultats sur neuf mois)

La moyenne de la VAR globale pour la période s'est établie à 53 millions de dollars, en hausse de 26 millions par rapport à l'exercice précédent. Cette hausse reflète en grande partie la volatilité accrue des taux d'intérêt et des marchés du crédit. La diminution de l'effet de diversification, qui est passé de 44 % à 29 %, explique également l'augmentation de la VAR globale.

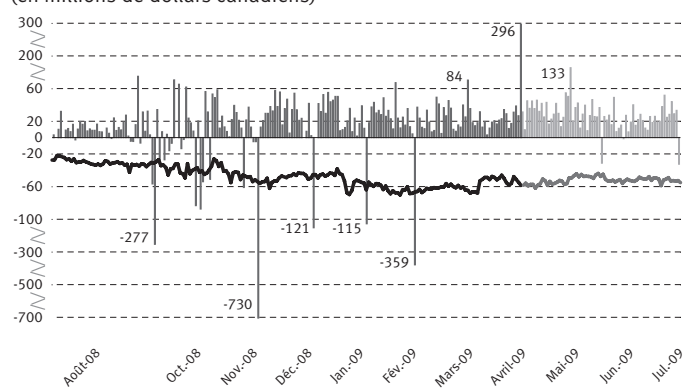
Troisième trimestre de 2009 par rapport au deuxième trimestre de 2009

La moyenne de la VAR globale pour le trimestre s'est établie à 52 millions de dollars, en baisse de 8 millions comparativement au trimestre précédent. Cette baisse reflète principalement l'incidence du raffermissement du dollar canadien sur la valeur de conversion des instruments financiers libellés en devises.

La VAR globale, qui se chiffrait à 55 millions de dollars à la fin du trimestre, a diminué de 3 millions comparativement à la VAR globale enregistrée à la fin du dernier trimestre. Ce résultat reflète principalement la diminution du risque de taux d'intérêt et du risque spécifique lié au crédit.

Revenus de négociation et VAR globale

(en millions de dollars canadiens)



|| Revenus de négociation quotidiens — VAR globale de négociation
Revenus de négociation nets quotidiens majorés au montant imposable équivalent, exception faite de EDDV et des portefeuilles aux fins comptables

(1) Revenus de négociation majorés au montant imposable équivalent, exception faite des revenus liés aux EDDV consolidées

Au cours du trimestre, nous avons connu trois séances marquées par des pertes de négociation nettes. La VAR globale n'a pas été dépassée au cours de ces séances.

Évaluation des risques du marché – activités bancaires autres que de négociation

Le tableau ci-dessus présente l'incidence potentielle avant impôts d'une augmentation ou d'une diminution immédiate et soutenue de 100 points de base des taux d'intérêt sur le revenu net d'intérêt et sur la valeur économique des capitaux propres de notre portefeuille autre que de négociation, en présumant qu'aucune opération de couverture supplémentaire n'est effectuée. Ces mesures sont fondées sur des hypothèses formulées par la haute direction et elles sont validées par des recherches empiriques. Toutes les mesures du risque de taux d'intérêt sont fondées sur nos positions de taux d'intérêt à un moment donné et elles changent continuellement en raison de nos activités commerciales et de nos activités de gestion des risques. Au troisième trimestre de 2009, notre exposition au risque de taux d'intérêt s'est située dans les limites de notre objectif.

	31 juillet 2009						30 avril 2009		31 juillet 2008	
	Risque lié à la valeur économique des capitaux propres			Risque lié au revenu net d'intérêt			Risque lié à la valeur économique des capitaux propres	Risque lié au revenu net d'intérêt	Risque lié à la valeur économique des capitaux propres	Risque lié au revenu net d'intérêt
	Incidence du dollar canadien	Incidence du dollar américain (1)	Incidence de toutes les devises	Incidence du dollar canadien	Incidence du dollar américain (1)	Incidence de toutes les devises				
(en millions de dollars canadiens)										
Avant l'incidence fiscale d'une :										
augmentation des taux de 100 p.b.	(374)\$	(31)\$	(405)\$	292 \$	33 \$	325 \$	(440)\$	228 \$	(480)\$	35 \$
diminution des taux de 100 p.b.	310	41	351	(103)	(27)	(130)	353	(48)	397	(57)

(1) Représente l'incidence sur les portefeuilles autres que de négociation détenus par nos Services bancaires aux États-Unis.

Gestion du capital

Capital réglementaire, actif ajusté en fonction des risques et ratios de capital (1)

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Accord de Bâle II		
	Au		
	31 juillet 2009	30 avril 2009	31 juillet 2008
Capital			
Capital de première catégorie	31 324 \$	30 274 \$	24 008 \$
Capital total	34 866	35 290	29 579
Actif ajusté en fonction des risques			
Risque de crédit	189 938 \$	211 585 \$	205 888 \$
Risque de marché	17 637	20 100	17 594
Risque opérationnel	35 434	33 962	30 707
Total de l'actif ajusté en fonction des risques	243 009 \$	265 647 \$	254 189 \$
Ratios de capital			
Capital de première catégorie	12,9 %	11,4 %	9,4 %
Capital total	14,4 %	13,3 %	11,6 %
Coefficient actif/capital	16,3X	16,3X	19,5X

(1) Les ratios de capital au 31 juillet 2008 ont été mis à jour afin de tenir compte d'un retraitement des bénéfices non répartis. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Questions et contrôles comptables.

Notre situation de capital s'est améliorée au cours des neuf premiers mois de 2009, par suite de l'émission de capital réglementaire supplémentaire à des fins commerciales générales et par l'intermédiaire de capitaux autogénérés à l'interne grâce aux bénéfices. Par conséquent, nos ratios de capital demeurent bien supérieurs aux cibles réglementaires.

Troisième trimestre de 2009 par rapport au troisième trimestre de 2008

Au 31 juillet 2009, le ratio du capital de première catégorie était de 12,9 % et le ratio du capital total, de 14,4 %.

Le ratio du capital de première catégorie a augmenté de 350 points de base, augmentation qui tient principalement à l'émission, au cours des deux premiers trimestres de 2009, de capital d'un montant de 4,6 milliards de dollars, à la baisse de l'actif ajusté en fonction des

risques, à la diminution des pertes de change non réalisées et aux capitaux autogénérés à l'interne grâce aux bénéfices au cours de la période.

Le ratio du capital total a augmenté de 280 points de base, en raison principalement des mêmes facteurs dont il est fait mention ci-dessus, contrebalancés en partie par le rachat et l'arrivée à échéance de certaines débetures subordonnées.

L'actif ajusté en fonction des risques a diminué de 11,2 milliards de dollars, ou 4 %, en raison principalement de la réduction des risques liés aux prêts de gros et des améliorations apportées à notre classification des risques liés aux actifs, contrebalancées en partie par la détérioration du crédit des grandes entreprises et la hausse de l'actif ajusté en fonction des risques lié au risque opérationnel.

Au 31 juillet 2009, notre coefficient actif/capital, qui s'établissait à 16,3 fois, avait diminué de 3,2 fois par rapport à l'exercice précédent, principalement en raison des mêmes facteurs concernant le capital dont il est question ci-dessus, contrebalancés en partie par le rachat de certaines débetures subordonnées.

Troisième trimestre de 2009 par rapport au deuxième trimestre de 2009

Le ratio du capital de première catégorie a augmenté de 150 points de base par rapport au trimestre précédent, principalement en raison d'une baisse de l'actif ajusté en fonction des risques ainsi que des capitaux autogénérés à l'interne grâce aux bénéfices.

Le ratio du capital total a augmenté de 110 points de base, augmentation découlant essentiellement des mêmes facteurs dont il est fait mention précédemment, contrebalancés en partie par le rachat de certaines débetures subordonnées au cours du trimestre considéré.

L'actif ajusté en fonction des risques a diminué de 22,6 milliards de dollars, ou 9 %, essentiellement en raison de l'appréciation du dollar canadien sur la valeur de conversion des actifs libellés en devises, d'une réduction des risques liés aux prêts de gros, ainsi que des améliorations apportées à notre classification des risques liés aux actifs.

Notre coefficient actif/capital est demeuré inchangé, s'établissant à 16,3 fois, en raison de l'incidence de la baisse du montant brut de l'actif ajusté ainsi que des capitaux autogénérés à l'interne grâce aux bénéfices, lesquels ont été neutralisés par le rachat de certaines débetures subordonnées.

Principales données concernant les actions (1)

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action)	Au 31 juillet 2009	
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant
Actions ordinaires en circulation	1 412 235	12 864 \$
Actions privilégiées de premier rang en circulation		
À dividende non cumulatif, série W (2)	12 000	300 \$
À dividende non cumulatif, série AA	12 000	300
À dividende non cumulatif, série AB	12 000	300
À dividende non cumulatif, série AC	8 000	200
À dividende non cumulatif, série AD	10 000	250
À dividende non cumulatif, série AE	10 000	250
À dividende non cumulatif, série AF	8 000	200
À dividende non cumulatif, série AG	10 000	250
À dividende non cumulatif, série AH	8 500	213
À dividende non cumulatif, série AJ (3)	16 000	400
À dividende non cumulatif, série AL (3)	12 000	300
À dividende non cumulatif, série AN (3)	9 000	225
À dividende non cumulatif, série AP (3)	11 000	275
À dividende non cumulatif, série AR (3)	14 000	350
À dividende non cumulatif, série AT (3)	11 000	275
À dividende non cumulatif, série AV (3)	16 000	400
À dividende non cumulatif, série AX (3)	13 000	325
Actions autodétenues – privilégiées	(30)	(1)
Actions autodétenues – ordinaires	(2 113)	(97)
Actions échangeables de RBC PH&N Holdings Inc.	6 413	324

- (1) Pour plus de détails au sujet des principales activités de gestion du capital, se reporter à la note 11 des Notes complémentaires de nos états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés.
- (2) Les actions privilégiées de premier rang, série W, comportent une option de conversion et, au 31 juillet 2009, ces actions n'étaient pas encore convertibles.
- (3) Le taux de dividende sera révisé tous les cinq ans.

Le 1^{er} juin 2009, nous avons racheté la totalité de nos débetures subordonnées en circulation d'un montant de 1 milliard de dollars échéant le 1^{er} juin 2014, pour un montant égal à leur valeur nominale, majoré des intérêts courus, et ce rachat a été financé à même nos fonds généraux.

Au 31 juillet 2009, le nombre d'options sur actions en cours et pouvant être exercées s'établissait à 20 671 000 et à 15 599 000, respectivement. Pour le trimestre terminé le 31 juillet 2009, nous avons déclaré des dividendes de 705 millions de dollars et de 73 millions sur nos actions ordinaires et nos actions privilégiées, respectivement.

Au 21 août 2009, le nombre d'actions ordinaires et d'options sur actions en circulation ou en cours se chiffrait à 1 412 297 000 et à 20 605 000, respectivement. Au 21 août 2009, le nombre de nos actions privilégiées et ordinaires autodétenues s'établissait à 41 000 et à 2 115 000, respectivement.

Ratios de capital de notre principale filiale bancaire

	Au		
	31 juillet 2009	30 avril 2009	31 juillet 2008
RBC Bank (USA) (1), (2)			
Ratio du capital de première catégorie	9,9 %	9,3 %	9,5 %
Ratio du capital total	13,1 %	12,6 %	12,6 %

- (1) Calculé selon les lignes directrices publiées par le Federal Reserve Board des États-Unis et formulées conformément à l'accord de Bâle I, car les États-Unis ne comptent pas adopter l'accord de Bâle II avant 2010.
- (2) Étant donné que l'exercice s'échelonne du 1^{er} janvier au 31 décembre, les ratios illustrés sont présentés au 30 juin 2009, au 31 mars 2009 et au 30 juin 2008, respectivement.

Capital économique (1)

(soldes moyens en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le		
	31 juillet 2009	30 avril 2009	31 juillet 2008
Risque de crédit	10 150 \$	10 500 \$	8 350 \$
Risque de marché (activités de négociation et autres que de négociation)	2 250	2 550	1 850
Risque opérationnel	3 800	3 450	3 050
Risque commercial et risque lié aux immobilisations corporelles	2 450	2 300	2 350
Risque d'assurance	150	150	150
Capital de risque	18 800 \$	18 950 \$	15 750 \$
Écart d'acquisition et actifs incorporels	10 450	12 100	8 400
Capital économique	29 250 \$	31 050 \$	24 150 \$
Sous-attribution (surattribution) de capital (2)	950	(650)	1 100
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	30 200 \$	30 400 \$	25 250 \$

- (1) Le capital économique est une mesure utilisée non seulement aux fins de la gestion du rendement, mais aussi afin d'évaluer l'adéquation de nos fonds propres. Notre politique a pour objectif de maintenir un niveau de capitaux disponibles, composés de capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, de même que d'autres instruments dont la permanence est analogue à celle des titres de capitaux et qui permettent d'absorber les pertes, qui excède considérablement le capital économique.
- (2) La sous-attribution de capital au troisième trimestre de 2009 comparativement à la surattribution de capital au deuxième trimestre reflète essentiellement la diminution du capital économique attribué. La sous-attribution et la surattribution sont présentées dans les services de soutien généraux.

Troisième trimestre de 2009 par rapport au troisième trimestre de 2008

Le capital économique a augmenté de 5,1 milliards de dollars par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de la hausse de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels, ainsi que d'une augmentation du capital lié au risque de crédit, au risque opérationnel et au risque de marché. La hausse de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels découle essentiellement de l'incidence de l'affaiblissement du dollar canadien sur la valeur de conversion de l'écart d'acquisition libellé en devises et du reclassement des logiciels dans les actifs incorporels en raison d'une modification de convention comptable au premier trimestre de 2009. L'augmentation du capital lié au risque de crédit tient essentiellement à la diminution de la qualité du crédit, à la croissance des activités et à l'incidence de l'affaiblissement du dollar canadien sur la valeur de conversion des actifs libellés en devises. Le capital lié au risque opérationnel a augmenté principalement en raison de la hausse des revenus, tandis que la hausse du capital lié au risque de marché découle de la croissance du portefeuille et de la volatilité du marché.

Troisième trimestre de 2009 par rapport au deuxième trimestre de 2009

Le capital économique a diminué de 1,8 milliard de dollars par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de la baisse de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels, ainsi que d'une diminution du capital lié au risque de crédit et au risque de marché, contrebalancées en partie par une augmentation du capital lié au risque opérationnel. La baisse de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels s'explique essentiellement par une charge au titre de la dépréciation de l'écart d'acquisition dans le secteur Services bancaires internationaux et par l'incidence de l'appréciation du dollar canadien sur la valeur de conversion de l'écart d'acquisition libellé en devises. La diminution du capital lié au risque de crédit découle principalement de l'incidence de l'appréciation du dollar canadien sur la valeur de conversion des actifs libellés en devises. La diminution du capital lié au risque de marché est essentiellement attribuable à la réduction de la taille du portefeuille et de la volatilité du marché au cours du trimestre précédent. Le capital lié au risque opérationnel a augmenté principalement en raison de la hausse des revenus.

Risque d'illiquidité et de financement

Au cours du trimestre, nous avons maintenu notre position de liquidité et de financement, qui demeure à notre avis appropriée aux fins de la mise à exécution de notre stratégie. Il n'y a eu aucun changement important à notre cadre de gestion des liquidités et du financement depuis le 4 décembre 2008, et le risque d'illiquidité et de financement auquel nous sommes exposés demeure bien en deçà de notre seuil de tolérance au risque. Le marché du financement à terme bancaire non garanti par les gouvernements s'est amélioré de façon importante au cours des deux derniers trimestres. Nonobstant le fait que le rétablissement des conditions d'emprunt pourrait s'avérer temporaire, nous ne sommes au courant d'aucune autre tendance ou demande ni d'aucun autre engagement ou événement susceptible d'entraîner un changement important de notre profil de risque.

Les dépôts de particuliers constituent notre principale source de fonds prévisibles. Certains groupes de clients commerciaux et institutionnels maintiennent également des soldes relationnels dont la volatilité est relativement faible. Pris dans leur ensemble, ces clients représentent une source très stable de dépôts de base dans la plupart des contextes imaginables, puisqu'ils sont généralement moins sensibles aux rebondissements du marché que les prêteurs sur opérations et les investisseurs, en raison des répercussions de l'assurance-dépôts et de leurs relations, parfois même exclusives, avec nous. Nos dépôts de base, qui tiennent compte de nos estimations statistiques des tranches très stables du total des soldes relationnels, des soldes des dépôts des particuliers et des dépôts des clients commerciaux et institutionnels (dépôts à vue et dépôts à terme fixe), ainsi que des fonds de gros venant à échéance dans plus de un an, représentaient tout dernièrement 60 % du total des dépôts, soit une hausse de 1 % depuis les dernières données présentées en mai 2009.

Nos actifs liquides se composent principalement d'un groupe diversifié de titres négociables et liquides auxquels des cotes élevées ont été attribuées, et ils comprennent des portefeuilles distincts (libellés en dollars canadiens et en dollars américains) d'actifs liquides en cas d'urgence afin de composer avec les risques d'illiquidité possibles, notamment la baisse des dépôts, la réduction des prêts et

l'accroissement des garanties exigées, tant au bilan que hors bilan. Ces risques d'illiquidité ont été estimés à l'aide de modèles que nous avons élaborés ou à l'aide d'analyses de scénarios et d'évaluations des facteurs de stress que nous effectuons périodiquement. Ces portefeuilles doivent satisfaire à des niveaux minimaux d'actifs et à des critères d'admissibilité stricts, de manière à garantir un accès immédiat à des liquidités en cas d'urgence, y compris des critères d'admissibilité à titre de garantie à l'égard des avances consenties par les banques centrales.

Cotes de crédit

Le tableau ci-dessous présente nos principales cotes de crédit au 26 août 2009, qui demeurent inchangées depuis le 28 mai 2009. Nos cotes de crédit demeurent parmi les plus élevées de celles obtenues par les institutions financières à l'échelle mondiale et elles étayent notre capacité à accéder aux marchés du financement non garanti de façon concurrentielle.

	Au 26 août 2009 (1)		
	Dettes à court terme	Dettes à long terme de premier rang	Perspective
Moody's Investors Service (Moody's)	P-1	Aaa	Négative
Standard & Poor's (S&P)	A-1+	AA-	Stable
Fitch Ratings (Fitch)	F1+	AA	Stable
Dominion Bond Rating Services (DBRS)	R-1 (élevé)	AA	Stable

(1) Les cotes de crédit ne constituent pas des recommandations visant l'achat, la vente ni la détention d'une obligation financière, car elles ne fournissent pas de commentaires sur le cours du marché ni sur la pertinence pour un investisseur en particulier. Les cotes de crédit peuvent faire l'objet d'une révision ou d'un retrait par une agence de cotation en tout temps.

Obligations contractuelles

Dans le cours normal de nos affaires, nous concluons des contrats qui entraînent des engagements à l'égard des paiements minimaux futurs ayant une incidence sur nos liquidités. Selon la nature de ces

engagements, l'obligation peut être constatée au bilan ou hors bilan. Le tableau ci-dessous présente un sommaire de nos engagements de financement contractuels futurs à long terme.

	31 juillet 2009				Total	30 avril 2009	31 juillet 2008
	Moins de 1 an	De 1 an à 3 ans	De 3 ans à 5 ans	Plus de 5 ans		Total	Total
(en millions de dollars canadiens) (1)							
Financement à long terme non garanti	10 279 \$	32 423 \$	10 969 \$	3 150 \$	56 821 \$	60 060 \$	59 301 \$
Obligations couvertes	140	–	3 290	2 057	5 487	5 606	5 212
Débiteures subordonnées	62	–	–	6 486	6 548	7 750	7 995
	10 481 \$	32 423 \$	14 259 \$	11 693 \$	68 856 \$	73 416 \$	72 508 \$

(1) Les montants présentés ci-dessus excluent les intérêts courus, à l'exception des montants présentés dans la colonne « Moins de 1 an ».

Information financière supplémentaire

Incidence du contexte du marché

Pour des renseignements additionnels sur l'incidence du contexte du marché, se reporter à notre rapport annuel 2008.

L'amélioration du contexte du marché s'est poursuivie tout au long du troisième trimestre de 2009, ce qui s'est traduit par une baisse des pertes relatives au contexte du marché liées aux portefeuilles touchés et une hausse des gains liés aux ajustements favorables des évaluations de crédit étant donné que les écarts de taux des contreparties se sont resserrés pour le trimestre considéré comparativement aux périodes précédentes. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par des pertes liées aux ajustements de la juste valeur de certains titres de créance de RBC désignés comme détenus à des fins de transaction et des pertes liées aux swaps sur défaillance qui servent de couverture économique de notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises, ce qui s'explique par le resserrement de nos écarts de taux et de ceux de

nos contreparties. Ces pertes se sont traduites par une baisse de 278 millions de dollars des revenus au troisième trimestre, soit 68 millions relativement aux portefeuilles touchés et 210 millions relativement aux écarts de taux. Le bénéfice net a diminué de 150 millions de dollars.

Nous croyons que les écarts de taux se resserreront davantage lorsque les acteurs sur le marché s'attendent à des améliorations de la conjoncture économique, ce qui aura une incidence sur la perception du risque de crédit évalué à l'égard de certains instruments financiers. De façon prospective, les gains ou les pertes sur les ajustements à la juste valeur de certains titres de créance de RBC désignés comme détenus à des fins de transaction, les swaps sur défaillance et les ajustements des évaluations de crédit seront comptabilisés lorsque les écarts de taux de nos contreparties et de RBC se resserreront.

Sommaire de l'incidence du contexte du marché – gains (pertes)

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le			Pour la période de neuf mois terminée le	
	31 juillet 2009	30 avril 2009	31 juillet 2008	31 juillet 2009	31 juillet 2008
Gains (pertes) sur les portefeuilles touchés					
Titres détenus à des fins de transaction (1)	– \$	(95)\$	(357)\$	(919)\$	(1 574)\$
Titres disponibles à la vente	(68)	(129)	(141)	(449)	(208)
Incidence sur les revenus	(68)\$	(224)\$	(498)\$	(1 368)\$	(1 782)\$
Écritures de compensation	–	48	105	323	413
Économies d'impôts	25	56	130	314	483
Total après impôts et écritures de compensation connexes	(43)\$	(120)\$	(263)\$	(731)\$	(886)\$
Gains (pertes) liés aux écarts de taux					
Ajustements de l'évaluation du crédit à l'égard des dérivés excluant les assureurs spécialisés	132 \$	128 \$	(14)\$	(46)\$	(22)\$
Ajustements à la juste valeur de certains titres de créance de RBC désignés comme détenus à des fins de transaction	(214)	(402)	14	(515)	202
Swaps sur défaillance	(128)	(58)	78	(162)	129
Incidence sur les revenus	(210)\$	(332)\$	78	(723)	309
Écritures de compensation	42	64	(17)	179	(75)
Économies d'impôts	61	92	(27)	183	(88)
Total après impôts et écritures de compensation connexes	(107)\$	(176)\$	34 \$	(361)\$	146 \$
Total de l'incidence du contexte du marché sur le bénéfice net	(150)\$	(296)\$	(229)\$	(1 092)\$	(740)\$

(1) Prêts à risque sur le marché américain – Des pertes sur des titres garantis par des créances (TGC) liés à des TAA, des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles et autres pertes d'un montant de 57 millions de dollars qui ont été enregistrées pour le trimestre terminé le 31 juillet 2009 ont été exclues du tableau ci-dessus. Des pertes de 358 millions de dollars enregistrées au premier trimestre de 2009 sont incluses dans le tableau ci-dessus pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2009. Des titres adossés à des créances hypothécaires commerciales sur le marché américain et des contrats de placement garanti (CPG) sur le marché municipal américain ainsi que d'autres titres adossés à des créances hypothécaires sur le marché américain ont été exclus du tableau ci-dessus pour le premier trimestre de 2009. Si le tableau tenait compte de ces portefeuilles, des gains de 6 millions de dollars et de 18 millions auraient été présentés pour l'ensemble de ces portefeuilles pour le trimestre et la période de neuf mois terminés le 31 juillet 2009, respectivement. Les (pertes)/gains ne sont pas reflétés dans le tableau ci-dessus puisqu'ils ne sont plus considérés comme des (pertes)/gains découlant du contexte du marché, car le risque auquel nous sommes actuellement exposés n'est pas important.

Pertes liées aux titres détenus à des fins de transaction

Prêts à risque sur le marché américain – couverts par MBIA

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 juillet 2009							Pertes			Pertes	
	Risque sous-jacent		Réduction cumulative de la juste valeur	Garanties soutenues par des nantissements en espèces (1)	Montant attribuable aux swaps sur défaillance assurés par MBIA	Ajustement de l'évaluation du crédit et autres ajustements des swaps sur défaillance assurés par MBIA	Juste valeur des swaps sur défaillance assurés par MBIA	Pour le trimestre terminé le			Pour la période de neuf mois terminée le	
	Montant en capital/valeur nominale	Juste valeur						31 juillet 2009	30 avril 2009	31 juillet 2008	31 juillet 2009	31 juillet 2008
Titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque	1 113 \$	250 \$										
TGC liés à des TAA à risque	1 021	4										
Titres non adossés à des prêts à risque (TGC de sociétés)	2 832	2 023										
Total	4 966 \$	2 277 \$	2 689 \$	616 \$	2 073 \$	(1 237)\$	836 \$	1 \$	89 \$	173 \$	530 \$	456 \$

(1) Les effets à payer ont été radiés intégralement à titre d'écriture de compensation des pertes liées aux actifs sous-jacents.

Au cours du trimestre considéré, nous avons comptabilisé une perte de 1 million de dollars qui découle d'une augmentation de 109 millions de nos ajustements des évaluations de crédit, contrebalancée par les gains à la conversion du solde des ajustements des évaluations de crédit sous-jacent. L'augmentation des ajustements des évaluations découle de la diminution de la juste valeur des swaps sur défaillance conclus avec MBIA, un assureur spécialisé, lesquels représentent la protection

de crédit acquise pour couvrir notre exposition au risque de crédit concernant les tranches de premier rang supérieur liées à nos activités de crédit structuré, la juste valeur des actifs sous-jacents ainsi que d'autres paramètres d'entrée. Comme il est illustré dans le tableau ci-dessus, la protection de crédit fournie par MBIA couvre à la fois des actifs liés aux prêts à risque et aux prêts autres que les prêts à risque.

Solutions d'assurance et de retraite sur le marché américain

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 juillet 2009		(Gains) pertes			(Gains) pertes	
	Valeur nominale (1)	Juste valeur (1)	Pour le trimestre terminé le			Pour la période de neuf mois terminée le	
			31 juillet 2009	30 avril 2009	31 juillet 2008	31 juillet 2009	31 juillet 2008
Contrats à valeur stable visant des polices d'assurance vie détenues par une banque	8 621 \$	6 619 \$	(1)\$	6 \$	8 \$	31 \$	84 \$

(1) La valeur nominale représente le montant total des placements protégés en vertu de contrats à valeur stable et est présentée à titre de produits à valeur stable à la note 15 des Notes complémentaires des états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés. La juste valeur représente la juste valeur estimative actuelle des placements auxquels les contrats à valeur stable font référence.

Au cours du trimestre, nous avons comptabilisé un gain de 1 million de dollars, lequel reflète la variation de la valeur des actifs qui sous-tendent les portefeuilles de placement liés aux contrats à valeur stable.

Au 31 juillet 2009, une tranche de 6 386 millions de dollars de la valeur nominale (juste valeur de 5 718 millions) était investie dans le cadre de stratégies sans effet de levier, les actifs sous-jacents étant principalement investis dans des titres adossés à des créances hypothécaires d'agences et dans des titres de gouvernements. La

tranche résiduelle de 2 235 millions de dollars de la valeur nominale (juste valeur de 901 millions) a trait à un seul contrat investi en fonction de stratégies à effet de levier et de stratégies sans effet de levier. Nous estimons que notre obligation de paiement (déduction faite de la provision) advenant le cas où ce contrat serait résilié le 31 juillet 2009 s'établirait à environ 250 millions de dollars, compte tenu des protections contractuelles.

Incidence des titres disponibles à la vente – total du portefeuille de titres disponibles à la vente de RBC

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le								Pour la période de neuf mois terminée le	
	31 juillet 2009				30 avril 2009		31 juillet 2008		31 juillet 2009	31 juillet 2008
	Coût après amortissement (1)	Juste valeur (1)	Gains nets (pertes nettes) non réalisés	Gains nets (pertes nettes) comptabilisés dans les résultats	Gains nets (pertes nettes) non réalisés	Gains nets (pertes nettes) comptabilisés dans les résultats	Gains nets (pertes nettes) non réalisés	Gains nets (pertes nettes) comptabilisés dans les résultats	Gains nets (pertes nettes) comptabilisés dans les résultats	Gains nets (pertes nettes) comptabilisés dans les résultats
Titres de gouvernements et d'agences	21 582 \$	21 995 \$	413 \$	9 \$	406 \$	(17)\$	264 \$	1 \$	(7)\$	5 \$
Titres adossés à des créances hypothécaires	3 295	2 773	(522)	(52)	(923)	(74)	(481)	(109)	(281)	(183)
Titres adossés à des actifs	3 758	3 535	(223)	–	(358)	(28)	(86)	–	(43)	(1)
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	16 358	16 252	(106)	(58)	(400)	(46)	(76)	4	(182)	(25)
Titres de participation	3 200	3 009	(191)	(25)	(511)	(29)	(161)	(31)	(75)	(39)
Titres de substitut de prêts	256	187	(69)	–	(104)	–	(6)	–	–	(1)
Total	48 449 \$	47 751 \$	(698)\$	(126)\$	(1 890)\$	(194)\$	(546)\$	(135)\$	(588)\$	(244)\$

(1) Comprend des titres détenus jusqu'à leur échéance d'un montant de 166 millions de dollars.

Le total du coût après amortissement relatif au portefeuille de titres disponibles à la vente s'est établi à 48,4 milliards de dollars au 31 juillet 2009, en baisse de 3,7 milliards par rapport au trimestre précédent, en raison principalement du raffermissement du dollar canadien par rapport au dollar américain et de la vente de certains titres adossés à des créances hypothécaires d'agences sur le marché américain et de titres à enchères. La diminution a été neutralisée en partie par l'achat de créances du gouvernement canadien et de gouvernements de pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

Les pertes nettes non réalisées se sont établies à 0,7 milliard de dollars à la fin du trimestre, soit une baisse de 1,2 milliard par rapport au trimestre précédent. La diminution des pertes non réalisées reflète principalement l'augmentation de la valeur des actions des banques canadiennes que nous détenons à titre de couverture économique de nos programmes d'options sur actions, ainsi que de certains titres adossés à des créances hypothécaires non garantis par une agence sur le marché américain et de titres d'emprunt de sociétés. L'augmentation de la valeur de ces titres reflète essentiellement le resserrement des écarts de taux sur le marché. La direction est d'avis que les pertes non

réalisées au 31 juillet 2009 ne sont pas durables et elle a l'intention de détenir les titres jusqu'à ce qu'ils aient recouvré leur valeur ou jusqu'à ce que ces titres soient rachetés ou arrivent à échéance. Se reporter à la note 4 de nos états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés pour des renseignements détaillés sur notre évaluation des titres ayant subi des pertes de valeur durables.

La perte nette de 126 millions de dollars comptabilisée au troisième trimestre de 2009 (dont une tranche de 68 millions est liée à l'incidence du contexte du marché) tient compte de pertes de 106 millions découlant d'une dépréciation, qui sont liées principalement à un certain nombre d'obligations encaissables par anticipation et de titres adossés à des créances hypothécaires non garantis par une agence sur le marché américain, de pertes de 15 millions relativement à certains titres adossés à des créances hypothécaires sur le marché américain pour lesquels la direction ne pouvait confirmer s'ils seraient détenus jusqu'à l'échéance, ainsi que de pertes nettes de 5 millions liées à des ventes. Ces résultats reflètent principalement les efforts de la direction visant à céder certaines positions et à gérer les risques auxquels nous sommes exposés. Pour obtenir plus de détails, se reporter à la note 4 de nos états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés.

Risques liés à certains instruments financiers auxquels nous sommes exposés*Risques liés aux prêts à risque et aux prêts de catégorie Alt-A sur le marché américain*

Les risques nets liés aux prêts à risque et aux prêts de catégorie Alt-A sur le marché américain représentaient environ 0,4 % du total de notre actif au 31 juillet 2009. Du total de nos placements dans des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles, des placements ayant une juste valeur de 146 millions de dollars, déduction faite des opérations de couverture de 250 millions liées à MBIA, pourraient être exposés aux risques liés aux prêts à risque sur le marché américain. Relativement à ces risques potentiels, plus de 97 % de nos placements connexes présentaient une cote A ou supérieure, et 41 %, une cote AAA, sur une base nette, au 31 juillet 2009. Aucun de ces titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles n'a été émis au cours de la dernière année.

Du total de nos placements dans des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles, des placements ayant une juste valeur de 1 291 millions de dollars, déduction faite des opérations de couverture, pourraient être exposés aux risques liés aux prêts de catégorie Alt-A sur le marché américain. Relativement à ces risques potentiels, plus de 55 % de nos placements connexes présentaient une cote AAA au 31 juillet 2009. Moins de 44 % de ces titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles ont été émis en 2006 et en 2007.

Du total de nos placements dans des TGC, des placements de 37 millions de dollars, déduction faite des opérations de couverture de 4 millions liées à MBIA, pourraient être exposés aux risques liés aux prêts à risque ou aux prêts de catégorie Alt-A sur le marché américain. Cela représente moins de 13 % du montant total net de nos positions non couvertes sur nos placements directs dans les TGC, qui totalisait 295 millions de dollars.

Comme l'illustre le tableau ci-dessous, les modifications des hypothèses ont des répercussions relativement négligeables sur les risques nets liés à nos placements dans des prêts à risque et prêts de catégorie Alt-A sur le marché américain. La principale incidence tient à une diminution de 25 % des taux de paiement anticipé, qui entraîne une diminution de 4 % ou moins de la juste valeur nette de nos placements dans des prêts à risque et prêts de catégorie Alt-A sur le marché américain, car la plupart de nos placements sont assortis de cotes AAA ou constituent des titres de premier rang dans la structure du capital. Une augmentation de 20 % des taux de défaillance occasionne une baisse de moins de 3 % de la juste valeur de nos placements en prêts à risque et de catégorie Alt-A sur le marché américain, déduction faite des opérations de couverture.

Risques nets liés aux prêts à risque et aux prêts de catégorie Alt-A sur le marché américain découlant des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles, des TGC et des prêts hypothécaires

	Au 31 juillet 2009			Total
	Titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque	Titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles de catégorie Alt-A	TGC pouvant comprendre des prêts hypothécaires à risque ou de catégorie Alt-A	
(en millions de dollars canadiens)				
Juste valeur des titres, compte non tenu des opérations de couverture	396 \$	1 291 \$	41 \$	1 728 \$
Juste valeur des titres, déduction faite des opérations de couverture, selon la cote				
AAA	60 \$	714 \$	– \$	
AA	40	81	–	
A	43	101	–	
BBB	6	17	–	
Inférieure à BBB- (1)	(3)	378	37	
Total	146 \$	1 291 \$	37 \$	1 474 \$
Juste valeur des titres, déduction faite des opérations de couverture, par année de montage				
2003 (ou avant)	22 \$	26 \$	– \$	
2004	30	118	–	
2005	86	589	18	
2006	5	349	19	
2007	3	209	–	
Total	146 \$	1 291 \$	37 \$	1 474 \$
Coût après amortissement des prêts hypothécaires à risque et de catégorie Alt-A (prêts entiers)	236 \$	852 \$	– \$	1 088 \$
Risque total lié aux prêts à risque et de catégorie Alt-A, déduction faite des opérations de couverture	382 \$	2 143 \$	37 \$	2 562 \$
Sensibilité de la juste valeur des titres, déduction faite des opérations de couverture, aux modifications des hypothèses :				
Augmentation de 100 points de base de l'écart de taux	(5)\$	(15)\$	(1)\$	
Augmentation de 100 points de base des taux d'intérêt	–	–	1	
Augmentation de 20 % des taux de défaillance	(6)	(25)	(4)	
Diminution de 25 % des taux de paiement anticipé	(7)	(40)	(4)	

(1) Les risques liés aux titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque auxquels nous sommes exposés dont la cote est inférieure à BBB- représentent le montant net de la position de couverture que nous avons acquise.

Risques nets liés à la juste valeur des TGC auxquels nous sommes exposés par type de garantie

	Juste valeur au 31 juillet 2009
(en millions de dollars canadiens)	
Juste valeur des TGC, déduction faite des opérations de couverture, par type de garantie	
TGC pouvant comprendre des prêts hypothécaires à risque ou de catégorie Alt-A sur le marché américain	37 \$
TGC de sociétés	258
Total des TGC, déduction faite des opérations de couverture	295

Arrangements hors bilan

Pour de plus amples renseignements sur nos arrangements hors bilan, y compris les conduits multicédants, les instruments de placement structurés et les autres entités à détenteurs de droits variables au 31 juillet 2009, se reporter à la section Arrangements hors bilan.

Financement avec endettement

Les tableaux suivants présentent le total de nos engagements de financement capitalisés et non capitalisés par secteur d'activité et par secteur géographique, lequel représente environ 0,6 % du total de notre actif.

Risque de perte maximal par type d'actifs des clients

	Au 31 juillet 2009
(en millions de dollars canadiens)	
Risque par secteur d'activité	
Communications/médias/télécommunications	624 \$
Biens de consommation et produits industriels	871
Énergie	199
Services financiers autres que ceux fournis par des banques	236
Soins de santé	318
Infrastructures	1 296
Services publics	207
Immobilier	51
Total	3 802 \$

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 juillet 2009			Variation par rapport au 30 avril 2009		
	Engagements non capitalisés	Risque lié aux engagements capitalisés	Risque total	Engagements non capitalisés	Risque lié aux engagements capitalisés	Variation nette du risque
Financement avec endettement par secteur géographique						
Canada	281 \$	676 \$	957 \$	43 \$	(159)\$	(116)\$
États-Unis	561	788	1 349	2	(211)	(209)
Europe	332	1 164	1 496	(2)	(20)	(22)
	1 174 \$	2 628 \$	3 802 \$	43 \$	(390)\$	(347)\$
Financement avec endettement par type						
Placements privés dans des infrastructures ou des services essentiels	279 \$	1 017 \$	1 296 \$	(23)\$	8 \$	(15)\$
Placements privés dans d'autres entités	895	1 611	2 506	66	(398)	(332)
	1 174 \$	2 628 \$	3 802 \$	43 \$	(390)\$	(347)\$

Polices d'assurance souscrites directement et indirectement auprès d'assureurs spécialisés

Outre l'assurance spécialisée décrite précédemment, nous souscrivons directement et indirectement des polices d'assurance auprès d'assureurs spécialisés, lesquelles couvrent les actifs non liés au marché des prêts à risque. Le tableau ci-dessous présente nos polices d'assurance souscrites directement.

Polices d'assurance souscrites directement auprès d'assureurs spécialisés

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 juillet 2009	
	Valeur en capital/nominale	Juste valeur
Financial Security Assurance Holdings Ltd.	333 \$	36 \$
Syncora Holdings Ltd. (auparavant XL Capital Ltd.)	258	21
AMBAC Financial Group	209	11
Total	800 \$	68 \$

Au 31 juillet 2009, nous détenions des polices d'assurance totalisant 800 millions de dollars souscrites auprès d'assureurs spécialisés; ces polices couvrent le risque de défaillance par l'émetteur ou la contrepartie relativement aux actifs détenus à des fins de transaction non liés au marché des prêts à risque, qui se composent de TGC ou de titres adossés à des prêts avec flux groupés de sociétés et de swaps de taux. La juste valeur comptabilisée relativement à ces polices d'assurance s'élevait à 68 millions de dollars au 31 juillet 2009.

Nous sommes également exposés à un risque indirect lié aux polices d'assurance souscrites auprès d'assureurs spécialisés, en raison des actifs que nous détenons et des facilités de liquidités que nous fournissons. Les assureurs spécialisés fournissent de l'assurance cautionnement sur les actifs de tiers que nous détenons, tels que les obligations sur le marché municipal américain, les titres à enchères et les CPG, les swaps de taux, les obligations du secteur de l'infrastructure publique et les CPG garantis. Dans de tels cas, nous bénéficions de la protection fournie par ce contrat. La valeur en capital/nominale de ces actifs s'élevait à 1 603 millions de dollars au 31 juillet 2009. La majorité de ces actifs sont détenus dans notre portefeuille de négociation, et les variations de la juste valeur sont reflétées au poste Revenus autres que d'intérêt – Revenus tirés des activités de négociation, tandis que la valeur implicite de l'assurance est reflétée dans la juste valeur de l'actif. Nous fournissons par ailleurs des facilités de liquidités de 503 millions de dollars à certains clients au titre de leurs programmes d'émissions d'obligations à l'égard desquels une assurance a été souscrite auprès d'un assureur spécialisé dans le cadre du programme, sur lesquelles une tranche de 26 millions avait été prélevée au 31 juillet 2009.

Informations sur les titres adossés à des créances hypothécaires commerciales

La juste valeur de nos placements directs dans des titres adossés à des créances hypothécaires commerciales s'élevait à 340 millions de dollars au 31 juillet 2009.

Actifs et passifs évalués à la juste valeur

Comme il a été mentionné précédemment, nous avons adopté le FAS 157 conformément aux PCGR des États-Unis en 2009, lequel fournit des directives et accroît les obligations d'information concernant l'évaluation de la juste valeur selon une hiérarchie à trois niveaux. En règle générale, les instruments financiers se classent au niveau 3 de la hiérarchie lorsque au moins une des hypothèses importantes prises en compte dans l'évaluation de la juste valeur n'est pas observable sur le marché au moment considéré (p. ex., un volume d'opérations restreint), et que la direction doit ainsi exercer son jugement pour déterminer la juste valeur. Le tableau suivant présente les catégories d'instruments financiers comptabilisés à la juste valeur, qui comportent une proportion importante d'instruments classés dans le niveau 3 au 31 juillet 2009. Veuillez prendre note que l'information présentée dans le tableau ci-dessous ne correspond pas à l'information présentée antérieurement en vertu des PCGR du Canada dans notre rapport annuel 2008 ni à l'information présentée dans nos bilans consolidés intermédiaires non vérifiés actuels qui ont été préparés conformément aux PCGR du Canada pour la période considérée ou les périodes antérieures, puisque l'information ci-dessous est présentée selon les PCGR des États-Unis uniquement.

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Au 31 juillet 2009				
	Juste valeur (1)	Niveau 1 (1)	Niveau 2 (1)	Niveau 3 (1)	Total
Actifs financiers					
Détenus à des fins de transaction, autres que les dérivés	126 394 \$	26 %	65 %	9 %	100 %
Disponibles à la vente	51 688	3 %	81 %	16 %	100 %
Prêts de gros	3 277	— %	82 %	18 %	100 %
Dérivés	101 449	4 %	90 %	6 %	100 %
Autres actifs	9 470	12 %	67 %	21 %	100 %
Passifs financiers					
Dépôts	56 598 \$	4 %	78 %	18 %	100 %
Dérivés	92 226	1 %	93 %	6 %	100 %

(1) Juste valeur des actifs et des passifs en pourcentage du total des actifs et des passifs évalués à la juste valeur sur une base récurrente pour les catégories présentées dans le tableau ci-dessus, compte non tenu de l'incidence de la compensation.

Aucun transfert important d'instruments dans le niveau 3 ni aucune sortie importante d'instruments de ce niveau n'ont eu lieu ce trimestre.

Les instruments financiers détenus à des fins de transaction, autres que les dérivés, de niveau 3 comprennent les placements dans des fonds de couverture et certains titres de créance structurés (TAA, titres à enchères et titres adossés à des créances hypothécaires non garantis par une agence). Les placements dans des fonds de couverture comportent certaines clauses de rachat restrictives et, par conséquent, les valeurs liquidatives en fin de période ne reflètent pas leur juste valeur. Certains titres de créance structurés se négociaient dans un marché illiquide.

Les titres disponibles à la vente classés dans le niveau 3 comprennent essentiellement des titres adossés à des créances hypothécaires non garantis par une agence aux États-Unis, des titres de créance de gouvernements et de sociétés de pays non membres de l'OCDE, ainsi que des titres à enchères. Cette classification tient principalement à l'illiquidité de ces titres et aux données non observables utilisées aux fins de l'évaluation.

Les actifs dérivés de niveau 3 comprennent en grande partie des dérivés liés au rendement de certains TGC. Certaines données prises en compte dans les modèles d'évaluation, telles que les corrélations et certaines données à l'égard de la volatilité, n'étaient pas observables.

Les autres actifs classés dans le niveau 3 se composent essentiellement de la juste valeur de nantissements autres qu'en espèces liés à nos activités de négociation et aux obligations de sociétés assorties d'échéances à long terme et présentant des écarts non observables importants.

Les passifs de niveau 3 liés aux dépôts des particuliers comprennent principalement des obligations structurées de détail. Les passifs de niveau 3 liés aux titres de créance de gouvernements et de sociétés se composent essentiellement d'obligations structurées et de passifs émis à des municipalités aux États-Unis.

Les soldes du passif liés aux dérivés de niveau 3 concernent les obligations au titre des fonds de couverture, les swaps sur marchandises, les TGC, les swaps sur défaillance et les dérivés sur actions.

États financiers consolidés intermédiaires (non vérifié)

Bilans consolidés (non vérifié)

(en millions de dollars canadiens)	31 juillet 2009 (1)	30 avril 2009 (1)	31 octobre 2008 (1)	31 juillet 2008 (1)
Actif				
Encaisse et montants à recevoir de banques	7 966 \$	9 342 \$	11 086 \$	7 571 \$
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	8 647	11 297	20 041	13 326
Valeurs mobilières				
Titres détenus à des fins de transaction	135 920	126 252	122 508	137 498
Titres disponibles à la vente	47 751	50 303	48 626	38 879
	183 671	176 555	171 134	176 377
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	43 652	42 290	44 818	56 207
Prêts				
Prêts de détail	198 999	193 195	195 455	190 669
Prêts de gros	79 816	87 389	96 300	81 603
	278 815	280 584	291 755	272 272
Provision pour pertes sur prêts	(2 828)	(2 790)	(2 215)	(1 859)
	275 987	277 794	289 540	270 413
Autres				
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	9 155	11 146	11 285	10 517
Dérivés	101 086	123 259	136 134	69 099
Locaux et matériel, montant net (2)	2 312	2 418	2 471	2 060
Écart d'acquisition	8 313	8 819	9 977	8 859
Autres actifs incorporels (2)	2 038	2 150	2 042	2 109
Autres actifs	17 115	15 253	25 331	20 254
	140 019	163 045	187 240	112 898
	659 942 \$	680 323 \$	723 859 \$	636 792 \$
Passif et capitaux propres				
Dépôts				
Particuliers	148 670 \$	146 476 \$	139 036 \$	126 140 \$
Entreprises et gouvernements	224 081	239 580	269 994	258 420
Banques	31 957	25 771	29 545	24 531
	404 708	411 827	438 575	409 091
Autres				
Acceptations	9 155	11 146	11 285	10 517
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	40 701	35 540	27 507	41 696
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	30 423	28 871	32 053	27 815
Dérivés	91 963	110 284	128 705	66 623
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	8 255	8 002	7 385	7 608
Autres passifs	29 107	29 011	35 809	32 852
	209 604	222 854	242 744	187 111
Débetures subordonnées	6 486	7 629	8 131	7 925
Titres de fiducie de capital	1 395	1 398	1 400	1 400
Passifs liés aux actions privilégiées	–	–	–	300
Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	2 135	2 150	2 371	2 355
Capitaux propres				
Actions privilégiées	4 813	4 813	2 663	2 263
Actions ordinaires (émises – 1 412 234 729; 1 408 392 720; 1 341 260 229 et 1 338 308 192)	12 864	12 730	10 384	10 308
Surplus d'apport	238	239	242	251
Actions autodétenues – privilégiées (détenues – 29 800; 93 900; 259 700 et 489 400)	(1)	(2)	(5)	(10)
– ordinaires (détenues – 2 113 099; 1 630 407; 2 258 047 et 2 018 771)	(97)	(78)	(104)	(98)
Bénéfices non répartis (1)	19 997	19 229	19 816	19 397
Cumul des autres éléments du résultat étendu	(2 200)	(2 466)	(2 358)	(3 501)
	35 614	34 465	30 638	28 610
	659 942 \$	680 323 \$	723 859 \$	636 792 \$

(1) Le solde d'ouverture des bénéfices non répartis au 1^{er} novembre 2006 a été retraité. Se reporter à la note 1.

(2) Les données correspondantes des périodes précédentes ont été reclassées par suite de l'adoption du chapitre 3064 du Manuel de l'ICCA (se reporter à la note 1).

États consolidés des résultats (non vérifié)

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le			Pour la période de neuf mois terminée le	
	31 juillet 2009	30 avril 2009	31 juillet 2008	31 juillet 2009	31 juillet 2008
Revenu d'intérêt					
Prêts	3 259 \$	3 287 \$	3 517 \$	10 135 \$	11 140 \$
Valeurs mobilières	1 447	1 638	1 619	4 956	5 263
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	170	242	674	805	2 303
Dépôts à des banques	19	43	100	148	370
	4 895	5 210	5 910	16 044	19 076
Frais d'intérêt					
Dépôts	1 424	1 699	2 813	5 474	9 366
Autres passifs	420	443	704	1 409	2 806
Débiteures subordonnées	71	92	92	264	253
	1 915	2 234	3 609	7 147	12 425
Revenu net d'intérêt	2 980	2 976	2 301	8 897	6 651
Revenus autres que d'intérêt					
Primes d'assurance, revenu de placement et honoraires	1 575	1 232	857	4 153	2 498
Revenus tirés des activités de négociation	947	703	159	1 524	118
Commissions de gestion de placements et de services de garde	392	384	450	1 195	1 310
Revenus tirés des fonds communs de placement	335	311	414	973	1 174
Commissions de courtage en valeurs mobilières	337	355	345	1 013	987
Frais bancaires	387	394	349	1 168	996
Commissions de prise ferme et autres honoraires tirés de services-conseils	299	213	243	711	622
Revenus de change, autres que ceux tirés des activités de négociation	163	129	166	459	481
Revenus sur cartes	185	164	173	567	466
Commissions de crédit	151	133	99	397	291
Revenus tirés de la titrisation	179	465	103	992	290
Perte nette sur les titres disponibles à la vente	(125)	(195)	(136)	(590)	(245)
Autres	18	(503)	389	66	874
Revenus autres que d'intérêt	4 843	3 785	3 611	12 628	9 862
Total des revenus	7 823	6 761	5 912	21 525	16 513
Dotations à la provision pour pertes sur créances	770	974	334	2 491	976
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	1 253	958	553	3 287	1 717
Frais autres que d'intérêt					
Ressources humaines	2 357	2 189	2 033	6 836	5 825
Matériel (1)	262	273	223	790	664
Frais d'occupation	260	267	231	778	677
Communications	192	203	180	565	519
Honoraires	133	131	132	389	393
Impartition de services de traitement	75	82	77	229	236
Amortissement des autres actifs incorporels (1)	113	116	96	339	247
Autres	363	314	300	1 026	801
	3 755	3 575	3 272	10 952	9 362
Charge pour perte de valeur de l'écart d'acquisition	–	1 000	–	1 000	–
Bénéfice avant impôts	2 045	254	1 753	3 795	4 458
Charge d'impôts	449	266	442	1 153	941
Bénéfice net (perte nette) avant part des actionnaires sans contrôle	1 596	(12)	1 311	2 642	3 517
Part des actionnaires sans contrôle dans le bénéfice net des filiales	35	38	49	78	82
Bénéfice net (perte nette)	1 561 \$	(50)\$	1 262 \$	2 564 \$	3 435 \$
Dividendes sur actions privilégiées	(73)	(55)	(27)	(169)	(74)
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actionnaires ordinaires	1 488 \$	(105)\$	1 235 \$	2 395 \$	3 361 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	1 408 687	1 405 772	1 323 293	1 393 641	1 294 946
Bénéfice (perte) de base par action (en dollars)	1,06 \$	(0,07)\$	0,93 \$	1,72 \$	2,60 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires dilué (en milliers)	1 422 810	1 417 038	1 340 239	1 406 404	1 308 387
Bénéfice (perte) dilué(e) par action	1,05 \$	(0,07)\$	0,92 \$	1,70 \$	2,57 \$
Dividendes par action (en dollars)	0,50 \$	0,50 \$	0,50 \$	1,50 \$	1,50 \$

(1) Les données correspondantes des périodes précédentes ont été reclassées par suite de l'adoption du chapitre 3064 du Manuel de l'ICCA (se reporter à la note 1).

États consolidés du résultat étendu (non vérifié)

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le			Pour la période de neuf mois terminée le	
	31 juillet 2009	30 avril 2009	31 juillet 2008	31 juillet 2009	31 juillet 2008
Résultat étendu					
Bénéfice net (perte nette)	1 561 \$	(50)\$	1 262 \$	2 564 \$	3 435 \$
Autres éléments du résultat étendu, déduction faite des impôts					
Gains nets (pertes nettes) non réalisés sur les titres disponibles à la vente	603	133	(248)	260	(453)
Reclassement aux résultats de pertes sur les titres disponibles à la vente	74	52	99	297	121
Variation nette des gains (pertes) non réalisés sur les titres disponibles à la vente	677	185	(149)	557	(332)
(Pertes) gains de change non réalisés	(2 444)	(784)	434	(3 050)	1 499
Reclassement aux résultats de pertes (gains) de change	1	2	(1)	2	(3)
Gains nets (pertes nettes) de change liés aux activités de couverture	1 929	613	(252)	2 523	(994)
Écarts de conversion	(514)	(169)	181	(525)	502
Gains nets (pertes nettes) sur les dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie	116	76	(11)	151	(478)
Reclassement aux résultats de (gains) pertes lié(e)s aux dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie	(13)	(11)	27	(25)	13
Variation nette des couvertures des flux de trésorerie	103	65	16	126	(465)
Autres éléments du résultat étendu	266	81	48	158	(295)
Total du résultat étendu	1 827 \$	31 \$	1 310 \$	2 722 \$	3 140 \$

États consolidés de la variation des capitaux propres (non vérifié)

(en millions de dollars canadiens)	31 juillet 2009 (1)	30 avril 2009 (1)	31 juillet 2008 (1)	31 juillet 2009 (1)	31 juillet 2008 (1)
	Actions privilégiées				
Solde au début	4 813 \$	3 813 \$	2 263 \$	2 663 \$	2 050 \$
Émises	–	1 000	–	2 150	213
Solde à la fin	4 813	4 813	2 263	4 813	2 263
Actions ordinaires					
Solde au début	12 730	12 694	8 184	10 384	7 300
Émises	134	36	2 124	2 480	3 014
Achetées aux fins d'annulation	–	–	–	–	(6)
Solde à la fin	12 864	12 730	10 308	12 864	10 308
Surplus d'apport					
Solde au début	239	242	245	242	235
Renonciation aux droits à la plus-value des actions	(2)	(3)	–	(5)	(2)
Attributions de rémunération à base d'actions	(3)	–	1	(11)	10
Autres	4	–	5	12	8
Solde à la fin	238	239	251	238	251
Actions autodétenues – actions privilégiées					
Solde au début	(2)	(2)	(7)	(5)	(6)
Ventes	3	2	2	10	13
Achats	(2)	(2)	(5)	(6)	(17)
Solde à la fin	(1)	(2)	(10)	(1)	(10)
Actions autodétenues – actions ordinaires					
Solde au début	(78)	(88)	(99)	(104)	(101)
Ventes	15	11	3	54	51
Achats	(34)	(1)	(2)	(47)	(48)
Solde à la fin	(97)	(78)	(98)	(97)	(98)
Bénéfices non répartis					
Solde au début (1)	19 229	20 060	18 831	19 816	18 047
Bénéfice net (perte nette)	1 561	(50)	1 262	2 564	3 435
Dividendes sur actions privilégiées	(73)	(55)	(27)	(169)	(74)
Dividendes sur actions ordinaires	(705)	(704)	(669)	(2 111)	(1 954)
Prime versée sur les actions ordinaires achetées aux fins d'annulation	–	–	–	–	(49)
Frais d'émission et autres	(15)	(22)	–	(103)	(8)
Solde à la fin	19 997	19 229	19 397	19 997	19 397
Cumul des autres éléments du résultat étendu					
Ajustement transitoire – instruments financiers	(45)	(45)	(45)	(45)	(45)
Gains et pertes non réalisés sur les titres disponibles à la vente	(511)	(1 188)	(397)	(511)	(397)
Gains et pertes de change non réalisés, déduction faite des activités de couverture	(1 327)	(813)	(2 705)	(1 327)	(2 705)
Gains et pertes sur les dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie	(317)	(420)	(354)	(317)	(354)
Solde à la fin	(2 200)	(2 466)	(3 501)	(2 200)	(3 501)
Bénéfices non répartis et cumul des autres éléments du résultat étendu	17 797	16 763	15 896	17 797	15 896
Capitaux propres à la fin	35 614 \$	34 465 \$	28 610 \$	35 614 \$	28 610 \$

(1) Le solde d'ouverture des bénéfices non répartis au 1^{er} novembre 2006 a été retraité. Se reporter à la note 1.

États consolidés des flux de trésorerie (non vérifié)

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le			Pour la période de neuf mois terminée le	
	31 juillet 2009	30 avril 2009	31 juillet 2008	31 juillet 2009	31 juillet 2008
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation					
Bénéfice net (perte nette)	1 561 \$	(50)\$	1 262 \$	2 564 \$	3 435 \$
Ajustements visant à déterminer les flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'exploitation					
Dotations à la provision pour pertes sur créances	770	974	334	2 491	976
Amortissement (1)	101	98	78	294	232
Impôts futurs	216	(227)	(9)	(288)	(469)
Perte de valeur de l'écart d'acquisition et amortissement des autres actifs incorporels (1)	113	1 116	96	1 339	247
Gain à la vente de locaux et de matériel	–	(3)	(4)	(7)	(12)
Gain sur la titrisation de prêts	(70)	(461)	(25)	(896)	(124)
(Gain) perte sur les titres disponibles à la vente	5	70	(35)	63	(57)
Réduction de valeur de titres disponibles à la vente	121	124	171	525	300
Variations de l'actif et du passif d'exploitation					
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	253	122	52	870	325
Variation nette des intérêts courus à recevoir et à payer	(32)	433	46	3	211
Impôts exigibles	1 740	1 444	3	3 409	(1 610)
Actifs dérivés	22 173	21 117	2 666	35 048	(2 492)
Passifs dérivés	(18 321)	(19 912)	(4 938)	(36 742)	(5 397)
Titres détenus à des fins de transaction	(7 739)	(4 806)	4 260	(8 213)	12 653
Variation nette des montants à payer aux courtiers ou à recevoir de courtiers	(553)	754	(670)	3 110	75
Autres	(548)	1 725	3 797	(875)	(828)
Flux de trésorerie nets (affectés aux) provenant des activités d'exploitation	(210)	2 518	7 084	2 695	7 465
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement					
Variation des dépôts productifs d'intérêts à des banques	2 650	4 065	(977)	11 394	(1 445)
Variation des prêts, déduction faite de la titrisation de prêts	(2 809)	(2 612)	(13 144)	(10 194)	(35 137)
Produit de la titrisation de prêts	3 364	8 743	2 556	19 904	7 060
Produit de la vente de titres disponibles à la vente	2 281	2 347	625	9 838	6 690
Produit de l'arrivée à échéance de titres disponibles à la vente	6 278	4 280	1 959	13 415	11 842
Acquisitions de titres disponibles à la vente	(8 528)	(7 287)	(3 088)	(26 524)	(19 353)
Acquisitions nettes de locaux, de matériel et de logiciels	(46)	(230)	(218)	(432)	(807)
Variation des biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	(1 362)	(1 360)	5 520	1 166	8 261
Encaisse affectée aux acquisitions, montant net	–	(27)	(90)	(27)	(954)
Flux de trésorerie nets (affectés aux) provenant des activités d'investissement	1 828	7 919	(6 857)	18 540	(23 843)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement					
Variation des dépôts	(7 119)	(11 494)	3 777	(34 338)	31 787
Remboursement de débentures subordonnées	(1 000)	(159)	–	(1 659)	(500)
Émission de débentures subordonnées	–	–	1 000	–	2 000
Émission d'actions privilégiées	–	1 000	–	2 150	213
Émission de titres de fiducie de capital RBC (RBC TruCS)	–	–	–	–	500
Émission d'actions ordinaires	46	17	21	2 373	78
Achat d'actions ordinaires aux fins d'annulation	–	–	–	–	(55)
Actions autodétenues – ventes	18	13	5	64	64
Actions autodétenues – achats	(36)	(3)	(7)	(53)	(65)
Dividendes versés	(677)	(727)	(669)	(2 100)	(1 992)
Frais d'émission	–	(16)	(1)	(77)	(6)
Dividendes/distributions versés par des filiales aux actionnaires sans contrôle	(1)	(1)	(1)	(3)	(32)
Variation des engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	1 552	(3 499)	(1 917)	(1 630)	(10 410)
Variation des engagements afférents à des titres vendus à découvert	5 161	3 839	(1 578)	13 194	(3 003)
Variation des emprunts à court terme des filiales	(625)	(191)	705	(1 993)	965
Flux de trésorerie nets (affectés aux) provenant des activités de financement	(2 681)	(11 221)	1 335	(24 072)	19 544
Incidence de la variation des taux de change sur l'encaisse et les montants à recevoir de banques	(313)	(73)	51	(283)	179
Variation nette de l'encaisse et des montants à recevoir de banques	(1 376)	(857)	1 613	(3 120)	3 345
Encaisse et montants à recevoir de banques au début	9 342	10 199	5 958	11 086	4 226
Encaisse et montants à recevoir de banques à la fin	7 966 \$	9 342 \$	7 571 \$	7 966 \$	7 571 \$
Présentation de renseignements supplémentaires relatifs aux flux de trésorerie					
Intérêts versés durant la période	2 203 \$	2 193 \$	3 713 \$	7 981 \$	12 614 \$
Impôts sur les bénéfices (recouvrés) payés durant la période	(88)\$	(19)\$	85 \$	(300)\$	1 901 \$

(1) Les données correspondantes des périodes précédentes ont été reclassées par suite de l'adoption du chapitre 3064 du Manuel de l'ICCA (se reporter à la note 1).

Notes complémentaires (non vérifié) (Tous les montants des tableaux sont en millions de dollars canadiens, sauf les montants liés aux actions et les pourcentages.)

Ces états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada (PCGR du Canada) et en fonction des mêmes conventions et méthodes comptables que celles décrites dans les états financiers consolidés vérifiés de l'exercice terminé le 31 octobre 2008 (états financiers consolidés annuels de 2008), à l'exception des renseignements présentés ci-après à la note 1. En vertu des PCGR du Canada, des renseignements supplémentaires sont exigés dans les états financiers annuels; par conséquent, ces états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés annuels de 2008 et les notes complémentaires figurant aux pages 132 à 200 du rapport annuel 2008. Selon la direction, tous les ajustements nécessaires à la présentation fidèle des résultats des périodes visées ont été apportés. Sauf indication contraire, ces ajustements se composent uniquement d'ajustements récurrents habituels. Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle de la période considérée.

Note 1 : Principales conventions comptables**Ajustements comptables**

Au premier trimestre de 2009, nous avons corrigé les erreurs suivantes liées aux périodes antérieures : une sous-comptabilisation de 90 millions de dollars (62 millions après impôts) de notre passif lié aux points récompenses; une surcapitalisation de 63 millions (43 millions après impôts) au titre des frais de développement de logiciels; une sous-évaluation de 15 millions des impôts sur les bénéfices. Ces erreurs n'ont pas d'incidence importante sur les périodes auxquelles elles se rapportent. Cependant, comme la correction de ces erreurs au premier trimestre de 2009 aurait faussé considérablement le bénéfice net de ce trimestre, nous les avons corrigées en réduisant de 120 millions de dollars le solde d'ouverture des bénéfices non répartis pour le trimestre terminé le 31 janvier 2007.

Principales modifications comptables*Écarts d'acquisition et actifs incorporels*

Le 1^{er} novembre 2008, nous avons adopté le chapitre 3064 du *Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés* (ICCA), intitulé *Écarts d'acquisition et actifs incorporels* (chapitre 3064). Le chapitre 3064, qui remplace le chapitre 3062, *Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels*, et le chapitre 3450, *Frais de recherche et de développement*, apporte des précisions sur les critères à respecter pour la comptabilisation d'un actif incorporel, y compris les actifs incorporels générés en interne. L'abrégié n° 27 du Comité sur les problèmes nouveaux de l'ICCA, intitulé *Produits et charges au cours de la période de pré-exploitation*, cesse de s'appliquer à partir du moment où le chapitre 3064 a été adopté. Par suite de l'adoption du chapitre 3064, un montant de 789 millions de dollars au titre des logiciels a été reclassé du poste « Locaux et matériel » au poste « Autres actifs incorporels » de notre bilan consolidé au 1^{er} novembre 2008, et l'amortissement correspondant de 221 millions a été reclassé du poste « Frais autres que d'intérêt – Matériel » au poste « Frais autres que d'intérêt – Amortissement des autres actifs incorporels » de notre état consolidé des résultats pour l'exercice terminé le 31 octobre 2008 (57 millions pour le trimestre terminé le 31 juillet 2008; 157 millions pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2008).

Risque de crédit et juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers

En janvier 2009, le CPN a publié l'abrégié n° 173, intitulé *Risque de crédit et juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers* (CPN-173). Le CPN-173 exige qu'une entité tienne compte de son propre risque de crédit et du risque de crédit des contreparties concernées dans la détermination de la juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers, y compris les instruments dérivés. Le CPN-173, qui est entré en vigueur en ce qui nous concerne le 1^{er} novembre 2008, n'a eu aucune incidence sur notre situation financière ni sur nos résultats d'exploitation puisque notre méthode d'évaluation tenait déjà compte des risques de crédit susmentionnés avant la publication de cet abrégié.

Méthode du taux d'intérêt effectif – modifications au chapitre 3855, intitulé « Instruments financiers – comptabilisation et évaluation »

En juin 2009, l'ICCA a fourni des précisions à l'égard de la méthode du taux d'intérêt effectif dans le chapitre 3855. La méthode du taux d'intérêt effectif est une méthode servant à calculer le coût après amortissement d'un actif financier ou d'un passif financier (ou d'un groupe d'actifs financiers ou de passifs financiers) et à répartir adéquatement les produits d'intérêts et les charges d'intérêts entre les

périodes. L'incidence des précisions sur notre situation financière consolidée et sur nos résultats d'exploitation n'est pas importante.

Modifications comptables futures*Regroupements d'entreprises, états financiers consolidés et participations sans contrôle*

Le 5 janvier 2009, l'ICCA a publié trois nouvelles normes comptables : le chapitre 1582 du *Manuel*, intitulé *Regroupements d'entreprises*, le chapitre 1601, intitulé *États financiers consolidés*, ainsi que le chapitre 1602, intitulé *Participations sans contrôle*. Le chapitre 1582 apporte des clarifications à l'égard de ce qu'un acquéreur doit évaluer lorsqu'il obtient le contrôle d'une entreprise, du mode d'évaluation et de la date à laquelle l'évaluation devrait être établie. Des frais connexes à l'acquisition doivent être comptabilisés à titre de charges au cours des périodes où ils sont engagés, sauf en ce qui a trait aux frais engagés pour émettre des titres de créance ou du capital-actions. La nouvelle norme sera applicable aux acquisitions que nous concluons le ou après le 1^{er} novembre 2011, mais pour faciliter le passage aux Normes internationales d'information financière (IFRS) en 2011, l'adoption dès 2010 est autorisée.

Le chapitre 1601 établit des normes de préparation des états financiers consolidés après la date d'acquisition. Le chapitre 1602 établit des normes de comptabilisation et de présentation des participations sans contrôle. Ces nouvelles normes doivent être adoptées en même temps que le chapitre 1582.

Option de remboursement anticipé incorporée dans un titre – modifications au chapitre 3855, intitulé « Instruments financiers – comptabilisation et évaluation »

En juin 2009, l'ICCA a fourni des précisions à l'égard de l'option de remboursement anticipé incorporée dans un titre dans le chapitre 3855. Une option de remboursement anticipé qui est incorporée dans un titre représentatif des intérêts seulement (coupon détaché) ou du principal seulement (obligation coupons détachés) est étroitement liée au contrat hôte pour autant que le contrat hôte ait résulté initialement de la séparation du droit de percevoir les flux de trésorerie contractuels d'un instrument financier qui, en soi, ne comportait pas de dérivé incorporé et qu'il ne contienne aucune condition non stipulée dans le contrat d'emprunt hôte d'origine. Cette nouvelle norme sera applicable à compter du 1^{er} novembre 2011, mais pour faciliter le passage aux IFRS en 2011, l'adoption dès 2010 est autorisée. Nous évaluons actuellement l'incidence de l'adoption de cette modification sur notre situation financière consolidée et sur nos résultats d'exploitation.

Dépréciation d'actifs financiers – modifications au chapitre 3855, intitulé « Instruments financiers – comptabilisation et évaluation »

Le 20 août 2009, l'ICCA a publié diverses modifications au chapitre 3855, lesquelles réduisent les différences avec les IFRS. Les modifications incluent des changements aux catégories dans lesquelles les instruments de créance doivent être classés et peuvent être classés, ainsi que l'élimination de la distinction entre les titres de créance et les autres instruments de créance. Par conséquent, les instruments de créance qui ne sont pas négociés sur un marché actif peuvent être classés dans les prêts et créances et la dépréciation sera évaluée au moyen du même modèle que celui utilisé pour les prêts douteux. Les prêts et créances que nous avons l'intention de vendre immédiatement ou à court terme doivent être classés dans les titres détenus à des fins de transaction et les prêts et créances pour lesquels le porteur pourrait ne pas recouvrer la quasi-totalité de son placement initial, pour une autre raison que la détérioration du crédit, doivent être classés dans les titres disponibles à la vente.

Note 1 : Principales conventions comptables (suite)

Les modifications permettent également, dans certaines circonstances, de reclasser les actifs financiers des titres détenus à des fins de transaction et des titres disponibles à la vente dans les prêts et créances. Elles prescrivent également la reprise d'une perte de valeur liée à un instrument de créance disponible à la vente lorsque la juste valeur de l'instrument augmente au cours d'une période subséquente et que l'augmentation peut être objectivement rattachée à un événement survenu après que la perte a été constatée.

Nous adopterons ces modifications, lesquelles exigent une application rétroactive au 1^{er} novembre 2008, au quatrième trimestre de 2009. Nous évaluons actuellement l'incidence de l'adoption de ces

modifications sur notre situation financière consolidée et sur nos résultats d'exploitation.

Informations à fournir sur la juste valeur et le risque d'illiquidité – modifications au chapitre 3862, intitulé « Instruments financiers – informations à fournir »

En juin 2009, l'ICCA a publié une modification au chapitre 3862, laquelle apporte des améliorations aux informations à fournir sur la juste valeur et le risque d'illiquidité. La modification s'applique à notre exercice terminé le 31 octobre 2009; l'application anticipée n'est pas permise.

Note 2 : Test de dépréciation de l'écart d'acquisition

Au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2009, les résultats de la première étape d'un test en deux étapes ont révélé que l'écart d'acquisition de 4,6 milliards de dollars attribué à l'unité d'exploitation Services bancaires internationaux avait subi une dépréciation. Notre secteur Services bancaires internationaux comprend deux unités d'exploitation : les Services bancaires internationaux, qui regroupent principalement RBC Bank (USA), RBTT Financial Group (RBTT) et nos activités bancaires traditionnelles dans les Antilles, et les Services aux investisseurs institutionnels qui sont exploités par l'entremise de notre coentreprise, RBC Dexia Investor Services. Nous avons terminé la deuxième étape du test au cours du trimestre terminé le 30 avril 2009 et avons établi que l'écart d'acquisition de nos Services bancaires internationaux avait subi une perte de valeur de 1 milliard de dollars.

Cette perte de valeur reflétait l'incidence soutenue de la détérioration de la conjoncture économique globale aux États-Unis, notamment le repli du marché de l'habitation américain et la baisse de la valeur de marché des banques américaines. Au cours du processus de réalisation de la deuxième étape du test de dépréciation de l'unité Services bancaires internationaux, RBC Bank (USA), qui constitue un élément de cette unité, a terminé son test annuel et a comptabilisé une charge de dépréciation dans ses états financiers distincts pour l'exercice terminé le 31 décembre 2008. La charge de dépréciation de 1 milliard de dollars a eu une incidence sur nos résultats par secteur géographique aux États-Unis pour le trimestre terminé le 30 avril 2009 et a été comptabilisée au titre de notre secteur d'exploitation Services bancaires internationaux. Se reporter à la note 16.

Note 3 : Juste valeur des instruments financiers**Reclassement d'instruments financiers**

Comme il est mentionné à la note 3 de nos états financiers consolidés annuels de 2008, certains titres détenus à des fins de transaction ont été reclassés dans les titres disponibles à la vente le 1^{er} août 2008, conformément aux modifications apportées par l'ICCA aux chapitres 3855, 3861 et 3862. Le tableau suivant présente des données

du trimestre considéré sur ces titres et d'autres titres adossés à des créances hypothécaires qui ont été reclassés, mais qui ne sont pas compris dans le tableau intitulé « Reclassement de titres détenus à des fins de transaction dans la catégorie des titres disponibles à la vente » figurant à la note 3 de nos états financiers consolidés annuels de 2008.

	Au		Trimestre terminé le 31 juillet 2009	Revenu d'intérêt / gains (pertes) comptabilisés dans le résultat net au cours de la période (3)	Période de neuf mois terminée le 31 juillet 2009	Revenu d'intérêt / gains (pertes) comptabilisés dans le résultat net au cours de la période (3)
	31 juillet 2009	31 octobre 2008				
	Total de la valeur comptable et de la juste valeur	Total de la valeur comptable et de la juste valeur (1)	Variation de la juste valeur au cours de la période (2)		Variation de la juste valeur au cours de la période (2)	
Actifs financiers						
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	2 148 \$	4 267 \$	25 \$	12 \$	16 \$	53 \$
Titres adossés à des créances hypothécaires	593	939	90	4	76	17
Titres adossés à des actifs	1 181	1 326	6	6	43	24
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	636	723	4	3	(6)	14
	4 558 \$	7 255 \$	125 \$	25 \$	129 \$	108 \$

(1) Certains montants présentés ont été reclassés par rapport à leur présentation au cours des périodes précédentes. Les reclassements n'ont aucune incidence sur le solde total.

(2) Ce montant représente la variation de la juste valeur des titres que nous détenions à la fin de la période et comprend tout prélèvement de capital ou rachat de ces titres.

(3) Le montant total comprend un bénéfice net de 5 millions de dollars relativement aux titres et aux créances rachetés ou vendus au cours du trimestre terminé le 31 juillet 2009 (perte nette de 6 millions pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2009).

Instruments financiers désignés comme détenus à des fins de transaction selon l'option de la juste valeur

Le tableau suivant présente des renseignements sur les prêts et les créances désignés comme détenus à des fins de transaction selon l'option de la juste valeur, le risque maximal de crédit, le degré d'atténuation du risque par les dérivés de crédit et les instruments semblables, ainsi que les variations de la juste valeur de ces actifs au

31 juillet 2009 et au 31 juillet 2008. Les variations de la juste valeur des prêts et des créances désignés comme détenus à des fins de transaction attribuables aux modifications du risque de crédit se calculent par la différence entre le total des variations de la juste valeur de l'instrument au cours de la période et des variations de la juste valeur calculées en fonction des courbes de rendement sans risque appropriées.

Note 3 : Juste valeur des instruments financiers (suite)

	31 juillet 2009						
	Valeur comptable des prêts et créances désignés comme détenus à des fins de transaction	Risque maximal de crédit	Variation de la juste valeur depuis le 1 ^{er} novembre 2008 attribuable aux modifications du risque de crédit	Variation cumulative de la juste valeur depuis la comptabilisation initiale attribuable aux modifications du risque de crédit	Degré d'atténuation du risque de crédit par les dérivés de crédit ou des instruments semblables	Variation de la juste valeur des dérivés de crédit ou des instruments semblables depuis le 1 ^{er} novembre 2008	Variation cumulative de la juste valeur des dérivés de crédit ou des instruments semblables (1)
Prêts et créances désignés comme détenus à des fins de transaction							
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	2 852 \$	2 852 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	16 648	16 648	–	–	–	–	–
Prêts de gros	3 277	3 277	26	(61)	690	(43)	13
Total	22 777 \$	22 777 \$	26 \$	(61)\$	690 \$	(43)\$	13 \$

(1) La variation cumulative est évaluée à partir du 1^{er} novembre 2006 ou à partir de la date de la comptabilisation initiale des dérivés de crédit ou des instruments semblables, selon la plus rapprochée de ces deux dates.

	31 juillet 2008						
	Valeur comptable des prêts et créances désignés comme détenus à des fins de transaction	Risque maximal de crédit	Variation de la juste valeur depuis le 1 ^{er} novembre 2007 attribuable aux modifications du risque de crédit	Variation cumulative de la juste valeur depuis la comptabilisation initiale attribuable aux modifications du risque de crédit	Degré d'atténuation du risque de crédit par les dérivés de crédit ou des instruments semblables	Variation de la juste valeur des dérivés de crédit ou des instruments semblables depuis le 1 ^{er} novembre 2007	Variation cumulative de la juste valeur des dérivés de crédit ou des instruments semblables (1)
Prêts et créances désignés comme détenus à des fins de transaction							
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	3 780 \$	3 780 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	18 062	18 062	–	–	–	–	–
Prêts de gros	4 053	4 053	(77)	(137)	1 183	(2)	7
Total	25 895 \$	25 895 \$	(77)\$	(137)\$	1 183 \$	(2)\$	7 \$

(1) La variation cumulative est évaluée à partir du 1^{er} novembre 2006 ou à partir de la date de la comptabilisation initiale des dérivés de crédit ou des instruments semblables, selon la plus rapprochée de ces deux dates.

Le tableau suivant présente les variations de la juste valeur des passifs financiers désignés comme détenus à des fins de transaction selon l'option de la juste valeur ainsi que leur valeur à l'échéance contractuelle et leur valeur comptable. Pour déterminer la variation, au cours d'un trimestre, de la juste valeur d'un passif financier désigné comme détenu à des fins de transaction, nous calculons, au début du trimestre,

la valeur actualisée des flux de trésorerie contractuels de l'instrument au moyen des taux suivants : d'abord, au moyen d'un taux d'actualisation observé qui reflète notre écart de taux et ensuite, au moyen d'un taux qui ne tient pas compte de notre écart de taux. Puis, nous comparons l'écart entre ces valeurs et l'écart entre celles obtenues au moyen des mêmes taux en fin de période.

	31 juillet 2009			Variations de la juste valeur depuis le 1 ^{er} novembre 2008 attribuables aux modifications de taux de RBC	Variation cumulative de la juste valeur attribuable aux modifications de taux de RBC (1), (2)
	Valeur à l'échéance contractuelle	Valeur comptable	Écart entre la valeur comptable et la valeur à l'échéance contractuelle		
Passifs désignés comme détenus à des fins de transaction					
Dépôts à terme					
Particuliers	2 435 \$	2 423 \$	(12)\$	33 \$	(14)\$
Entreprises et gouvernements (3)	40 723	40 796	73	451	(112)
Banques (4)	13 380	13 379	(1)	2	(2)
Total des dépôts à terme	56 538 \$	56 598 \$	60 \$	486 \$	(128)\$
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	16 847 \$	16 847 \$	– \$	– \$	– \$
Débitures subordonnées	114	100	(14)	29	(19)
Total	73 499 \$	73 545 \$	46 \$	515 \$	(147)\$

(1) La variation cumulative attribuable aux modifications de nos écarts de taux est évaluée à partir du 1^{er} novembre 2006 ou à partir de la date de la comptabilisation initiale des passifs désignés comme détenus à des fins de transaction, selon la plus rapprochée de ces deux dates.

(2) Au cours du deuxième trimestre de 2009, nous avons déterminé que pour les billets de dépôt désignés comme détenus à des fins de transaction selon l'option de la juste valeur, la variation cumulative de la juste valeur présentée pour les périodes antérieures était sous-évaluée de 40 millions de dollars. Le montant de la variation cumulative présenté dans le tableau reflète cet ajustement, qui n'a eu aucune incidence sur nos résultats d'exploitation consolidés.

(3) Le poste Entreprises et gouvernements comprend les dépôts provenant d'institutions de dépôt réglementées qui ne sont pas des banques réglementées.

(4) Les banques désignent les banques réglementées.

Note 3 : Juste valeur des instruments financiers (suite)

	31 juillet 2008			Variations de la juste valeur depuis le 1 ^{er} novembre 2007 attribuables aux modifications des écarts de taux de RBC	Variation cumulative de la juste valeur attribuable aux modifications des écarts de taux de RBC (1)
	Valeur à l'échéance contractuelle	Valeur comptable	Écart entre la valeur comptable et la valeur à l'échéance contractuelle		
Passifs désignés comme détenus à des fins de transaction					
Dépôts à terme					
Particuliers	2 350 \$	2 325 \$	(25)\$	(19)\$	(25)\$
Entreprises et gouvernements (2)	61 880	61 704	(176)	(167)	(241)
Banques (3)	6 661	6 660	(1)	–	(1)
Total des dépôts à terme	70 891 \$	70 689 \$	(202)\$	(186)\$	(267)\$
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	15 917 \$	15 913 \$	(4)\$	– \$	– \$
Débitures subordonnées	95	74	(21)	(16)	(23)
Total	86 903 \$	86 676 \$	(227)\$	(202)\$	(290)\$

(1) La variation cumulative attribuable aux modifications de nos écarts de taux est évaluée à partir du 1^{er} novembre 2006 ou, si cette date est postérieure, à partir de la date de la comptabilisation initiale des passifs désignés comme détenus à des fins de transaction.

(2) Le poste Entreprises et gouvernements comprend les dépôts provenant d'institutions de dépôt réglementées qui ne sont pas des banques réglementées.

(3) Les banques désignent les banques réglementées.

Gains et pertes non réalisés reportés au moment de la comptabilisation initiale

Au cours du deuxième trimestre de 2009, nous avons révisé le modèle d'évaluation que nous utilisons pour établir la juste valeur des contrats à valeur stable visant des polices d'assurance vie détenues par des banques et des produits liés aux régimes 401(k), en raison des nouvelles données et des nouveaux renseignements disponibles. L'écart de 7 millions de dollars entre la juste valeur précédemment présentée et la juste valeur établie selon le nouveau modèle d'évaluation constitue une modification d'estimation comptable qui a été comptabilisée dans le résultat net du deuxième trimestre. Le nouveau modèle d'évaluation élimine les exigences à l'égard des gains et des pertes non réalisés reportés au moment de la comptabilisation initiale sur ces instruments, ce qui est reflété dans le tableau qui suit. Avant l'adoption du nouveau modèle d'évaluation, les gains non réalisés reportés à la comptabilisation initiale faisaient l'objet d'une écriture de compensation visant la juste valeur de ces contrats. Cette modification d'estimation comptable n'a eu aucune incidence importante sur les résultats d'exploitation des périodes antérieures.

	Au et pour le trimestre terminé le		
	31 juillet 2009	30 avril 2009	31 juillet 2008
Gains non réalisés reportés qui ne sont pas encore comptabilisés dans le résultat net, au début	55 \$	188 \$	177 \$
Déduire : ajustements	–	(130)	–
Solde ajusté, au début	55 \$	58 \$	177 \$
Ajouter : (pertes) gains non réalisés reportés survenus au cours de la période	(2)	(3)	5
Déduire : gains reportés reclassés au résultat net au cours de la période	2	–	2
Gains non réalisés reportés, à la fin	51 \$	55 \$	180 \$

Note 4 : Gains et pertes non réalisés sur les titres disponibles à la vente

Le tableau suivant présente les gains et pertes non réalisés bruts sur les titres disponibles à la vente (1).

	Au							
	31 juillet 2009				31 octobre 2008			
	Coût après amortissement	Gains bruts non réalisés	Pertes brutes non réalisées	Juste valeur	Coût après amortissement	Gains bruts non réalisés	Pertes brutes non réalisées	Juste valeur
Créances du gouvernement canadien								
Gouvernement fédéral	11 669 \$	418 \$	(20)\$	12 067 \$	13 123 \$	422 \$	(1)\$	13 544 \$
Provinces et municipalités	1 077	28	(1)	1 104	674	5	(1)	678
Créances du gouvernement fédéral, d'États, de municipalités et d'organismes américains	5 361	107	(131)	5 337	9 230	16	(356)	8 890
Autres créances de gouvernements de pays membres de l'OCDE (2)	3 475	14	(2)	3 487	1 271	4	(1)	1 274
Titres adossés à des créances hypothécaires	3 295	28	(550)	2 773	4 280	4	(734)	3 550
Titres adossés à des actifs	3 758	31	(254)	3 535	5 192	11	(407)	4 796
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	16 358	357	(463)	16 252	13 301	136	(453)	12 984
Titres de participation	3 200	29	(220)	3 009	3 057	4	(378)	2 683
Titres de substitut de prêt	256	–	(69)	187	256	–	(29)	227
Total	48 449 \$	1 012 \$	(1 710)\$	47 751 \$	50 384 \$	602 \$	(2 360)\$	48 626 \$

(1) Comprend des titres détenus jusqu'à l'échéance d'un montant de 166 millions de dollars (205 millions au 31 octobre 2008).

(2) L'OCDE désigne l'Organisation de coopération et de développement économiques.

Note 4 : Gains et pertes non réalisés sur les titres disponibles à la vente (suite)

Les titres disponibles à la vente et les titres détenus jusqu'à l'échéance font l'objet de tests de dépréciation à chaque date de clôture, ou plus souvent si la situation le justifie. Notre test de dépréciation est essentiellement fondé sur les facteurs décrits à la note 1 de nos états financiers consolidés annuels de 2008. Nous appliquons une méthode et une approche constantes pour évaluer la probabilité de recouvrer le coût du titre, et la méthodologie utilisée peut varier selon la nature du titre. Pour une description détaillée des types de titres détenus, se reporter à la note 3 des états financiers consolidés annuels de 2008.

Lorsque nous évaluons la perte de valeur durable des titres de créance, y compris les titres des gouvernements canadien et américain, de sociétés et d'organismes, ainsi que les actions privilégiées perpétuelles, nous étudions principalement les cotes des contreparties et les facteurs propres aux titres, notamment les garanties, les cotes externes, la priorité de rang et d'autres facteurs de marché. Pour évaluer la perte de valeur durable des titres de créance complexes, y compris les titres adossés à des créances hypothécaires américains non garantis par une agence, les titres adossés à des actifs et d'autres produits structurés, nous utilisons principalement des modèles de projection des flux de trésorerie. Ces modèles tiennent compte des flux de trésorerie réels et projetés à partir d'un certain nombre d'hypothèses et de données fondées sur des facteurs propres aux titres. Dans le cas des titres adossés à des créances hypothécaires américains non garantis par une agence, les flux de trésorerie sont estimés pour chaque prêt selon la structure de l'opération, la priorité de rang et, dans certains cas, les rehaussements de crédit. Les données s'appuient généralement sur les données du marché en vigueur fournies par un tiers vendeur, notamment les statistiques liées aux prix de l'habitation selon les régions métropolitaines, et les taux de défaillance et de remboursement anticipé. La direction utilise également certaines hypothèses, notamment les attentes à l'égard des tendances futures des prix de l'habitation.

Les titres de participation ne sont pas assortis de flux de trésorerie contractuels; par conséquent, ils sont évalués différemment des titres de créance. La perte de valeur durable des titres de participation détenus au coût et des titres de participation comportant des pertes non réalisées est évaluée au moyen de l'estimation de la valeur recouvrable et du délai de recouvrement. Nous tenons également compte des

facteurs influant sur la durée au cours de laquelle et sur la mesure dans laquelle la juste valeur a été inférieure au coût, ainsi que de la situation financière et des perspectives à court terme de l'émetteur. En ce qui a trait aux titres dont la juste valeur a été inférieure au coût pendant plus de douze mois, nous avons effectué une analyse très détaillée et les conclusions de la direction ont été documentées.

Les gains non réalisés ont augmenté de 410 millions de dollars ou 68 % pour s'établir à 1 milliard au cours de la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2009, ce qui reflète essentiellement l'augmentation de la valeur des titres adossés à des créances hypothécaires américains non garantis par une agence et des titres à enchères et de certains titres de créance qui découle des fluctuations des taux d'intérêt au cours de la période. Les pertes non réalisées ont diminué de 650 millions de dollars pour s'établir à 1,7 milliard de dollars au cours de la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2009, en grande partie en raison du recouvrement de valeur des titres adossés à des créances hypothécaires américains non garantis par des agences, des titres adossés à des actifs et des actions des banques canadiennes. Ces banques canadiennes sont bien capitalisées, elles continuent d'avoir accès aux marchés des capitaux pour émettre des actions ordinaires et privilégiées, de dégager un solide bénéfice et de verser des dividendes, et elles présentent un historique bien établi de rétablissement du prix de l'action relativement à la conjoncture économique.

La direction est d'avis que les pertes non réalisées au 31 juillet 2009 sur les titres disponibles à la vente sont de nature temporaire et elle a l'intention de détenir ces titres jusqu'au recouvrement de leur valeur ou jusqu'à ce que les titres soient rachetés ou arrivent à échéance.

Pertes de valeur constatées

Lorsque nous déterminons qu'un titre a subi une perte de valeur durable, le coût après amortissement du titre est réduit à la juste valeur, et la perte non réalisée antérieure est reclassée du cumul des autres éléments du résultat étendu au résultat net. Au cours du trimestre terminé le 31 juillet 2009, un montant de 121 millions de dollars (171 millions au 31 juillet 2008) au titre des pertes sur les titres disponibles à la vente que nous avons considérées comme durables a été comptabilisé au résultat net.

Note 5 : Provision pour pertes sur prêts et prêts douteux

	Au 31 juillet 2009						Au 31 octobre 2008
	Solde au début	Radiations	Recouvrements	Dotation à la provision pour pertes sur créances	Autres ajustements (1)	Solde à la fin	Solde à la fin
Provisions spécifiques							
Prêts de détail							
Prêts hypothécaires résidentiels	50 \$	(11)\$	– \$	14 \$	– \$	53 \$	30 \$
Prêts aux particuliers	183	(187)	21	175	(8)	184	161
Prêts sur cartes de crédit	–	(123)	13	110	–	–	–
Prêts aux petites entreprises (2)	20	(13)	1	14	(1)	21	17
	253 \$	(334)\$	35 \$	313 \$	(9)\$	258 \$	208 \$
Prêts de gros							
Prêts aux entreprises (3)	729 \$	(325)\$	11 \$	396 \$	(24)\$	787 \$	559 \$
Total	982 \$	(659)\$	46 \$	709 \$	(33)\$	1 045 \$	767 \$
Provision générale							
Prêts de détail							
Prêts hypothécaires résidentiels	30 \$	– \$	– \$	(1)\$	(3)\$	26 \$	20 \$
Prêts aux particuliers	609	–	–	23	(18)	614	461
Prêts sur cartes de crédit	297	–	–	2	–	299	270
Prêts aux petites entreprises (2)	47	–	–	–	–	47	47
	983 \$	– \$	– \$	24 \$	(21)\$	986 \$	798 \$
Prêts de gros							
Prêts aux entreprises (3)	825 \$	– \$	– \$	37 \$	(65)\$	797 \$	650 \$
Provision pour engagements hors bilan et autres	86 \$	– \$	– \$	– \$	(2)\$	84 \$	84 \$
Total	1 894 \$	– \$	– \$	61 \$	(88)\$	1 867 \$	1 532 \$
Total de la provision pour pertes sur créances	2 876 \$	(659)\$	46 \$	770 \$	(121)\$	2 912 \$	2 299 \$
Provision pour engagements hors bilan et autres (4)	(86)	–	–	–	2	(84)	(84)
Total de la provision pour pertes sur prêts	2 790 \$	(659)\$	46 \$	770 \$	(119)\$	2 828 \$	2 215 \$

- (1) Représente principalement l'incidence de la conversion de la provision pour pertes sur prêts libellée en devises. L'ajustement au titre de la provision générale pour prêts de gros comprend un montant de 27 millions de dollars qui a trait aux prêts acquis dans le cadre de l'acquisition de RBTT, dont une tranche de 22 millions a été reclassée dans les provisions spécifiques puisqu'elle a trait à des prêts de gros spécifiques; la tranche résiduelle de 5 millions de dollars a été comptabilisée dans le bénéfice net au cours du trimestre.
- (2) Comprend le risque lié aux petites entreprises géré collectivement.
- (3) Comprend le risque lié aux petites entreprises géré individuellement. Comprend des provisions pour pertes sur prêts de 3 millions de dollars (65 millions au 31 octobre 2008) et des radiations de 13 millions (néant au 31 octobre 2008) relativement aux prêts consentis en vertu de facilités de liquidité prélevés par des conduits multicédants administrés par RBC qui offrent des programmes de papier commercial adossé à des actifs.
- (4) La provision pour engagements hors bilan et autres fait l'objet d'une présentation distincte au poste Autres passifs.

Un prêt est considéré comme en souffrance lorsque la contrepartie n'a pas effectué de paiement à la date d'échéance contractuelle. Le tableau suivant présente la valeur comptable des prêts en souffrance qui ne sont pas classés à titre de prêts douteux puisqu'ils sont i) en souffrance

depuis moins de 90 jours ou ii) entièrement garantis et qu'il est raisonnable de s'attendre à ce que les efforts de recouvrement donnent lieu à un remboursement. Les soldes de cartes de crédit sont radiés lorsqu'un paiement est en souffrance depuis 180 jours.

Prêts en souffrance mais non douteux

	Au 31 juillet 2009				Au 31 octobre 2008			
	De 1 jour à 29 jours	De 30 à 89 jours	90 jours et plus	Total	De 1 jour à 29 jours	De 30 à 89 jours	90 jours et plus	Total
Prêts de détail	2 712 \$	1 354 \$	280 \$	4 346 \$	3 043 \$	1 245 \$	253 \$	4 541 \$
Prêts de gros	1 252	798	93	2 143	1 748	560	94	2 402
Total	3 964 \$	2 152 \$	373 \$	6 489 \$	4 791 \$	1 805 \$	347 \$	6 943 \$

Prêts douteux (1)

	Au			31 octobre 2008
	31 juillet 2009			
	Montant brut	Provisions spécifiques	Montant net	Montant net
Prêts de détail				
Prêts hypothécaires résidentiels	624 \$	(53)\$	571 \$	310 \$
Prêts aux particuliers	430	(184)	246	187
Prêts aux petites entreprises (2)	56	(21)	35	23
	1 110 \$	(258)\$	852 \$	520 \$
Prêts de gros				
Prêts aux entreprises (3)	3 048 \$	(787)\$	2 261 \$	1 636 \$
Total	4 158 \$	(1 045)\$	3 113 \$	2 156 \$

- (1) Le solde moyen des prêts douteux bruts pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2009 s'est élevé à 3 710 millions de dollars (2 104 millions au 31 octobre 2008).
- (2) Comprend le risque lié aux petites entreprises géré collectivement.
- (3) Comprend le risque lié aux petites entreprises géré individuellement. Comprend des prêts douteux d'un montant brut de 65 millions de dollars (203 millions au 31 octobre 2008) et d'un montant net de 62 millions (138 millions au 31 octobre 2008) relativement aux prêts consentis en vertu de facilités de liquidité prélevés par des conduits multicédants administrés par RBC qui offrent des programmes de papier commercial adossé à des actifs.

Au cours du trimestre terminé le 31 juillet 2009, les actifs acquis à l'égard des prêts douteux se sont établis à 96 millions de dollars (64 millions pour le trimestre terminé le 31 octobre 2008). La réduction

connexe de la provision pour pertes sur créances s'est établie à 28 millions de dollars (36 millions pour le trimestre terminé le 31 octobre 2008).

Note 6 : Titrisations**Activités de titrisation pour le trimestre terminé le**

	31 juillet 2009 (1)		30 avril 2009 (1)		31 juillet 2008		
	Prêts hypothécaires résidentiels canadiens (2), (3), (6)	Prêts hypothécaires résidentiels américains (4)	Prêts hypothécaires résidentiels canadiens (2), (3), (6)	Prêts hypothécaires résidentiels américains (4)	Prêts sur cartes de crédit (2), (5)	Prêts hypothécaires résidentiels canadiens (2), (3), (6)	Prêts hypothécaires résidentiels américains (4)
Prêts titrisés et vendus	3 372 \$	40 \$	8 659 \$	121 \$	423 \$	2 021 \$	126 \$
Produit net en espèces reçu	3 322	42	8 622	121	404	2 007	127
Titres adossés à des actifs acquis	–	–	–	–	19	–	–
Droits conservés relatifs aux intérêts futurs excédentaires	118	–	498	–	2	37	–
Gain à la vente avant impôts, déduction faite des activités de couverture	66	2	412	–	2	26	1

(1) Nous n'avons effectué aucune titrisation de prêts sur cartes de crédit au cours de la période.

(2) Nous n'avons pas comptabilisé d'actif ni de passif de gestion pour nos droits de gestion relatifs aux opérations titrisées, car nous avons reçu une rémunération adéquate pour nos services.

(3) Les prêts hypothécaires résidentiels canadiens assurés titrisés au cours du trimestre par la création de titres adossés à des créances hypothécaires et conservés au 31 juillet 2009 totalisaient 2 093 millions de dollars (4 168 millions au 30 avril 2009; 2 262 millions au 31 juillet 2008). Ces titres sont comptabilisés à la juste valeur.

(4) Les prêts hypothécaires résidentiels américains titrisés et cédés comprennent des créances hypothécaires assurées et non assurées. Nous avons constaté des montants nominaux liés aux droits de gestion à l'égard des prêts titrisés au cours du trimestre. Nous n'avons conservé aucun de ces titres.

(5) En ce qui a trait à la titrisation de prêts sur cartes de crédit au cours du trimestre terminé le 31 juillet 2008, le produit net en espèces reçu correspond à un produit brut en espèces de 423 millions de dollars, moins les fonds affectés à l'achat de billets émis par la Fiducie dont la valeur en capital s'élève à 19 millions.

(6) Le gain (la perte) à la vente avant impôts reflète les résultats de (2) millions de dollars liés à nos activités de couverture économique [(49) millions au 30 avril 2009; 3 millions au 31 juillet 2008].

Activités de titrisation pour la période de neuf mois terminée le

	31 juillet 2009 (1)		31 juillet 2008			
	Prêts hypothécaires résidentiels canadiens (2), (3), (7)	Prêts hypothécaires résidentiels américains (4)	Prêts sur cartes de crédit (2), (5)	Prêts hypothécaires résidentiels canadiens (2), (3), (7)	Prêts hypothécaires résidentiels américains (4)	Prêts hypothécaires commerciaux américains (2), (6)
Prêts titrisés et vendus	19 621 \$	452 \$	1 470 \$	5 071 \$	378 \$	166 \$
Produit net en espèces reçu	19 449	455	1 404	5 047	382	156
Titres adossés à des actifs acquis	–	–	65	–	–	9
Droits conservés relatifs aux intérêts futurs excédentaires	1 065	–	9	140	–	–
Gain (perte) à la vente avant impôts, déduction faite des opérations de couverture	735	3	8	115	4	(1)

(1) Nous n'avons effectué aucune titrisation de prêts sur cartes de crédit au cours de la période.

(2) Nous n'avons pas comptabilisé d'actif ni de passif de gestion pour nos droits de gestion relatifs aux opérations titrisées, car nous avons reçu une rémunération adéquate pour nos services.

(3) Les prêts hypothécaires résidentiels canadiens assurés titrisés au cours de la période de neuf mois par la création de titres adossés à des créances hypothécaires et conservés au 31 juillet 2009 totalisaient 5 214 millions de dollars (3 896 millions au 31 juillet 2008). Ces titres sont comptabilisés à la juste valeur.

(4) Les prêts hypothécaires résidentiels américains titrisés et cédés comprennent des créances hypothécaires assurées et non assurées. Nous avons constaté des montants nominaux liés aux droits de gestion à l'égard des prêts titrisés au cours de la période. Nous n'avons conservé aucun de ces titres.

(5) En ce qui a trait à la titrisation de prêts sur cartes de crédit au cours de la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2008, le produit net en espèces reçu correspond à un produit brut en espèces de 1 469 millions de dollars, moins les fonds affectés à l'achat de billets émis par la Fiducie dont la valeur en capital s'élève à 65 millions.

(6) Pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2008, le produit net en espèces reçu correspond à un produit brut de 165 millions de dollars, moins les fonds affectés à l'achat de billets d'un montant de 9 millions. La valeur en capital des billets s'élevait à 10 millions de dollars.

(7) Le gain (la perte) à la vente avant impôts reflète les résultats de (158) millions de dollars liés à nos activités de couverture économique [(1) million au 31 juillet 2008].

Note 6 : Titrisations (suite)

Le tableau ci-dessous présente un sommaire des hypothèses clés utilisées pour déterminer la valeur des droits conservés à la date de titrisation des activités du trimestre terminé le 31 juillet 2009.

Hypothèses clés

	Prêts hypothécaires résidentiels canadiens
Durée moyenne pondérée prévue des créances payables d'avance (en années)	3,13
Taux de remboursement	24,26 %
Marge excédentaire, déduction faite des pertes sur créances	1,96
Taux d'actualisation	0,40 %-2,84 %

Les tableaux qui suivent présentent, outre les opérations de titrisation mentionnées précédemment, nos activités de vente de prêts de gros.

Ventes de prêts de gros pour le trimestre terminé le (1)

	31 juillet 2009	30 avril 2009	31 juillet 2008	
	Prêts hypothécaires résidentiels américains	Prêts hypothécaires résidentiels américains	Prêts hypothécaires résidentiels américains	Prêts hypothécaires commerciaux américains
Prêts vendus	429 \$	506 \$	73 \$	27 \$

(1) Les gains et les pertes à la vente de prêts de gros sont négligeables.

Ventes de prêts de gros pour la période de neuf mois terminée le (1)

	31 juillet 2009		31 juillet 2008	
	Prêts hypothécaires résidentiels américains	Prêts hypothécaires commerciaux américains	Prêts hypothécaires résidentiels américains	Prêts hypothécaires commerciaux américains
Prêts vendus	1 021 \$	23 \$	169 \$	42 \$

(1) Les gains et les pertes à la vente de prêts de gros sont négligeables.

Note 7 : Instruments financiers dérivés et activités de couverture

Le tableau suivant illustre la juste valeur des instruments financiers dérivés et non dérivés qui sont désignés comme des instruments de couverture, ainsi que des instruments financiers dérivés qui ne sont pas désignés comme des instruments de couverture.

Instruments financiers dérivés et non dérivés	Au 31 juillet 2009				Au 31 octobre 2008			
	Désignés comme des instruments de couverture			Non désignés comme des instruments de couverture (1)	Désignés comme des instruments de couverture			Non désignés comme des instruments de couverture (1)
	Couvertures des flux de trésorerie	Couvertures de la juste valeur	Couvertures de l'investissement net		Couvertures des flux de trésorerie	Couvertures de la juste valeur	Couvertures de l'investissement net	
Actifs								
Instruments financiers dérivés (2)	1 299 \$	2 098 \$	1 243 \$	96 446 \$	879 \$	1 397 \$	355 \$	133 503 \$
Passifs								
Instruments financiers dérivés (2)	1 672 \$	76 \$	48 \$	90 167 \$	1 597 \$	61 \$	1 229 \$	125 818 \$
Instruments financiers non dérivés (3)	–	304	5 265	s.o.	–	449	5 886	s.o.

(1) Comprend des contrats à valeur stable visant des polices d'assurance vie détenues par des banques de 178 millions de dollars au titre des passifs dérivés (2 millions au titre des actifs dérivés au 31 octobre 2008).

(2) Tous les instruments dérivés sont comptabilisés à la juste valeur.

(3) Les instruments non dérivés sont comptabilisés au coût après amortissement.

s.o. : sans objet

Activités de couverture

	Pour le trimestre terminé le 31 juillet 2009			Pour le trimestre terminé le 30 avril 2009			Pour le trimestre terminé le 31 juillet 2008		
	Gains nets (pertes nettes) compris dans les Revenus autres que d'intérêt	Gains nets (pertes nettes) compris dans le Revenu net d'intérêt	Gains (pertes) non réalisés après impôts compris dans les autres éléments du résultat étendu	Gains nets (pertes nettes) compris dans les Revenus autres que d'intérêt	Gains nets (pertes nettes) compris dans le Revenu net d'intérêt	Gains (pertes) non réalisés après impôts compris dans les autres éléments du résultat étendu	Gains nets (pertes nettes) compris dans les Revenus autres que d'intérêt	Gains nets (pertes nettes) compris dans le Revenu net d'intérêt	Gains (pertes) non réalisés après impôts compris dans les autres éléments du résultat étendu
Couvertures de la juste valeur									
Tranche inefficace	(4)\$	s.o. \$	s.o. \$	8 \$	s.o. \$	s.o. \$	(6)\$	s.o. \$	s.o. \$
Couvertures des flux de trésorerie									
Tranche inefficace	5	s.o.	s.o.	1	s.o.	s.o.	–	s.o.	s.o.
Tranche efficace	s.o.	s.o.	116	s.o.	s.o.	76	s.o.	s.o.	(11)
Reclassées dans le résultat au cours de la période (1)	s.o.	19	s.o.	s.o.	16	s.o.	s.o.	(40)	s.o.
Couvertures de l'investissement net									
(Pertes) gains de change	s.o.	s.o.	(2 444)	s.o.	s.o.	(784)	s.o.	s.o.	434
Gains (pertes) liés aux couvertures	s.o.	s.o.	1 929	s.o.	s.o.	613	s.o.	s.o.	(252)
	1 \$	19 \$	(399)\$	9 \$	16 \$	(95)\$	(6)\$	(40)\$	171 \$

(1) Des gains après impôts de 13 millions de dollars ont été reclassés du cumul des autres éléments du résultat étendu aux résultats pour le trimestre terminé le 31 juillet 2009 (gains de 11 millions pour le trimestre terminé le 30 avril 2009; pertes de 27 millions pour le trimestre terminé le 31 juillet 2008).

s.o. : sans objet

Note 7 : Instruments financiers dérivés et activités de couverture (suite)

	Pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2009			Pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2008		
	Gains nets (pertes nettes) compris dans les Revenus autres que d'intérêt	Gains nets (pertes nettes) compris dans le Revenu net d'intérêt	Gains (pertes) non réalisés après impôts compris dans les autres éléments du résultat étendu	Gains nets (pertes nettes) compris dans les Revenus autres que d'intérêt	Gains nets (pertes nettes) compris dans le Revenu net d'intérêt	Gains (pertes) non réalisés après impôts compris dans les autres éléments du résultat étendu
Couvertures de la juste valeur						
Tranche inefficace	(2)\$	s.o. \$	s.o. \$	3 \$	s.o. \$	s.o. \$
Couvertures des flux de trésorerie						
Tranche inefficace	15	s.o.	s.o.	(7)	s.o.	s.o.
Tranche efficace	s.o.	s.o.	151	s.o.	s.o.	(478)
Reclassées dans le résultat au cours de la période (1)	s.o.	36	s.o.	s.o.	(18)	s.o.
Couvertures de l'investissement net						
(Pertes) gains de change	s.o.	s.o.	(3 050)	s.o.	s.o.	1 499
Gains (pertes) liés aux couvertures	s.o.	s.o.	2 523	s.o.	s.o.	(994)
	13 \$	36 \$	(376)\$	(4)\$	(18)\$	27 \$

(1) Des gains après impôts de 25 millions de dollars ont été reclassés du cumul des autres éléments du résultat étendu aux résultats pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2009 (pertes de 13 millions pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2008).

s.o. : sans objet

Juste valeur des instruments dérivés selon la durée jusqu'à l'échéance

	Au				31 octobre 2008
	31 juillet 2009				
	Moins de 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Total	
Actifs dérivés (1)	28 651 \$	40 506 \$	32 574 \$	101 731 \$	136 227 \$
Passifs dérivés	25 597	37 158	29 208	91 963	128 705

(1) Tient compte d'ajustements de l'évaluation à l'égard des risques de marché et de crédit, qui ont été déterminés pour certains instruments précis. Pour les autres instruments, ces ajustements sont déterminés collectivement; par conséquent, ils ont été exclus. Les actifs dérivés excluent des ajustements de l'évaluation à l'égard des risques de marché et de crédit de (719) millions de dollars [(1 117) millions au 31 octobre 2008] et un montant de 74 millions (1 024 millions au 31 octobre 2008) au titre des dépôts de garantie obligatoires.

Note 8 : Acquisitions importantes**2008****Services bancaires internationaux**

En février 2008, RBC Bancorporation (USA) a finalisé l'acquisition d'Alabama National BanCorporation (ANB) et en juin 2008, nous avons conclu l'acquisition de RBTT. La répartition du coût de ces acquisitions a été achevée au cours des deuxième et troisième trimestres de 2009, respectivement, et est présentée ci-dessous avec les détails de la contrepartie aux fins de l'acquisition.

	ANB	RBTT
Date d'acquisition	Le 22 février 2008	Le 16 juin 2008
Pourcentage des actions acquises	100 %	100 %
Contrepartie aux fins de l'acquisition exprimée dans la monnaie de l'opération	Paiement en espèces total de 934 millions de dollars US et 16,4 millions d'actions ordinaires de RBC évaluées à 49,9067 \$ US chacune	Paiement en espèces total de 8,3 milliards de dollars TT et 18,2 millions d'actions ordinaires de RBC évaluées à 48,2540 \$ US chacune
Contrepartie aux fins de l'acquisition exprimée en dollars canadiens	1 775 \$	2 281 \$
Juste valeur des actifs corporels acquis (1)	7 444 \$	8 832 \$
Juste valeur du passif pris en charge (2)	(7 067)	(8 219)
Juste valeur de l'actif net identifiable acquis	377	613
Actifs incorporels liés à des dépôts de base (3)	91	160
Écart d'acquisition	1 307	1 508
Total de la contrepartie aux fins de l'acquisition	1 775 \$	2 281 \$

(1) La juste valeur des actifs corporels acquis d'ANB tient compte de prêts d'environ 140 millions de dollars qui ont été classés comme destinés à la vente.

(2) Comprend des passifs d'impôts futurs de 32 millions de dollars et de 40 millions au titre des actifs incorporels acquis liés à ANB et à RBTT, respectivement.

(3) Les actifs incorporels liés à des dépôts de base sont habituellement amortis selon la méthode linéaire sur une durée de vie utile estimative moyenne de sept ans.

Note 8 : Acquisitions importantes (suite)**Gestion de patrimoine**

Au cours du trimestre, nous avons achevé la répartition du coût des acquisitions de Phillips, Hager & North Investment Management Ltd. (PH&N) et de Ferris, Baker Watts, Incorporated (FBW), acquises en mai et en juin 2008, respectivement. Le tableau suivant présente le coût d'acquisition définitif :

	PH&N	FBW
Date d'acquisition	Le 1 ^{er} mai 2008	Le 20 juin 2008
Pourcentage des actions acquises	100 %	100 %
Contrepartie aux fins de l'acquisition exprimée dans la monnaie de l'opération ⁽¹⁾	20,2 millions d'actions ordinaires de RBC et 6,75 millions d'actions échangeables d'une filiale en propriété exclusive de RBC évaluées à 48,0025 \$ chacune	Paiement en espèces total de 27 millions de dollars US et 4,8 millions d'actions ordinaires de RBC évaluées à 48,2485 \$ US chacune
Contrepartie aux fins de l'acquisition exprimée en dollars canadiens	1 297 \$	265 \$
Juste valeur des actifs corporels acquis	68 \$	421 \$
Juste valeur du passif pris en charge ⁽²⁾	(179)	(299)
Juste valeur de l'actif net identifiable acquis	(111)	122
Relations clients ⁽³⁾	423	7
Écart d'acquisition	985	136
Total de la contrepartie aux fins de l'acquisition	1 297 \$	265 \$

- (1) Les actions échangeables émises dans le cadre de l'acquisition de PH&N seront échangées à raison de une pour une contre des actions ordinaires de RBC trois ans après la clôture conformément à la convention d'acquisition.
 (2) Comprend des passifs d'impôts futurs de 115 millions de dollars et de 3 millions au titre des actifs incorporels acquis liés à PH&N et à FBW, respectivement.
 (3) Les relations clients sont amorties selon la méthode linéaire sur une durée de vie utile estimative moyenne de 11 ans et de sept ans pour PH&N et FBW, respectivement.

Autres acquisitions

En 2008, nous avons également conclu les acquisitions suivantes : i) le 4 décembre 2007, les Services bancaires internationaux ont acquis une participation de 50 % dans Fidelity Merchant Bank & Trust Limited, pour former une coentreprise désignée sous la dénomination sociale de Royal Fidelity Merchant Bank & Trust Limited; ii) le 4 août 2008, le secteur Marchés des Capitaux a fait l'acquisition de Richardson Barr & Co.; iii) le 1^{er} octobre 2008, le secteur Services bancaires canadiens a fait l'acquisition de la division canadienne de crédit-bail commercial d'ABN AMRO. Nous avons achevé la répartition du coût d'acquisition de Fidelity Merchant Bank & Trust Limited et nous terminerons la répartition du coût d'acquisition de Richardson Barr & Co. et de la division canadienne de crédit-bail commercial d'ABN AMRO au quatrième trimestre de 2009. Le prix global de ces trois acquisitions, lesquelles sont relativement peu importantes pour les secteurs respectifs, s'établissait à 389 millions de dollars et a donné lieu à un écart d'acquisition de 26 millions.

Note 9 : Prestations de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi

Nous offrons divers régimes d'avantages sociaux, en vertu desquels les employés admissibles ont droit à des prestations de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi. Les charges au titre de ces régimes sont présentées dans le tableau suivant :

	Pour le trimestre terminé le			Pour la période de neuf mois terminée le	
	31 juillet 2009	30 avril 2009	31 juillet 2008	31 juillet 2009	31 juillet 2008
Charge au titre des prestations constituées	64 \$	67 \$	82 \$	205 \$	251 \$
Charge au titre des autres avantages postérieurs à l'emploi	26	24	28	75	84

Note 10 : Entités à détenteurs de droits variables (EDDV)**Accord de Montréal**

En janvier 2009, nous avons échangé le papier commercial adossé à des actifs (PCAA) non commandité par des banques que nous détenions contre les billets de Master Asset Vehicule II (MAV II), une entité à détenteurs de droits variables constituée par suite de la restructuration des conduits de PCAA commandité par des banques; toutefois, nous ne sommes pas tenus de consolider MAV II, car nous n'assumons pas la majorité des pertes prévues. Pour des détails sur la restructuration, se reporter à la note 10 de nos états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés pour le premier trimestre de 2009. Nos droits variables significatifs dans MAV II comprennent notre participation dans la facilité de financement de marge et nos placements dans les billets. Au 31 juillet 2009, la valeur comptable et la juste valeur de ces billets, ainsi que la valeur nominale de notre participation dans la facilité de financement de marge et les montants non prélevés en vertu de cette

facilité, sont demeurés inchangés comparativement à ceux du premier trimestre de 2009.

Programmes d'obligations encaissables par anticipation liés à des titres à enchères

En 2008, nous avons vendu certains titres à enchères à des programmes d'obligations encaissables par anticipation liés à des titres à enchères. Chaque programme est constitué d'une fiducie de rehaussement de crédit et d'une fiducie d'obligations encaissables par anticipation liée à des titres à enchères. Se reporter à la note 6 des états financiers consolidés annuels de 2008 pour des détails sur les programmes d'obligations encaissables par anticipation liés à des titres à enchères. Avant le deuxième trimestre de 2009, le détenteur du certificat résiduel était exposé à la majeure partie des pertes prévues à l'égard de ces fiducies; par conséquent, nous n'avons pas consolidé ces

Note 10 : Entités à détenteurs de droits variables (EDDV) (suite)

fiducies. Au deuxième trimestre de 2009, les flux de trésorerie liés aux titres à enchères sous-jacents à certains programmes d'obligations encaissables par anticipation liés à des titres à enchères se sont détériorés, ce qui s'est traduit par des baisses des cotes de crédit externes. En conséquence, nos calculs révisés des pertes prévues indiquent que nous devrions consolider certains programmes d'obligations encaissables par anticipation liés à des titres à enchères pour lesquels nous sommes exposés à la majeure partie des pertes prévues par l'intermédiaire de nos lettres de crédit et de nos facilités de liquidité. Le total de l'actif des programmes d'obligations encaissables par anticipation liés à des titres à enchères que nous avons consolidés

et qui soutiennent les obligations de ces programmes consolidés s'établissait à 425,3 millions de dollars au 31 juillet 2009 et est classé dans les titres disponibles à la vente de notre bilan consolidé. Au deuxième trimestre de 2009, nous avons comptabilisé une perte de 30,6 millions de dollars à la consolidation de ces programmes d'obligations encaissables par anticipation liés à des titres à enchères. Nous continuons de détenir des droits variables importants par l'intermédiaire des facilités que nous procurons dans les autres programmes d'obligations encaissables par anticipation liés à des titres à enchères non consolidés pour lesquels le détenteur du certificat résiduel est exposé à la majeure partie des pertes prévues à l'égard de ces fiducies.

Note 11 : Opérations importantes portant sur les capitaux propres et le financement**Débetures subordonnées**

Le 1^{er} juin 2009, nous avons racheté la totalité des débetures subordonnées à 4,18 % échéant le 1^{er} juin 2014 en circulation, pour le montant total du capital plus les intérêts courus à la date de rachat.

Le 15 mars 2009, nous avons racheté la totalité des débetures subordonnées à 6,5 % à leur échéance, à leur valeur nominale de 125 millions de dollars US (159 millions de dollars CA).

Le 27 janvier 2009, nous avons racheté la totalité des débetures subordonnées à 3,96 % échéant le 27 janvier 2014 en circulation, pour le montant total du capital plus les intérêts courus à la date du rachat.

Actions ordinaires émises

	Pour le trimestre terminé le 31 juillet 2009		Pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2009	
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Nombre d'actions (en milliers)	Montant
À des fins commerciales générales	—	— \$	65 263	2 301 \$
Régime de réinvestissement de dividendes (1)	1 988	83	2 549	98
Options sur actions levées (2)	1 854	51	3 163	81
	3 842	134 \$	70 975	2 480 \$

(1) Au cours du trimestre, les actions ont été émises à un prix 3 % moins élevé que le cours de clôture moyen des cinq jours de Bourse précédant la date de versement des dividendes.

(2) Les montants comprennent les espèces reçues au titre des options sur actions levées au cours de la période, l'ajustement à la juste valeur des options sur actions et la levée des options sur actions liée aux droits à la plus-value des actions et aux droits à la plus-value des actions qui ont fait l'objet d'une renonciation.

Actions privilégiées émises

	Date d'émission	Montant	Valeur nominale par action	Dividende annuel par action pour la période initiale	Rendement annuel pour la période initiale	Date de rachat la plus rapprochée (2)	Taux de dividende rajusté (3)
Actions privilégiées de premier rang (1)							
À dividende non cumulatif et à taux rajusté tous les cinq ans, série AX	29 avril 2009	325 \$	25 \$	1,5250 \$	6,10 %	24 novembre 2014	4,13 %
À dividende non cumulatif et à taux rajusté tous les cinq ans, série AV	1 ^{er} avril 2009	400	25	1,5625	6,25 %	24 août 2014	4,42 %
À dividende non cumulatif et à taux rajusté tous les cinq ans, série AT	9 mars 2009	275	25	1,5625	6,25 %	24 août 2014	4,06 %
À dividende non cumulatif et à taux rajusté tous les cinq ans, série AR	29 janvier 2009	350	25	1,5625	6,25 %	24 février 2014	4,50 %
À dividende non cumulatif et à taux rajusté tous les cinq ans, série AP	14 janvier 2009	275	25	1,5625	6,25 %	24 février 2014	4,19 %
À dividende non cumulatif et à taux rajusté tous les cinq ans, série AN	8 décembre 2008	225	25	1,5625	6,25 %	24 février 2014	3,50 %
À dividende non cumulatif et à taux rajusté tous les cinq ans, série AL	3 novembre 2008	300	25	1,4000	5,60 %	24 février 2014	2,67 %

(1) À la date de rachat la plus rapprochée ou tous les cinq ans par la suite, les détenteurs auront le droit, à leur gré mais sous réserve de certaines restrictions, de convertir ces séries d'actions privilégiées à taux fixe en une série d'actions privilégiées à taux variable.

(2) Sous réserve de l'approbation des organismes de réglementation, nous pourrions racheter ces actions en totalité ou en partie, à la date de rachat la plus rapprochée ou tous les cinq ans par la suite.

(3) Le taux de dividende sera rajusté à la date de rachat la plus rapprochée et tous les cinq ans par la suite à un taux équivalent au rendement des obligations du gouvernement du Canada de 5 ans, plus la prime indiquée.

Note 12 : Revenus liés aux instruments financiers détenus à des fins de transaction et à certains instruments financiers autres que détenus à des fins de transaction**Instruments financiers détenus à des fins de transaction**

Le total des revenus liés aux activités de négociation comprend le revenu net d'intérêt lié aux activités de négociation et les revenus liés aux activités de négociation qui sont comptabilisés dans les revenus autres que d'intérêt. Le revenu net d'intérêt est tiré du revenu d'intérêt et des dividendes comptabilisés relativement à l'actif et au passif des activités de négociation. Les revenus autres que d'intérêt comprennent

une augmentation de 735 millions de dollars des justes valeurs de nos actifs financiers nets classés dans les titres détenus à des fins de transaction pour le trimestre terminé le 31 juillet 2009 (augmentation de 417 millions pour le trimestre terminé le 30 avril 2009; augmentation de 69 millions pour le trimestre terminé le 31 juillet 2008). Pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2009, les revenus autres que d'intérêt

Note 12 : Revenus liés aux instruments financiers détenus à des fins de transaction et à certains instruments financiers autres que détenus à des fins de transaction (suite)

comprennent une augmentation de 1 259 millions de dollars des justes valeurs de nos actifs financiers nets classés dans les titres détenus à des fins de transaction (augmentation de 71 millions pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2008).

	Pour le trimestre terminé le			Pour la période de neuf mois terminée le	
	31 juillet 2009	30 avril 2009	31 juillet 2008	31 juillet 2009	31 juillet 2008
Revenu net d'intérêt	661 \$	744 \$	226 \$	2 149 \$	530 \$
Revenus autres que d'intérêt	947	703	159	1 524	118
Total	1 608 \$	1 447 \$	385 \$	3 673 \$	648 \$

Instruments désignés comme détenus à des fins de transaction

Au cours du trimestre, les gains nets ou les pertes nettes représentant la variation nette de la juste valeur d'actifs financiers et de passifs financiers désignés comme détenus à des fins de transaction ont augmenté de 385 millions de dollars (diminution de 288 millions pour le trimestre terminé le 30 avril 2009; augmentation de 145 millions pour le trimestre terminé le 31 juillet 2008). Au cours de la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2009, les gains nets ou les pertes nettes représentant la variation nette de la juste valeur d'actifs financiers et de passifs financiers désignés comme détenus à des fins de transaction ont augmenté de 426 millions de dollars (augmentation de 326 millions pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2008).

Instruments financiers évalués au coût après amortissement

Le tableau suivant présente les éléments comptabilisés dans les revenus autres que d'intérêt au cours du trimestre et de la période de neuf mois terminés le 31 juillet 2009, ainsi qu'au cours des périodes correspondantes :

	Pour le trimestre terminé le			Pour la période de neuf mois terminée le	
	31 juillet 2009	30 avril 2009	31 juillet 2008	31 juillet 2009	31 juillet 2008
Honoraires nets qui ne font pas partie intégrante du taux d'intérêt effectif au titre d'actifs et de passifs financiers autres que détenus à des fins de transaction	925 \$	832 \$	811 \$	2 621 \$	2 313 \$
Honoraires nets provenant des activités de fiducie	1 376	1 239	1 436	3 885	4 008
Gains nets découlant d'instruments financiers évalués au coût après amortissement	1	4	–	7	–
Total	2 302 \$	2 075 \$	2 247 \$	6 513 \$	6 321 \$

Note 13 : Impôts sur les bénéfiques*Recouvrabilité de l'actif d'impôts reportés*

Nous revoyons trimestriellement notre actif d'impôts reportés, lequel est inscrit au poste Autres actifs de nos bilans consolidés, afin de déterminer s'il est plus probable qu'improbable que les avantages liés à cet actif se réaliseront; dans le cadre de cet examen, nous évaluons les éléments probants positifs et négatifs. L'actif d'impôts reportés représente les écarts temporaires entre la valeur comptable et la valeur fiscale de certains actifs et passifs, ainsi que l'avantage fiscal lié aux reports prospectifs de pertes nettes d'exploitation. Dans le cadre de notre examen de la capacité de réaliser notre actif d'impôts reportés au

31 juillet 2009, nous avons évalué l'économie d'impôts liée à nos services bancaires aux États-Unis, qui génèrent actuellement des résultats négatifs et contribuent aux éléments probants négatifs relevés. Cet examen nous a permis de conclure qu'il existe suffisamment d'éléments probants positifs que l'actif est réalisable pour neutraliser les éléments probants négatifs, et qu'il n'était donc pas nécessaire de constater une provision pour moins-value au titre de l'actif d'impôts reportés au 31 juillet 2009.

Impôts sur les bénéfiques liés aux composantes des autres éléments du résultat étendu

	Pour le trimestre terminé le			Pour la période de neuf mois terminée le	
	31 juillet 2009	30 avril 2009	31 juillet 2008	31 juillet 2009	31 juillet 2008
Gains nets (pertes nettes) non réalisés sur les titres disponibles à la vente	310 \$	81 \$	(132)\$	155 \$	(253)\$
Reclassement aux résultats de pertes sur les titres disponibles à la vente	43	30	49	148	71
Gains nets (pertes nettes) de change liés aux activités de couverture	898	288	(117)	1 149	(503)
Gains nets (pertes nettes) sur les dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	53	34	(6)	66	(231)
Reclassement aux résultats de (gains) pertes sur les dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	(6)	(5)	13	(11)	5
Total de la charge (l'économie) d'impôts	1 298 \$	428 \$	(193)\$	1 507 \$	(911)\$

Note 14 : Bénéfice (perte) par action

	Pour le trimestre terminé le			Pour la période de neuf mois terminée le	
	31 juillet 2009	30 avril 2009	31 juillet 2008	31 juillet 2009	31 juillet 2008
Bénéfice de base par action					
Bénéfice net (perte nette)	1 561 \$	(50)\$	1 262 \$	2 564 \$	3 435 \$
Dividendes sur actions privilégiées	(73)	(55)	(27)	(169)	(74)
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actionnaires ordinaires	1 488 \$	(105)\$	1 235 \$	2 395 \$	3 361 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	1 408 687	1 405 772	1 323 293	1 393 641	1 294 946
Bénéfice (perte) de base par action	1,06 \$	(0,07)\$	0,93 \$	1,72 \$	2,60 \$
Bénéfice dilué par action					
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actionnaires ordinaires	1 488 \$	(105)\$	1 235 \$	2 395 \$	3 361 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	1 408 687	1 405 772	1 323 293	1 393 641	1 294 946
Options sur actions (1)	5 567	2 927	8 076	4 344	8 995
Actions pouvant être émises en vertu d'autres régimes de rémunération à base d'actions	2 143	1 926	2 120	2 006	2 180
Actions échangeables (2)	6 413	6 413	6 750	6 413	2 266
Nombre moyen d'actions ordinaires dilué (en milliers)	1 422 810	1 417 038	1 340 239	1 406 404	1 308 387
Bénéfice dilué (perte diluée) par action	1,05 \$	(0,07)\$	0,92 \$	1,70 \$	2,57 \$

- (1) L'incidence de la dilution liée aux options sur actions a été établie au moyen de la méthode du rachat d'actions. Pour le trimestre terminé le 31 juillet 2009, le calcul du bénéfice dilué par action excluait un nombre moyen de 3 661 160 options en cours ayant un prix de levée moyen de 53,91 \$, car le prix de levée de ces options excédait le cours moyen du marché de nos actions ordinaires (un nombre moyen de 7 616 273 options en cours ayant un prix de levée moyen de 46,17 \$ pour le trimestre terminé le 30 avril 2009; un nombre moyen de 3 750 120 options en cours ayant un prix de levée moyen de 53,91 \$ pour le trimestre terminé le 31 juillet 2008). Pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2009, le calcul du bénéfice dilué par action excluait un nombre moyen de 5 303 361 options en cours ayant un prix de levée moyen de 50,88 \$, car le prix de levée de ces options excédait le cours moyen du marché de nos actions ordinaires (un nombre moyen de 3 501 713 options en cours ayant un prix de levée moyen de 54,03 \$ pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2008).
- (2) Les actions échangeables ont été émises dans le cadre de l'acquisition de PH&N. Se reporter à la note 8.

Note 15 : Garanties et éventualités**Garanties**

Dans le cours normal de nos activités, nous concluons de nombreuses ententes qui peuvent comporter des éléments répondant à la définition de « garantie » aux termes de la note d'orientation concernant la comptabilité n° 14 de l'ICCA, intitulée Informations à fournir sur les garanties. Le montant maximal potentiel des paiements futurs représente le risque maximal de perte en cas de défaut complet des parties aux garanties, compte non tenu des recouvrements possibles qui pourraient être effectués en vertu de dispositions de recours ou de polices d'assurance ou en raison de biens détenus ou affectés en garantie. Le tableau qui suit résume les garanties importantes que nous avons accordées à des tiers :

	Au			
	31 juillet 2009		31 octobre 2008	
	Montant maximal potentiel des paiements futurs	Valeur comptable	Montant maximal potentiel des paiements futurs	Valeur comptable
Dérivés de crédit et options vendues (1)	21 505 \$	1 126 \$	43 700 \$	5 742 \$
Facilités de garantie de liquidités (2)	28 544	79	40 892	59
Produits à valeur stable (3)	22 470	182	24 876	–
Lettres de crédit de soutien financier et garanties de bonne fin (4)	19 832	113	22 185	75
Rehaussements de crédit	3 548	20	4 873	22
Prêts hypothécaires vendus avec garantie	762	–	210	–

- (1) La valeur comptable est comprise dans le poste Autres – Dérivés de nos bilans consolidés. Le montant théorique d'un contrat correspond approximativement au montant maximal potentiel des paiements futurs.
- (2) Certains conduits multicédants administrés par RBC qui offrent des programmes de papier commercial adossé à des actifs ont prélevé des montants en vertu de certaines de nos facilités de garantie de liquidités. Au 31 juillet 2009, ces prêts totalisaient 1,6 milliard de dollars US (1,7 milliard de dollars CA) (au 31 octobre 2008, 1,6 milliard de dollars US,

1,9 milliard de dollars CA) déduction faite de la provision pour pertes sur prêts de 3 millions de dollars US (3 millions de dollars CA) (au 31 octobre 2008, 54 millions de dollars US, 65 millions de dollars CA) et étaient inclus dans le poste Prêts de gros – Prêts aux entreprises de nos bilans consolidés. Au cours du troisième trimestre de 2009, nous avons radié des prêts d'un montant de 12 millions de dollars US (13 millions de dollars CA) (90 millions de dollars US, 113 millions de dollars CA pour le trimestre terminé le 30 avril 2009; néant pour le trimestre terminé le 31 juillet 2008) par imputation à la provision pour pertes sur prêts.

- (3) Le montant théorique d'un contrat correspond approximativement au montant maximal potentiel des paiements futurs. Le montant maximal potentiel des paiements futurs comprend un montant de 8,6 milliards de dollars (9,4 milliards de dollars au 31 octobre 2008) au titre des polices d'assurance vie détenues par des banques et un montant de 13,9 milliards (15,4 milliards au 31 octobre 2008) au titre de régimes de retraite aux termes de l'Employee Retirement Income Security Act of 1974 (ERISA) des États-Unis, tels que les régimes 401(k). Nous avons comptabilisé une provision à l'égard des contrats à valeur stable visant des polices d'assurance vie détenues par des banques qui reflète la valeur des actifs dans les portefeuilles de placement sous-jacents ainsi que notre estimation de la probabilité que les titulaires de polices résilient leurs polices. Au cours du trimestre, nous avons effectué une dotation à la provision d'environ néant (6 millions pour le trimestre terminé le 30 avril 2009; 8 millions pour le trimestre terminé le 31 juillet 2008).
- (4) La valeur comptable est comprise dans le poste Autres – Autres passifs de nos bilans consolidés. Le montant maximal potentiel des paiements futurs comprend un montant de 767 millions de dollars (1,4 milliard au 31 octobre 2008) relativement aux programmes d'obligations encaissables par anticipation liés à des titres à enchères, lequel correspond au montant théorique le plus élevé au titre des lettres de crédit et des facilités de liquidités.

Outre les garanties ci-dessus, la presque totalité de nos activités de prêt de titres pour lesquelles nous agissons à titre d'agent pour les porteurs de titres sont exercées par l'intermédiaire de notre coentreprise, RBC Dexia IS. Au 31 juillet 2009, les engagements d'indemnisation liés aux prêts de titres de RBC Dexia IS totalisaient 32 915 millions de dollars (45 723 millions au 31 octobre 2008). De ce montant, une tranche de 50 % représente notre risque de perte.

Veillez vous reporter à la note 25 de nos états financiers consolidés annuels de 2008 pour de plus amples renseignements relatifs aux garanties susmentionnées et pour une description de nos obligations relatives à certaines ententes d'indemnisation.

Note 15 : Garanties et éventualités (suite)**Actifs donnés en garantie**

Les détails des actifs donnés en garantie de passifs sont présentés dans les tableaux ci-dessous :

	Au	
	31 juillet 2009	31 octobre 2008
Encaisse et montants à recevoir des banques	745 \$	2 443 \$
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	2 663	9 960
Prêts	6 975	9 821
Valeurs mobilières	45 175	45 920
Biens achetés en vertu de conventions de revente	29 666	23 362
Autres actifs	192	989
	85 416 \$	92 495 \$

	Au	
	31 juillet 2009	31 octobre 2008
Actifs donnés en garantie aux contreparties suivantes :		
Gouvernements étrangers et banques centrales	2 960 \$	5 706 \$
Systèmes de compensation, systèmes de paiement et dépositaires	2 210	2 226
Actifs donnés en garantie pour les opérations suivantes :	22 502	25 613
Emprunts et prêts de titres	43 671	30 919
Engagements afférents à des titres vendus en vertu de conventions de rachat	7 168	17 664
Opérations sur produits dérivés	5 114	5 142
Obligations couvertes	1 791	5 225
	85 416 \$	92 495 \$

Nous sommes également tenus de fournir à la Banque du Canada des garanties intrajournalières lorsque nous utilisons le Système de transfert de paiements de grande valeur (STPGV), un système de transfert électronique télégraphique en temps réel qui traite en continu tous les paiements de grande valeur ou de classe critique libellés en dollars canadiens au cours de la journée. Les titres donnés en garantie affectés aux activités du STPGV nous sont généralement remis à la fin du cycle de règlement quotidien. Pour le trimestre terminé le 31 juillet 2009, nous avons donné en moyenne des titres d'un montant de 4,6 milliards de dollars (4,6 milliards au 30 avril 2009 et 3,3 milliards au 31 juillet 2008) en garanties intrajournalières à la Banque du Canada chaque jour. Pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2009, nous avons donné en moyenne des titres d'un montant de 4,6 milliards de dollars (3,3 milliards au 31 juillet 2008) en garanties intrajournalières à la Banque du Canada chaque jour. Dans certaines rares occasions, nous devons obtenir une avance à un jour auprès de la Banque du Canada afin de répondre à un besoin de règlement, auquel cas une valeur équivalant aux titres donnés en garantie est utilisée pour garantir l'avance. Aucune avance à un jour n'avait été prise au 31 juillet 2009, au 31 octobre 2008 ni au 31 juillet 2008.

Biens affectés en garantie

Au 31 juillet 2009, la valeur de marché approximative des biens acceptés en garantie que nous pouvons vendre ou affecter de nouveau en garantie se chiffrait à 79,7 milliards de dollars (83,0 milliards au 31 octobre 2008). Ces biens affectés en garantie ont été obtenus en vertu de conventions de revente, d'emprunts de titres et de prêts et d'opérations sur produits dérivés. De ce montant, une tranche de 26,9 milliards de dollars (32,6 milliards au 31 octobre 2008) a été vendue ou donnée de nouveau en garantie, généralement à titre de bien affecté en garantie relatif aux conventions de rachat ou pour couvrir des ventes à découvert.

Offre de rachat de titres à enchères

Comme il est mentionné à la note 25 de nos états financiers consolidés annuels de 2008, notre offre de rachat de titres à enchères détenus par des clients des services de courtage au détail américains admissibles a pris fin le 30 juin 2009. Au 31 juillet 2009, des clients dont les titres avaient une valeur notionnelle de 750,0 millions de dollars US (808,2 millions de dollars CA) avaient accepté notre offre, et la différence entre la valeur nominale et l'estimation au moment de l'achat, y compris une pénalité de 9,8 millions de dollars US (11,8 millions de dollars CA), se chiffrait à 54,7 millions de dollars US (66,7 millions de dollars CA). Ce montant comprend aussi une tranche de 1,0 million de dollars US (1,2 million de dollars CA), laquelle représente la différence entre la valeur nominale et le prix de vente des titres à enchères aux clients remplissant les conditions requises qui ont vendu des titres admissibles à un prix inférieur à la valeur nominale au cours de la période allant du 11 février 2008 au 8 octobre 2008. Du montant de 54,7 millions de dollars US (66,7 millions de dollars CA) avant impôts, une tranche de 34,5 millions de dollars US (41,6 millions de dollars CA) a été constatée dans le bénéfice net en 2008. Aucune charge supplémentaire n'a été engagée pour le trimestre terminé le 31 juillet 2009, et des charges d'un montant de 20,2 millions de dollars US (25,1 millions de dollars CA) ont été constatées pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2009.

Litiges*Litige lié à Enron Corp. (Enron)*

Une catégorie d'acquéreurs présumés de titres de participation et d'emprunt d'Enron émis dans le public entre le 9 janvier 1999 et le 27 novembre 2001 ont nommé la Banque Royale du Canada et certaines entités apparentées à titre de défenderesses dans le cadre d'une poursuite intitulée *Regents of the University of California v. Royal Bank of Canada* devant le tribunal de district des États-Unis, district sud du Texas (division de Houston). L'affaire *Regents* a fait l'objet d'un regroupement avec la poursuite principale intitulée *Newby v. Enron Corp.*, qui constitue le principal recours collectif d'actionnaires présumés d'Enron dans lequel des réclamations semblables ont été faites contre bon nombre d'autres institutions financières, de cabinets d'avocats, de cabinets d'experts-comptables et de certains anciens dirigeants et administrateurs d'Enron. La Banque Royale du Canada a également été citée en tant que défenderesse par plusieurs investisseurs particuliers relativement aux pertes qu'ils ont subies à titre d'acquéreurs de titres de participation et d'emprunt d'Enron.

Au cours du quatrième trimestre de 2005, RBC a constitué une provision au titre du litige de 591 millions de dollars (500 millions de dollars US) ou de 326 millions après impôts (276 millions de dollars US) en ce qui a trait à son exposition au risque lié au litige relatif à Enron. Comme nous l'avons mentionné à la note 25 de nos états financiers consolidés annuels de 2008, notre évaluation de plusieurs événements importants survenus en 2008, individuellement et dans leur ensemble, nous a permis de conclure qu'une provision au titre du litige de 60 millions de dollars (50 millions de dollars US) ou de 33 millions après impôts (27 millions de dollars US) est raisonnable. L'écart de 542 millions de dollars (450 millions de dollars US) a été comptabilisé dans notre état des résultats pour le trimestre terminé le 31 octobre 2008, au poste *Autres des Frais autres que d'intérêt*.

Nous continuerons de nous défendre vigoureusement dans tous les litiges restants relatifs à Enron et exercerons notre meilleur jugement afin de régler ces poursuites.

Autres

Nous faisons l'objet de diverses autres poursuites judiciaires qui contestent le bien-fondé de certaines de nos pratiques ou mesures. Nous jugeons que le montant global du passif éventuel lié à ces autres poursuites ne sera pas important eu égard à notre situation financière et à nos résultats d'exploitation.

Note 16 : Résultats par secteur d'exploitation**Résultats trimestriels**

	Services bancaires canadiens			Gestion de patrimoine			Assurances		
	T3/09	T2/09	T3/08	T3/09	T2/09	T3/08	T3/09	T2/09	T3/08
Revenu net d'intérêt	1 740 \$	1 678 \$	1 694 \$	84 \$	100 \$	110 \$	– \$	– \$	– \$
Revenus autres que d'intérêt	741	693	749	934	891	909	1 575	1 229	858
Total des revenus	2 481	2 371	2 443	1 018	991	1 019	1 575	1 229	858
Dotation à la (reprise sur) provision pour pertes sur créances	340	351	204	–	–	1	–	–	–
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	–	–	–	–	1 253	958	553
Frais autres que d'intérêt	1 169	1 171	1 186	777	817	758	135	138	145
Charge pour perte de valeur de l'écart d'acquisition	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Bénéfice net (perte nette) avant charge d'impôts	972	849	1 053	241	174	260	187	133	160
Charge (économie) d'impôts	303	268	344	73	48	74	20	20	23
Part des actionnaires sans contrôle	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Bénéfice net (perte nette)	669 \$	581 \$	709 \$	168 \$	126 \$	186 \$	167 \$	113 \$	137 \$
Moins : dividendes sur actions privilégiées	18	13	7	9	7	4	3	2	1
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actionnaires ordinaires	651 \$	568 \$	702 \$	159 \$	119 \$	182 \$	164 \$	111 \$	136 \$
Total de l'actif moyen (1)	261 600 \$	254 800 \$	234 700 \$	21 300 \$	22 800 \$	17 200 \$	13 000 \$	13 000 \$	12 600 \$

Résultats trimestriels

	Services bancaires internationaux			Marchés des Capitaux (2)			Services de soutien généraux (2)		
	T3/09	T2/09	T3/08	T3/09	T2/09	T3/08	T3/09	T2/09	T3/08
Revenu net d'intérêt	423 \$	459 \$	347 \$	970 \$	1 014 \$	452 \$	(237)\$	(275)\$	(302)\$
Revenus autres que d'intérêt	230	226	233	1 144	552	681	219	194	181
Total des revenus	653	685	580	2 114	1 566	1 133	(18)	(81)	(121)
Dotation à la (reprise sur) provision pour pertes sur créances	230	289	137	177	145	20	23	189	(28)
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Frais autres que d'intérêt	577	618	485	1 085	826	717	12	5	(19)
Charge pour perte de valeur de l'écart d'acquisition	–	1 000	–	–	–	–	–	–	–
Bénéfice net (perte nette) avant charge d'impôts	(154)	(1 222)	(42)	852	595	396	(53)	(275)	(74)
Charge (économie) d'impôts	(61)	(98)	(29)	280	163	103	(166)	(135)	(73)
Part des actionnaires sans contrôle	2	2	3	10	12	24	23	24	22
Bénéfice net (perte nette)	(95)\$	(1 126)\$	(16)\$	562 \$	420 \$	269 \$	90 \$	(164)\$	(23)\$
Moins : dividendes sur actions privilégiées	17	16	6	20	15	6	6	2	3
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actionnaires ordinaires	(112)\$	(1 142)\$	(22)\$	542 \$	405 \$	263 \$	84 \$	(166)\$	(26)\$
Total de l'actif moyen (1)	60 000 \$	67 100 \$	52 600 \$	322 200 \$	362 800 \$	327 900 \$	(12 700)\$	(8 400)\$	(2 100)\$

(1) Calculé à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période.

(2) Majoration au montant imposable équivalent.

Résultats trimestriels

	Total		
	T3/09	T2/09	T3/08
Revenu net d'intérêt	2 980 \$	2 976 \$	2 301 \$
Revenus autres que d'intérêt	4 843	3 785	3 611
Total des revenus	7 823	6 761	5 912
Dotation à la (reprise sur) provision pour pertes sur créances	770	974	334
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	1 253	958	553
Frais autres que d'intérêt	3 755	3 575	3 272
Charge pour perte de valeur de l'écart d'acquisition	–	1 000	–
Bénéfice net (perte nette) avant charge d'impôts	2 045	254	1 753
Charge (économie) d'impôts	449	266	442
Part des actionnaires sans contrôle	35	38	49
Bénéfice net (perte nette)	1 561 \$	(50)\$	1 262 \$
Moins : dividendes sur actions privilégiées	73	55	27
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actionnaires ordinaires	1 488 \$	(105)\$	1 235 \$
Total de l'actif moyen (1)	665 400 \$	712 100 \$	642 900 \$

(1) Calculé à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période.

Note 16 : Résultats par secteur d'exploitation (suite)**Résultats pour la période de neuf mois**

	Services bancaires canadiens		Gestion de patrimoine		Assurances		Services bancaires internationaux	
	T3/09	T3/08	T3/09	T3/08	T3/09	T3/08	T3/09	T3/08
Revenu net d'intérêt	5 136 \$	5 017 \$	312 \$	335 \$	– \$	– \$	1 334 \$	893 \$
Revenus autres que d'intérêt	2 181	2 120	2 694	2 627	4 150	2 499	571	736
Total des revenus	7 317	7 137	3 006	2 962	4 150	2 499	1 905	1 629
Dotations à la (reprise sur) provision pour pertes sur créances	961	642	–	1	–	–	719	299
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	–	–	3 287	1 717	–	–
Frais autres que d'intérêt	3 516	3 538	2 421	2 178	414	422	1 790	1 291
Charge pour perte de valeur de l'écart d'acquisition	–	–	–	–	–	–	1 000	–
Bénéfice net (perte nette) avant charge d'impôts	2 840	2 957	585	783	449	360	(1 604)	39
Charge (économie) d'impôts	894	971	163	234	57	30	(246)	(21)
Part des actionnaires sans contrôle	–	–	–	–	–	–	7	7
Bénéfice net (perte nette)	1 946 \$	1 986 \$	422 \$	549 \$	392 \$	330 \$	(1 365)\$	53 \$
Moins : dividendes sur actions privilégiées	41	21	22	8	7	3	45	14
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actionnaires ordinaires	1 905 \$	1 965 \$	400 \$	541 \$	385 \$	327 \$	(1 410)\$	39 \$
Total de l'actif moyen (1)	255 400 \$	229 300 \$	20 600 \$	17 100 \$	12 900 \$	12 600 \$	65 300 \$	46 700 \$

Résultats pour la période de neuf mois

	Marchés des Capitaux (2)		Services de soutien généraux (2)		Total	
	T3/09	T3/08	T3/09	T3/08	T3/09	T3/08
Revenu net d'intérêt	2 906 \$	1 191 \$	(791)\$	(785)\$	8 897 \$	6 651 \$
Revenus autres que d'intérêt	2 183	1 554	849	326	12 628	9 862
Total des revenus	5 089	2 745	58	(459)	21 525	16 513
Dotations à la (reprise sur) provision pour pertes sur créances	482	106	329	(72)	2 491	976
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	–	–	3 287	1 717
Frais autres que d'intérêt	2 802	1 997	9	(64)	10 952	9 362
Charge pour perte de valeur de l'écart d'acquisition	–	–	–	–	1 000	–
Bénéfice net (perte nette) avant charge d'impôts	1 805	642	(280)	(323)	3 795	4 458
Charge (économie) d'impôts	597	33	(312)	(306)	1 153	941
Part des actionnaires sans contrôle	1	23	70	52	78	82
Bénéfice net (perte nette)	1 207 \$	586 \$	(38)\$	(69)\$	2 564 \$	3 435 \$
Moins : dividendes sur actions privilégiées	46	16	8	12	169	74
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actionnaires ordinaires	1 161 \$	570 \$	(46)\$	(81)\$	2 395 \$	3 361 \$
Total de l'actif moyen (1)	359 700 \$	339 400 \$	(7 300)\$	(3 900)\$	706 600 \$	641 200 \$

(1) Calculé à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période.

(2) Majoration au montant imposable équivalent.

Cadre d'information de gestion

Notre cadre d'information de gestion vise à évaluer le rendement de chacun de nos secteurs d'exploitation comme s'il exerçait ses activités sur une base autonome, et il reflète la façon dont nous gérons nos secteurs d'exploitation. Cette démarche vise à s'assurer que les résultats de nos secteurs d'exploitation tiennent compte de tous les revenus et de toutes les charges pertinents qui sont liés à la conduite des activités des secteurs et reflète la perception qu'a la direction des résultats des secteurs d'exploitation. Ces éléments n'ont aucune incidence sur nos résultats consolidés. Veuillez vous reporter à la note 28 de nos états financiers consolidés annuels de 2008 pour obtenir de plus amples renseignements sur la répartition des charges entre les secteurs d'exploitation.

La direction revoit périodiquement les hypothèses et méthodes que nous utilisons dans le cadre d'information de gestion, afin d'assurer leur validité. Les méthodes d'attribution du capital comportent la formulation

d'un certain nombre d'hypothèses et d'estimations qui sont révisées périodiquement.

Au cours du premier trimestre, nous avons restructuré le secteur Marchés des Capitaux – Ventes et opérations regroupe les activités de vente de nos bureaux, les activités de négociation de produits, ainsi que les activités de négociation pour notre propre compte. Le secteur Services à la grande entreprise et banque d'investissement offre à nos clients des services-conseils, notamment des services de montage et de structuration, des services-conseils ainsi que des services de distribution, et il gère nos activités liées aux placements privés, aux conduits et à la titrisation. Ce secteur d'activité comprend également la division Crédits mondiaux, les solutions aux institutions financières à l'échelle mondiale et la Recherche. Ce réalignement n'a pas eu d'incidence sur la présentation des résultats consolidés du secteur Marchés des Capitaux.

Note 17 : Gestion du capital**Capital réglementaire et ratios de capital**

Le BSIF établit des objectifs formels pour le capital à risque visant les institutions de dépôt au Canada. À l'heure actuelle, cet objectif est de 7 % pour le ratio du capital de première catégorie et de 10 % pour le ratio du capital total. Outre les ratios du capital de première catégorie et du capital total, les banques canadiennes doivent s'assurer que leur coefficient actif/capital, qui est calculé au moyen de la division du montant brut de l'actif ajusté par le capital total, n'excède pas le niveau maximal prescrit par le BSIF. Notre coefficient actif/capital n'excède pas le niveau maximal permis par le BSIF.

Capital réglementaire, actif ajusté en fonction des risques et ratios de capital

	Accord de Bâle II	
	Au	
	31 juillet 2009	31 octobre 2008
Capital		
Capital de première catégorie	31 324 \$	25 031 \$
Capital total	34 866	30 710
Actif ajusté en fonction des risques		
Risque de crédit	189 938 \$	229 537 \$
Risque de marché	17 637	17 220
Risque opérationnel	35 434	31 822
Total de l'actif ajusté en fonction des risques	243 009 \$	278 579 \$
Ratios de capital		
Capital de première catégorie	12,9 %	9,0 %
Capital total	14,4 %	11,0 %
Coefficient actif/capital	16,3X	20,1X

Renseignements à l'intention des actionnaires

Bureau central

Adresse :
Banque Royale du Canada
200 Bay Street
Toronto (Ontario) M5J 2J5
Canada
Téléphone : 416-974-5151
Télécopieur : 416-955-7800

Pour toute correspondance :
P.O. Box 1
Royal Bank Plaza
Toronto (Ontario) M5J 2J5
Canada
Site Web : rbc.com

Agent des transferts et agent comptable des registres

Agent principal
Société de fiducie
Computershare du Canada
1500, rue University
Bureau 700
Montréal (Québec) H3A 3S8
Canada
Téléphone : 1-866-586-7635
(au Canada et aux États-Unis) ou
514-982-7555 (appels internationaux)
Télécopieur : 514-982-7580
Site Web : computershare.com\rbc

Co-agent des transferts (États-Unis)
Computershare Trust Company, N.A.
250 Royall Street
Canton, Massachusetts 02021
États-Unis

Co-agent des transferts
(Royaume-Uni)
Computershare Investor Services PLC
Securities Services – Registrars
P.O. Box No. 82, The Pavilions,
Bridgwater Road, Bristol BS99 7NH
Royaume-Uni

Inscriptions en Bourse

(Symbole de l'action : RY)

Bourses où sont inscrites les actions ordinaires de la Banque :
Canada – Bourse de Toronto (TSX)
États-Unis – Bourse de New York (NYSE)
Suisse – Bourse suisse (SIX)

Toutes les actions privilégiées sont inscrites à la Bourse de Toronto.

Prix du jour d'évaluation

Aux fins du calcul des gains en capital, le prix de base de notre action ordinaire au jour d'évaluation (22 décembre 1971) s'établit à 7,38 \$ l'action. Ce prix a été ajusté pour refléter la division d'actions à raison de deux actions pour une de mars 1981 et celle de février 1990. Le dividende en actions de une action pour une, versé en octobre 2000 et en avril 2006, n'a eu aucune incidence sur le prix du jour d'évaluation de nos actions ordinaires.

Communications avec les actionnaires

Pour des renseignements relatifs aux dividendes, aux changements au registre des actionnaires ou aux changements d'adresse, à la perte de certificats d'actions, aux formulaires d'impôts, aux transferts de succession et au réinvestissement de dividendes, les actionnaires sont priés de communiquer avec :
Société de fiducie
Computershare du Canada
100 University Ave., 9th Floor
Toronto (Ontario) M5J 2Y1
Canada
Téléphone : 1-866-586-7635
(au Canada et aux États-Unis) ou
514-982-7555 (appels internationaux)
Télécopieur : 1-888-453-0330 (au Canada et aux États-Unis) ou
416-263-9394 (communications internationales)
Courriel : service@computershare.com

Toute autre demande peut être adressée à :
Services aux actionnaires
Banque Royale du Canada
200 Bay Street
9th Floor, South Tower
Toronto (Ontario) M5J 2J5
Canada
Téléphone : 416-955-7806
Télécopieur : 416-974-3535

Pour obtenir des renseignements financiers, veuillez communiquer avec :

Relations avec les investisseurs
Banque Royale du Canada
200 Bay Street
14th Floor, South Tower
Toronto (Ontario) M5J 2J5
Canada
Téléphone : 416-955-7802
Télécopieur : 416-955-7800
Il est aussi possible de consulter le site Web suivant :
rbc.com/investisseurs

Service de dépôt direct

Au moyen d'un transfert électronique de fonds, les actionnaires du Canada et des États-Unis peuvent faire déposer directement dans leur compte bancaire les dividendes sur leurs actions ordinaires RBC; il leur suffit d'en faire la demande par écrit à notre agent des transferts et agent comptable des registres, la Société de fiducie Computershare du Canada.

Désignation à titre de dividendes admissibles

Aux fins des nouvelles dispositions en matière de crédit d'impôt pour dividendes contenues dans la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) et dans toute législation fiscale provinciale ou territoriale applicable, tous les dividendes (ainsi que les dividendes réputés) que nous versons à des résidents du Canada sur nos actions ordinaires et privilégiées après le 31 décembre 2005 sont désignés comme des « dividendes admissibles ». À moins d'avis contraire, tous les dividendes (ainsi que les dividendes réputés) versés après cette date sont désignés comme des « dividendes admissibles » aux fins de la législation susmentionnée.

Rachats d'actions ordinaires

Nous avons lancé une offre publique de rachat dans le cours normal des activités, par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto. Durant la période de un an commençant le 1^{er} novembre 2008, nous pourrions racheter jusqu'à 20 millions de nos actions ordinaires sur le marché libre, aux cours du marché. Nous déterminerons le montant de ces achats et le moment où ils auront lieu conformément à l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités, sous réserve d'une consultation préalable avec le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF).

Un exemplaire de notre avis d'intention de déposer une offre publique de rachat dans le cours normal des activités peut être obtenu sans frais en communiquant avec le secrétaire de la Banque, à notre adresse postale torontoise.

Dates de publication des rapports trimestriels pour 2009

Premier trimestre	26 février
Deuxième trimestre	29 mai
Troisième trimestre	27 août
Quatrième trimestre	4 décembre

Assemblée annuelle de 2010

L'assemblée annuelle des actionnaires se tiendra le mercredi 3 mars 2010 au Metro Toronto Convention Centre, North Building, 255, Front Street West, Toronto (Ontario), Canada.

Dates de paiement des dividendes pour 2009

Sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration

	Dates ex-dividende	Dates de clôture des registres	Dates de paiement
Actions ordinaires et actions privilégiées de séries W, AA, AB, AC, AD, AE, AF, AG, AH, AJ et AL	22 janvier 21 avril 23 juillet 22 octobre	26 janvier 23 avril 27 juillet 26 octobre	24 février 22 mai 24 août 24 novembre
Actions privilégiées de séries AN, AP et AR	21 avril 23 juillet 22 octobre	23 avril 27 juillet 26 octobre	22 mai 24 août 24 novembre
Actions privilégiées de séries AT, AV et AX	23 juillet 22 octobre	27 juillet 26 octobre	24 août 24 novembre

L'information disponible sur les sites Web mentionnés dans le présent rapport aux actionnaires ou l'information pouvant être obtenue par l'intermédiaire de ces sites ne fait pas partie du rapport. Dans ce rapport aux actionnaires, les références à des sites Web ne constituent pas des hyperliens et ne sont faites qu'à titre d'information pour le lecteur, et à aucune autre fin.

Les désignations commerciales utilisées dans le présent rapport comprennent le symbole du LION et du GLOBE TERRESTRE, BANQUE ROYALE DU CANADA, RBC et RBC TruCS, lesquelles sont des désignations commerciales de la Banque Royale du Canada utilisées par la Banque Royale du Canada ou par ses filiales autorisées. RBC Dexia IS et les sociétés affiliées à Dexia utilisent la désignation commerciale de RBC sous licence.